



LOI DE FINANCES, GESTION 2024

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE ET
ÉCONOMIQUE PLURIANNUELLE 2024-2026

ANNEXES

SOMMAIRE

ANNEXE 1 : Orientations de politique de l'Etat et priorités sectorielles pour 2024.....	3
ANNEXE 2 : Cahier statistique pour le scénario de référence.....	34
ANNEXE 3 : Cahier statistique : Scénarii alternatifs.....	44
ANNEXE 4 : Liste des sociétés et offices d'Etat.....	63

ANNEXE 1

Objectifs et priorités pour 2024

**Cette annexe liste les orientations et priorités
sectorielles pour l'année 2024**

01- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE (MAEP)

Objectif général : « Améliorer les performances de l'Agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire, la nutrition, et de contribuer au développement économique et social des hommes et femmes du Bénin pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) »

Objectif spécifique 1 : Améliorer la productivité et la production des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières agricoles prioritaires

Priorité 1 : Promotion d'un nouveau type d'élevage résilient garantissant plus de sécurité et de rentabilité aux éleveurs

- a) Poursuite de la mise en œuvre des projets de sédentarisation des troupeaux de ruminants (ProSER et COSO) ;
- b) Poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Développement de la Filière (PNDF) Viande-Lait et Œuf de consommation (VLO) et Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL).

Priorité 2 : Développement d'une aquaculture de type moderne et promotion de la pêche durable

- a) Poursuite du développement des villages Aquacoles (Nagbéto côté Bénin, Awouté à Allada, Togbin à Comè, Avrankou, Dogbo et Savè) ;
- b) Mise en œuvre du Projet de Promotion de l'Aquaculture Durable et de Compétitivité des Chaines de Valeur de la Pêche (PROMAC) ;
- c) Poursuite de la mise en œuvre du PNDF Aquaculture ;
- d) Poursuite de l'assainissement des plans d'eau et entretien des frayères.

Priorité 3 : Consolidation des acquis de l'opérationnalisation des pôles de développement agricole

- a) Fonctionnement des Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA), des Directions Départementales de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (DDAEP), des Centres de Recherches Agricoles (CRA) ;
- b) Renforcement du capital humain (recrutement du personnel métier et des services supports, renforcement de capacités du personnel) ;
- c) Mise en œuvre d'un conseil agricole spécialisé à grande échelle et à fort impact ;
- d) Renforcement des mesures de facilitation de l'accès aux financements adaptés à travers la poursuite de l'opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) : passer d'un taux de couverture des besoins de 34,67% en 2020 à 36% en 2024 ;
- e) Opérationnalisation de l'Agence de Développement des Semences et animation de l'Unité de Conservation des Ressources Génétiques ;
- f) Renforcement des mesures de facilitation de l'accès aux semences pour une couverture à 35% au moins des besoins en semences par des semences améliorées, de l'accès aux autres intrants hors coton pour la promotion des filières agricoles (anacarde, ananas, maraîchage, riz, maïs, manioc, palmier à huile, mangues, karité, soja, viande, lait, œufs de table, poissons d'élevage) ;
- g) Mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (LOASAN) (prise en diffusion de textes d'application).

Priorité 4 : Mise en œuvre du Programme National de Développement des Plantations et Grandes Cultures

- a) Mise en œuvre du plan opérationnel de développement des plantations et grandes cultures ;
- b) Poursuite de l'offensive de conquête ou de mobilisation d'espaces à aménager ;
- c) Mise en valeur des périmètres sélectionnés.

Priorité 5 : Accès équitable des producteurs aux facteurs de production pour le développement et la valorisation des aménagements hydroagricoles

- a) Poursuite de l'opérationnalisation de la Société Béninoise des Aménagements Agricoles (SoBAA) ;
- b) Mise en œuvre effective de projets d'envergure pour la valorisation des vallées du Bénin (Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé (BMVO), Vallées du Mono, du Niger, de la Pendjari, etc.) ;

- c) Accroissement du niveau de mise en valeur des aménagements hydroagricoles existants dans l'équité et dans l'égalité: sécurisation foncière, amélioration des services de l'irrigation, appropriation des infrastructures et aménagements par les acteurs, faciliter l'accès à la mécanisation, au financement, aux semences, accès aux marchés ;
- d) Développement de la petite irrigation à travers la mise en œuvre du PND Irrigation ;
- e) Exploitation durable des ressources naturelles : la Gestion Durable des terres (GDT), la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), gestion efficace des ressources fourragères ;
- f) La mise en œuvre de la stratégie de l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC).

Priorité 6 : Intensification de la mécanisation agricole le long des chaînes de valeur

- a) Poursuite de la mise en œuvre des activités de la Société Nationale de la Mécanisation Agricole (SoNaMA) ;
- b) Poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA) ;
- c) Mise en place des matériels et équipements respectueux des normes de sauvegarde environnementale et sociale en vigueur au Bénin et adaptés à toutes les catégories d'acteurs ;
- f) Renforcement du dispositif technique de maintenance des machines agricoles ;
- g) Renforcement du Partenariat Public Privé dans l'importation, la mise en place et la maintenance des équipements agricoles.

Objectif spécifique 2 : Assurer la promotion et la structuration équitable des Chaînes de Valeur Ajoutée des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières prioritaires

Priorité 1 : Renforcement de l'autorité compétente de sécurité sanitaire des aliments et promotion de la nutrition

- a) Renforcement des capacités du personnel de l'ABSSA par la mise en œuvre effective de son plan triennal de formation ;
- b) Renforcement des capacités de la DANA pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans les interventions du ministère ;
- c) Renforcement des contrôles sanitaires pour la sécurité des aliments ;
- d) Développement des normes et accompagnement des entreprises dans l'obtention des certificats de conformité sanitaires pour l'accroissement des exportations.

Priorité 2 : Renforcement de la structuration des acteurs pour une amélioration de la gouvernance et du financement des filières

- a) Appui à la structuration des acteurs des filières à hautes valeurs ajoutées, des filières conventionnelles et les filières émergentes (interprofessions) ;
- b) Renforcement de l'autonomisation des acteurs des filières dans la perspective des accords-cadres avec l'Etat ;
- c) Renforcement des espaces de dialogue au sein des filières.

Priorité 3 : Développement des infrastructures marchandes et des services logistiques

- a) Construction d'infrastructures marchandes ;
- b) Poursuite de l'opérationnalisation du quai fruitier ;
- c) Facilitation à l'installation de chambres froides, de camions frigorifiques, etc ;
- d) Digitalisation des transactions commerciales et financières ;
- e) Mise en place d'un système de récépissé d'entrepôts.

Priorité 4 : Renforcement de la transformation, du stockage, de la conservation des produits agricoles et du développement des clusters

- a) Renforcement des infrastructures de qualité résilientes aux changements climatiques ;
- b) Facilitations à l'installation des unités de transformation par les privés sans discrimination du genre ;
- c) Diffusion des nouvelles technologies de transformation ;
- d) Accroissement du niveau de mise en valeur des infrastructures de stockage ;
- e) Facilitation au développement des clusters agricoles dans les filières prioritaires.

02- MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (MIC)

Orientation globale du ministère : Mettre en place un cadre favorable au développement d'un secteur privé productif de biens et services de qualité et compétitifs qui contribue à l'amélioration de la croissance économique du Bénin et à la réduction de la pauvreté.

SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Objectif général : Disposer d'un tissu industriel dense, diversifié et compétitif respectueux de l'environnement susceptible de promouvoir la transformation des produits agricoles et miniers.

Objectif spécifique 1 : Renforcer le tissu industriel existant et veiller à l'amélioration constante de sa compétitivité

- Priorité 1 :** Amélioration des cadres stratégique et réglementaire régissant les activités du secteur de l'industrie ;
- Priorité 2 :** Promotion de l'utilisation de la propriété industrielle comme outils de développement ;
- Priorité 3 :** Création et opérationnalisation d'une zone industrielle dans la région septentrionale du Bénin.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir la compétitivité des produits locaux

- Priorité 1 :** Renforcement de l'infrastructure de qualité en République du Bénin ;
- Priorité 2 :** Renforcement de l'accompagnement technique d'appui au développement des entreprises industrielles et à la compétitivité des produits locaux ;
- Priorité 3 :** Amélioration du taux de pénétration des produits "made in Bénin" sur le marché communautaire.

SECTEUR DU COMMERCE

Objectif général : Accroître la contribution du commerce à la croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté

Objectif spécifique 1 : Promouvoir un environnement favorable au développement du commerce

- Priorité 1 :** Actualisation et adoption du cadre législatif et réglementaire relatif aux activités du secteur commerce ;
- Priorité 2 :** Mise en place du système d'informations commerciales et industrielles, trade portal ;
- Priorité 3 :** Mise en œuvre des stratégies (ZLECAf, SNE).

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités productives et commerciales des entreprises

- Priorité 1 :** Promotion de la consommation des produits locaux ;
- Priorité 2 :** Développement et promotion du label « Made in Benin » sur le marché international ;
- Priorité 3 :** Promotion du commerce électronique.

03- MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES (MEEN)

SECTEUR DE LA PRODUCTION DE L'ENERGIE

Objectif général : Assurer l'offre des services énergétiques de qualité, en quantité et en toute sécurité

Objectif spécifique 1 : Améliorer les capacités de production et le réseau de distribution de l'énergie électrique

- Priorité 1 :** Construction d'une Centrale thermique de 140MW dans la zone Economique Spéciale de Glo-Djigbé ;
- Priorité 2 :** Construction d'une centrale thermique IPP GENESIS de 40 MW à Maria Gléta ;
- Priorité 3 :** Construction d'un terminal flottant de stockage et de regazéification (FSRU) ;
- Priorité 4 :** Réalisation du Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Energie Electrique (PADSBEE 2019-2025)- volet VNCI Energies ;
- Priorité 5 :** Renforcement du réseau électrique dans le bassin cotonnier du Nord (PADSBEE-FSD) ;
- Priorité 6 :** Projet de Restructuration et extension du Système de Répartition et de Distribution de la SBEE (PRESREDI) ;
- Priorité 7 :** Construction du dispatching transport et de son repli ;
- Priorité 8 :** Réalisation du projet d'Interconnexion 330 Kv Nigeria-Niger-Bénin/Togo-Burkina (Dorsale Nord) ;

Priorité 9 : Projet d'extension et renforcement de la capacité des postes de AVAKPA, NATTINGOU, DJOUGOU ET DASSA.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir la diversification des sources d'énergies

Priorité 1 : Construction d'une Centrale Solaire de 25MW à ILLOLOUFIN (DEFISSOL-Volet Solaire) ;

Priorité 2 : Electrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures sociocommunautaires ;

Priorité 3 : Réalisation du Projet d'Efficacité Energétique et de Gestion Durable de la Biomasse Energie (P2EGeDBE) ;

Priorité 4 : Gestion communautaire des combustibles ligneux dans le cadre du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) (composante 3) ;

Priorité 5 : Valorisation de l'Energie Solaire ;

Priorité 6 : Construction de centrales solaires photovoltaïques en IPP de 50 MW à NATTINGOU, DJOUGOU, BOHICON ET PARAKOU (avec l'appui du MCA-BENIN II) ;

Priorité 7 : Programme Régional de Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique (PRODERE 2) ;

Priorité 8 : Construction de centrales à biomasse (4MW) ;

Priorité 9 : Construction d'une centrale solaire photovoltaïque en IPP GREENHEART POWER AFRICA (GPA) de 10 MW ;

Priorité 10 : Construction du barrage hydroélectrique de Dogo bis (128MW).

Objectif spécifique 3 : Améliorer l'accès de tous à l'énergie et sécuriser l'utilisation de l'énergie

Priorité 1 : Renforcement des capacités d'action de CONTRELEC ;

Priorité 2 : Mise aux normes et renforcement du réseau de distribution de la SBEE dans le cadre du projet d'Amélioration des Services Energétiques (composantes 2) ;

Priorité 3 : Amélioration de la performance de la SBEE dans le cadre du projet PASE (composante 1) ;

Priorité 4 : Réalisation du projet d'Extension et Densification Electrique des Réseaux (PEDER) ;

Priorité 5 : Densification du Réseau de Distribution dans 25 Communes du BENIN (PADSBEE-BADEA) ;

Priorité 6 : Renforcement et extension des réseaux électriques de la SBEE dans les localités urbaines et périurbaines du Bénin (RERE) ;

Priorité 7 : Projet d'alimentation en énergie électrique de la route des pêches (PA2ERP) ;

Priorité 8 : Projet d'Electrification Rurale (PERu) ;

Priorité 9 : Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales du Bénin ;

Priorité 10 : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité au Bénin (P2AE) ;

Priorité 11 : Projet de Sécurisation Electrique des Bâtiments Administratifs(PSEBA) ;

Priorité 12 : Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la SBEE dans les grands centres urbains (ProMER) ;

Priorité 13 : Programme MCA Bénin 2 (Projets Réformes, Distribution) ;

Priorité 14 : Projet d'Accès Durable du Bénin à l'Energie Electrique (PADSBEE)-Sécurisation N-1 ;

Priorité 15 : Projet de mise aux normes et amélioration de la qualité de service.

SECTEUR DE L'ADMINISTRATION DE L'ENERGIE

Objectif général : renforcer les bases de la gouvernance et de la coordination sectorielle

Objectif spécifique 1 : Renforcer les réformes sectorielles et institutionnelles

Priorité 1 : Réalisation des missions d'enquêtes, de vérifications et de contrôles ;

Priorité 2 : Coordination des activités des structures du ME ;

Priorité 3 : Assistance au Ministre en vue d'assurer l'orientation, la bonne gouvernance, le leadership, et la performance globale du Ministère ;

Priorité 4 : Promotion du genre et de l'inclusion sociale au sein du ME ;

Priorité 5 : Mise en œuvre des activités de PLS-TP-ME ;

Priorité 6 : Suivi de la mise en œuvre de la politique énergétique au niveau départemental ;

Priorité 7 : Assistance conseil aux Communes dans le domaine de l'énergie ;

Priorité 8 : Conduite de la procédure de passation des marchés ;

Priorité 9 : Suivi de la mise en œuvre des contrats ;

Priorité 10 : Contrôle à priori des marchés publics du ME.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir une gouvernance sectorielle efficace

Priorité 1 : Elaboration/actualisation des projets, programmes et plans du ME ;

Priorité 2 : Programmation et budgétisation ;

Priorité 3 : Suivi-évaluation des projets et programmes du ME ;

Priorité 4 : Gestion et suivi de la coopération ;

Priorité 5 : Production et gestion des informations statistiques du Ministère;

Priorité 6 : Suivi environnemental ;

Priorité 7 : Renforcement des Capacités des Acteurs du Secteur de l'Energie au Bénin (RECASEB) ;

Priorité 8 : Habilitation des acteurs du ME pour la consolidation des acquis de MCA Bénin 2 ;

Priorité 9 : Gestion des ressources financières du ME ;

Priorité 10 : Gestion des ressources humaines ;

Priorité 11 : Gestion des ressources matérielles et des services généraux du ME ;

Priorité 12 : Gestion de l'information au sein du ME ;

Priorité 13 : Gestion des archives du ME.

SECTEUR DE LA PRODUCTION ET DE L'ADMINISTRATION DE L'EAU ET DES MINES

Objectif Global : Assurer équitablement l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et la valorisation de l'eau, des ressources minières et pétrolières, des terres et des ressources connexes

Objectif spécifique 1 : Contribuer à l'amélioration des performances du secteur de l'Eau et des Mines

Priorité 1 : Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du Ministère ;

Priorité 2 : Renforcement et amélioration des conditions de travail des structures centrales et déconcentrées du Ministère ;

Priorité 3 : Amélioration de la gestion opérationnelle et prévisionnelle des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère ;

Priorité 4 : Renforcement du processus de planification, de programmation, de suivi-évaluation des programmes et projets du Ministère ;

Priorité 5 : Amélioration de la gestion de l'information et des archives du Ministère ;

Priorité 6 : Renforcement du système d'assistance-conseil aux communes ;

Priorité 7 : Amélioration du degré de mise en œuvre du Plan de Déconcentration et de Décentralisation du MEM ;

Priorité 8 : Promotion de la culture de transparence budgétaire, de reddition de compte, de contrôle interne, de redevabilité et d'intégrité ;

Priorité 9 : Renforcement des capacités techniques et managériales des responsables programmes, d'actions et d'activités dans le processus de gestion du budget en mode programme ;

Priorité 10 : Amélioration du processus de passation et de contrôle des marchés publics.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir et renforcer le système de régulation et de réglementation de la gestion rationnelle et durable des ressources en eau

Priorité 1 : Renforcement du cadre national de gestion intégrée des ressources en eau (mise en œuvre de la réforme de la DG-EAU et autres) ;

Priorité 2 : Développement des outils ou instruments de planification (SDAGE et SAGE) ;

- Priorité 3 :** Renforcement des capacités humaine, organisationnelle et matérielle de gestion des ressources en eau ;
- Priorité 4 :** Intégration des aspects économiques et financiers dans la gestion des ressources en eau (surface et souterraine) ;
- Priorité 5 :** Amélioration des connaissances et du processus de suivi des ressources en eau (surface et souterraine) ;
- Priorité 6 :** Mobilisation et valorisation des ressources en eau selon l'approche GIRE ;
- Priorité 7 :** Amélioration du processus de maîtrise des risques liés à l'eau ;
- Priorité 8 :** Conservation et protection des ressources en eau et de l'environnement ;
- Priorité 9 :** Mise en place des mesures de prévention, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques liés à l'eau ;
- Priorité 10 :** Mise en place de dispositifs d'évaluation de la vulnérabilité des ressources en eau souterraine et de surface ;
- Priorité 11 :** Promotion de la gestion participative de l'eau et de l'emploi des jeunes dans les métiers liés à l'eau ;
- Priorité 12 :** Intégration du genre et du développement dans le processus de gestion de l'eau au Bénin ;
- Priorité 13 :** Modernisation du cadre de gestion, de régulation et de réglementation du secteur de l'eau pour une utilisation responsable et durable de la ressource ;
- Priorité 14 :** Développement des infrastructures hydrauliques multifonctions à travers la réalisation de 11 petits et moyens barrages dans le bassin de l'Ouémé ;
- Priorité 15 :** Développement des infrastructures de mobilisation et de gestion intégrée des ressources en eau dans le bassin du Niger ;
- Priorité 16 :** Mise en place de dispositifs de protection des champs de captage de la ressource en eau.

Objectif spécifique 3 : Accroître l'accès équitable et durable à l'eau potable pour les populations en zones urbaines

- Priorité 1 :** Renforcement des systèmes d'alimentations en eau potable des sept (07) villes non couvertes et des soixante (60) villes partiellement desservies par la SONEB ;
- Priorité 2 :** Amélioration de la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité pour les systèmes de production tels que les infrastructures touristiques de la zone balnéaire et de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé et autres ;
- Priorité 3 :** Réduction des disparités plurielles liées à l'accès à l'eau potable entre les populations en milieu urbain et rural ;
- Priorité 4 :** Densification du réseau de distribution de l'eau potable dans les zones périphériques des grandes villes à forte vitesse d'extension ;
- Priorité 5 :** Contrôle et suivi de la qualité de l'eau ;
- Priorité 6 :** Promotion de l'emploi des jeunes dans la maîtrise, l'exploitation et de la distribution de l'eau potable ;
- Priorité 7 :** Intégration du genre et du développement dans la gestion et l'utilisation des ressources en eau ;
- Priorité 8 :** Dématérialisation du processus de paiement des factures de consommation d'eau potable ;
- Priorité 9 :** Sensibilisation des usagers de l'eau sur la protection des ressources en eau et la sécurisation des installations et équipements ;
- Priorité 10 :** Renforcement de la capacité d'auto-financement du sous-secteur ;
- Priorité 11 :** Mise en place des mesures de branchement promotionnel.

Objectif spécifique 4 : Assurer l'accès universel et équitable en eau potable en milieu rural à un coût abordable

- Priorité 1 :** Poursuite et accélération des travaux de construction de la première tranche de SAEPmV ;
- Priorité 2 :** Réhabilitation et densification des systèmes d'alimentation en eau potable existants en milieu rural ;
- Priorité 3 :** Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans les écoles à cantine ;
- Priorité 4 :** Renforcement des actions des acteurs publics et privés (ONG, OSC, ACPE) ;
- Priorité 5 :** Mise en œuvre des mesures d'accompagnement et d'assainissement et d'hygiène de base ;
- Priorité 6 :** Promotion de l'emploi des jeunes dans les métiers de l'eau ;
- Priorité 7 :** Opérationnalisation de la gestion du service public d'eau potable par la mise en place des opérateurs régionaux ;
- Priorité 8 :** Intégration du genre et du développement dans la gestion du service public d'eau potable ;
- Priorité 9 :** Financement du sous-secteur.

Objectif spécifique 5 : Améliorer la connaissance et valoriser les ressources géologiques et minières

Priorité 1 : Approfondissement des travaux de recherches sur les gisements et indices existants ;

Priorité 2 : Mise en place de système moderne de gestion des données géologiques et minières ;

Priorité 3 : Promotion et valorisation des ressources minérales ;

Priorité 4 : Développement de l'artisanat et de la petite mine ;

Priorité 5 : Renforcement des actions des acteurs publics et privés (ONG, OSC, ACPE) ;

Priorité 6 : Promotion de l'emploi des jeunes lié aux mines ;

Priorité 7 : Intégration du genre et développement dans les activités extractives ;

Priorité 8 : Mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement ;

Priorité 9 : Sécurisation des sites miniers ;

Priorité 10 : Mise en place du cadastre minier ;

Priorité 11 : Renforcement du cadre législatif, réglementaire et technique du secteur des mines.

Objectif spécifique 6 : Intensifier l'exploration, l'exploitation pétrolière et les activités aval et amont du sous-secteur des hydrocarbures au Bénin

Priorité 1 : Promotion des potentialités en hydrocarbures des bassins sédimentaires du Bénin ;

Priorité 2 : Mise sous contrats des blocs pétroliers ;

Priorité 3 : Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures techniques du secteur des hydrocarbures (équipement de la DGHCF et de la SNH-Bénin en matériel et logiciel de travail) ;

Priorité 4 : Création d'une carothèque, bandothèque et réorganisation des archives pétrolières ;

Priorité 5 : Mise en place d'un centre d'information pétrolière et de gestion des données et informations pétrolières ;

Priorité 6 : Suivi des activités de construction de pipeline export Niger-Bénin sur toute l'étendue du territoire national ;

Priorité 7 : Mise en place du laboratoire d'analyse des produits pétroliers et renforcement du contrôle et du suivi de la qualité des produits pétroliers ;

Priorité 8 : Suivi et contrôle des infrastructures de stockage et de distribution des produits pétroliers ;

Priorité 9 : Amélioration du système d'approvisionnement et de distribution des produits pétroliers et du gaz naturel ;

Priorité 10 : Renforcement des actions des acteurs publics et privés ;

Priorité 11 : Redynamisation de la coopération dans le domaine des hydrocarbures ;

Priorité 12 : Promotion de l'emploi des jeunes dans les activités pétrolières ;

Priorité 13 : Intégration du genre et du développement dans la mise en place et la gestion des infrastructures pétrolières ;

Priorité 14 : Mise en œuvre des mesures de suivi et de protection de l'environnement dans le cadre des activités pétrolières.

Objectif spécifique 7 : Rendre adéquat le cadre institutionnel et attrayant, le cadre législatif et réglementaire du secteur des hydrocarbures

Priorité 1 : Poursuite de la mise en œuvre des réformes institutionnelles et juridiques du secteur des hydrocarbures ;

Priorité 2 : Développement des outils de planification (Politiques, stratégies et plans) ;

Priorité 3 : Elaboration du code pétrolier amont et du code gazier ;

Priorité 4 : Renforcement des capacités humaine, organisationnelle et matérielle de gestion des ressources du secteur des mines liquide et solide ;

Priorité 5 : Renforcement des actions des acteurs publics et privés du secteur ;

Priorité 6 : Développement et gestion des partenariats ;

Priorité 7 : Promotion de la transparence dans les industries extractives.

SECTEUR DU TOURISME

Objectif Général : Doubler à l'horizon 2025 le Produit Intérieur Brut du tourisme au Bénin

- Priorité 1 :** Poursuite de la mise en œuvre du Plan de sécurisation du Parc Pendjari/W ;
- Priorité 2 :** Réhabilitation des infrastructures dans le Parc Pendjari/W (hôtels, pistes et routes, base administrative de AP, etc.) ;
- Priorité 3 :** Construction du palais du roi de Nikki et d'une arène pour la fête de la Gaani ;
- Priorité 4 :** Aménagement d'une « route des couvents du vodun » ;
- Priorité 5 :** Renforcement des capacités des acteurs du secteur du tourisme ;
- Priorité 6 :** Poursuite du processus de modernisation des statistiques du secteur (Compte satellite du tourisme) ;
- Priorité 7 :** Poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures touristiques à Allada ;
- Priorité 8 :** Achèvement des travaux des équipements touristiques dans la ville historique de Ouidah ;
- Priorité 9 :** Construction des infrastructures muséales et historiques à Abomey et Porto-Novo (musée des amazones et des rois du Danhomè et anciens palais, musée international du vodun et anciens musées) ;
- Priorité 10 :** Poursuite des travaux du complexe Marina et aménagement de la route de l'esclave ;
- Priorité 11 :** Promotion de la destination Bénin sur les principaux marchés émetteurs ;
- Priorité 12 :** Réfection de l'hôtel Tata Somba de Natitingou ;
- Priorité 13 :** Promotion de la destination Bénin sur les principaux marchés émetteurs ;
- Priorité 14 :** Aménagement des sites touristiques et leurs voies d'accès ;
- Priorité 15 :** Amélioration de la qualité des produits touristiques.

SECTEUR DES CULTURE ET ARTS

Objectif Général : Développer de façon durable les richesses culturelles

- Priorité 1 :** Création de trois grands festivals (fête du vodun, festival international du théâtre et semaine des arts) ;
- Priorité 2 :** Démarrage de la construction des arènes culturelles ;
- Priorité 3 :** Réhabilitation et mise à niveau des infrastructures culturelles ;
- Priorité 4 :** Conception, construction et équipement du Centre (de formation) pluridisciplinaire de développement des arts de Ouidah ;
- Priorité 5 :** Structuration des filières professionnelles et économiques et des mécanismes de financement du secteur culturel et artistique ;
- Priorité 6 :** Formation de base, formation professionnelle, formation des artistes et de l'ensemble des métiers techniques, administratifs et entrepreneuriaux de la culture ;
- Priorité 7 :** Poursuite de l'inscription des biens et éléments à inscrire sur les listes du patrimoine mondial ;
- Priorité 8 :** Promotion et la diffusion du patrimoine immatériel ;
- Priorité 9 :** Mise en œuvre des dispositifs et des mesures inscrites dans la nouvelle loi sur la protection du patrimoine culturel ;
- Priorité 10 :** Dynamisation de la coopération muséale et la circulation des biens patrimoniaux ;
- Priorité 11 :** Dématérialisation de l'accès des populations aux ressources documentaires et aux services de lecture publique ;
- Priorité 12 :** Redéfinition de la carte nationale de la lecture publique ;
- Priorité 13 :** Appui à la construction et la mise en service du centre de formation aux métiers de la percussion de Mèdédjonou.

SECTEUR DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION

Objectif global : Assurer le développement du numérique et de la digitalisation de manière à en faire la base du développement socio-économique du Bénin

Objectif spécifique 1 : Poursuivre le déploiement des infrastructures numériques pour l'apport de l'internet haut et très haut débit à la population et aux entreprises

Priorité 1 : Introduction de nouvelles technologies de réseaux et de services numériques;

Priorité 2 : Déploiement de la fibre optique dans les communes non encore couvertes par la fibre optique;

Priorité 3 : Densification des réseaux haut et très haut débit dans les communes du Bénin;

Priorité 4 : Poursuite de la connexion à l'internet haut débit des établissements scolaires.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir les usages numériques et renforcer la confiance numérique

Priorité 1 : Opérationnalisation de la stratégie nationale d'intelligence artificielle;

Priorité 2 : Poursuite du développement des usages numériques dans l'éducation, dans l'agriculture et dans d'autres secteurs socio-économiques;

Priorité 3 : Promotion de la transformation numérique des entreprises pour la dynamisation de -9+ numérique au Bénin;

Priorité 4 : Mise en œuvre de la politique de protection des infrastructures critiques;

Priorité 5 : Consolidation des usages relatifs à l'identification électronique, stimulation de l'émergence des prestations de services de confiance numériques au Bénin et opérationnalisation de l'organe des prestations des services de confiance.

Objectif spécifique 3 : Poursuivre la digitalisation de l'administration publique pour renforcer les services aux citoyens et aux entreprises

Priorité 1 : Accélération de la dématérialisation des procédures administratives dans tous les secteurs de l'administration;

Priorité 2 : Exploitation et valorisation des données comme levier d'efficacité de l'action publique;

Priorité 3 : Développement des outils numériques mutualisés de qualité et de confiance (GEC, GED, SAE, Centre national de numérisation, etc.) en s'appuyant sur les socles communs de l'administration (PNI, PNS et PNPE, PKI);

Priorité 4 : Accélération de la mise en conformité des structures administratives à PSSIE;

Priorité 5 : Renforcement des compétences numériques des agents de l'Etat et de la population.

Objectif spécifique 4 : Renforcer l'attractivité numérique des collectivités locales par le renforcement de leur connectivité et de leur digitalisation

Priorité 1 : Poursuite de la mise en place des Points Numériques communautaires;

Priorité 2 : Intégration des 70 mairies restantes sur le réseau national (y compris Connectivité et mise à niveau réseaux locaux, Equipement.);

Priorité 3 : Développement des services et applications numériques pour les besoins des administrations communales;

Priorité 4 : Renforcement et amélioration de la disponibilité des services de connectivité dans les communes.

Objectif spécifique 5 : Poursuite de la mise en œuvre des réformes des secteurs du numérique, de la digitalisation et des médias

Priorité 1 : Poursuite de la mise en œuvre de la réforme sur les compétences numériques;

Priorité 2 : Poursuite de la réforme sur le déploiement des réseaux dans les bâtiments à usage professionnel;

Priorité 3 : Poursuite de la réforme sur la mise en place de l'observatoire du numérique.

SECTEUR DES MEDIAS

Objectif global : Assurer la promotion d'une presse plurielle et responsable pour le rayonnement national et international du Bénin

Objectif spécifique 1 : Poursuite du renforcement de l'accès des citoyens à l'information et aux médias de qualité

Priorité 1 : Fonctionnement régulier du réseau de la TNT et généralisation de l'accès de la population béninoise à la Télévision Numérique Terrestre;

Priorité 2 : Nouvelles chaînes télévisuelles et enrichissement de l'offre des services TNT;

Priorité 3 : Renforcement des capacités des journalistes.

Objectif spécifique 2 : Poursuite de la modernisation des médias de service public

Priorité 1 : Renforcement des capacités techniques, infrastructurelles et organisationnelles de l'ORTB;

Priorité 2 : Développement de nouveaux contenus pour les télévisions et des radios;

Priorité 3 : Modernisation de la presse publique.

Objectif spécifique 3 : Poursuivre la mise en œuvre de la réforme du secteur des médias

Priorité 1 : Amélioration du Cadre législatif et réglementaire du secteur des médias.

06- MINISTERE DES SPORTS (MSp)

Conscient que les progrès sensibles au plan des sports et loisirs assureraient un capital humain plus performant, le gouvernement entend "faire du sport un véritable outil de développement humain, social et économique". Cette orientation favorisera l'émergence de talents et le rayonnement du Bénin au plan international.

SECTEUR DES SPORTS

Objectif général : Développer le sport au Bénin

Objectif spécifique 1 : Créer des conditions favorables au développement du sport au Bénin

Priorité 1 : construction/Réhabilitation des stades communaux et départementaux ;

Priorité 2 : Création d'une chaîne de sport ADO TV;

Objectif spécifique 2 : Promouvoir la pratique du sport par le plus grand nombre

Priorité 1 : Poursuite de l'expérience des classes sportives en football, basketball, handball, athlétisme et arts martiaux en milieu scolaire sur toute l'étendue du territoire national;

Priorité 2 : Appui à l'organisation des différents championnats ;

Priorité 3 : Création des sélections départementales ;

Priorité 4 : Appui à la préparation et à la participation aux compétitions sportives statutaires régionales et internationales ;

Priorité 5 : Octroi de bourses sportives.

SECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Objectif Général : Développer les loisirs sains et l'encadrement socio-éducatif des jeunes

Objectif spécifique 1 : Promouvoir l'encadrement socio-éducatif des jeunes

Priorité 1 : Promotion de la vie associative des jeunes ;

Priorité 2 : Renforcement de la protection des jeunes contre les risques sociaux ;

Priorité 3 : Mise en fonctionnel le Conseil National de la Jeunesse.

Objectif spécifique 2 : Faciliter l'accès aux loisirs sains et de masse à toutes les populations

Priorité 1 : Promotion de l'encadrement socio-éducatif et de la vie associative;

Priorité 2 : Valorisation des loisirs modernes et endogènes sains ;

Priorité 3 : Mise en place d'une unité de production de contenus des événements sportifs et culturels.

07- MINISTERE DE LA SANTE (MS)

Objectif général : Garantir à tous une bonne santé pour la promotion du bien-être des populations selon le cycle de vie

Objectif spécifique 1 : Renforcer le leadership et la gouvernance dans le secteur de la santé

Priorité 1 : Achèvement de la mise en place des outils et organes de gestion de la réforme budgétaire et renforcement des capacités des acteurs impliqués pour une appropriation efficace ;

Priorité 2 : Poursuite de la mise en place des outils de gestion des nouvelles structures issues de la réforme et renforcement de la gouvernance des structures hospitalières ;

Priorité 3 : Renforcement de la culture de la gestion axée sur la performance (attribution d'un cadre de performance à chaque gestionnaire 1 responsable-clé et évaluation des lettres de mission) ;

Priorité 4: Renforcement de la coordination interne des interventions à tous les niveaux et renforcement de l'audit et du contrôle interne (fonctionnement du CMAI, du CMMR) ;

Priorité 5 : Renforcement de la collaboration intersectorielle et du partenariat dans le secteur de la santé ;

Priorité 6 : Poursuite de la déconcentration/décentralisation dans le secteur par la mise en œuvre du plan 2D du secteur et le renforcement du transfert des ressources aux communes à travers le FADEC ;

Priorité 7 : Renforcement des mécanismes de redevabilité (CNEEP, RAC et Rapport de performance, rencontre MS-PTF, ...) ;

Priorité 8 : Poursuite de la réorganisation de la carte sanitaire.

Objectif spécifique 2 : Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées et motivées

Priorité 1 : Poursuite du renforcement de la gestion des ressources humaines en santé et optimisation de leur utilisation (dématérialisation) ;

Priorité 2 : Renforcement de la capacité de production des institutions de formation des professionnels de santé au Bénin (INMeS et IFSIO) et appui à la spécialisation de 173 sur les 385 médecins y compris les médecins directeurs d'hôpitaux et 133 sur 296 paramédicaux au Bénin prévus pour les 4 prochaines années ;

Priorité 3 : Recrutement spécial de 1662 professionnels de santé au profit du Ministère de la Santé et exécution de programmes spéciaux d'immersion et de pré-insertion de 250 jeunes professionnels de santé ;

Priorité 4 : Mise en place de quinze (15) centres de simulation et de perfectionnement dans des zones sanitaires et formation de 120 médecins délégués de compétences chirurgicales, 200 échographistes et 200 ambulanciers.

Objectif spécifique 3 : Assurer la disponibilité, l'utilisation des informations et des résultats de recherche, ainsi que la transformation digitale du système de santé à tous les niveaux y compris le secteur privé

Priorité 1 : Mettre à jour et poursuivre la mise en œuvre du plan directeur e-santé ;

Priorité 2 : Poursuite du renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles dans le domaine de la recherche et utilisation des résultats.

Priorité 3 : Disponibilité et utilisation des informations sanitaires de qualité à tous les niveaux y compris le secteur privé.

Objectif spécifique 4 : Assurer le financement et la mutualisation des ressources en santé puis le mécanisme d'achat des services

Priorité 1 : Poursuite de l'élaboration et mise en œuvre du plan stratégique de financement du secteur santé ;

Priorité 2 : Amélioration de la disponibilité des données sur les dépenses de santé.

Objectif spécifique 5 : Assurer des prestations de services de santé de qualité y compris les soins de santé primaires pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD3)

Priorité 1 : Investissement dans l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'adolescent et la nutrition;

Priorité 2 : Renforcement de la qualité des services de soins de santé primaires y compris la santé communautaire et poursuite de la lutte contre les maladies prioritaires (Paludisme, VIH Sida, la tuberculose), les maladies non transmissibles, les hépatites, les maladies tropicales négligées ;

Priorité 3 : Mise en œuvre de la politique nationale de la santé communautaire ;

Priorité 4 : Renforcement de la gestion des épidémies et autres urgences et situations de crise sanitaire.

Objectif spécifique 6 : Renforcer les infrastructures, les équipements, les produits de santé de qualité

Priorité 1 : Poursuite des travaux de construction de l'hôpital de référence d'Abomey- Calavi ;

Priorité 2 : Construction du CHU général, du CHU mère enfant et du funéranium de Togbin ;

Priorité 3 : Construction du CHU de psychiatrie à Allada ;

Priorité 4 : Réhabilitation des CHD Atacora, Donga, Borgou, Zou et Mono;

Priorité 5 : Construction de trois hôpitaux de zone de 120 lits (Adjarra-Avrancou-Akpro- Missérété, Adjohoun-Bonou-Dangbo, Zogbodomey-Bohicon-Zakpota) ;

Priorité 6 : Construction de 4 hôpitaux de 65 lits (Savalou, Ouidah, Kétou et Pobè ;

Priorité 7 : Extension de l'hôpital de zone sanitaire Allada-Toffo-Zè ;

Priorité 8 : Réhabilitation de 36 formations sanitaires ;

Priorité 9 : Réhabilitation de 11 hôpitaux de zone sur les 21 ;

Priorité 10 : Construction et équipement des bâtiments devant abriter les services de transfusion sanguine dans les départements de l'Atacora et de l'Atlantique.

Objectif spécifique 7 : Assurer la qualité des produits de santé et de l'eau

Priorité 1 : Mise en route des activités d'analyse dans les nouveaux locaux du Laboratoire National de Contrôle de Qualité des produits de santé et de l'eau (LNCQPSE) ;

Priorité 2 : Renforcement et mise aux normes du plateau technique du LNCQPSE ;

Priorité 3 : Renforcement des capacités techniques du personnel affecté aux analyses des produits de santé et de l'eau ;

Priorité 4 : Accréditation ISO 17025 et ou préqualification OMS du LNCQPSE.

Objectif spécifique 8 : Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles et la sécurité transfusionnelle

Priorité 1 : Acquisition d'intrants de collecte et de qualification de sang ;

Priorité 2 : Acquisition des équipements, des matériels médico-techniques et du matériel roulant pour les structures de transfusion sanguine ;

Priorité 3 : Maintenance des équipements et matériels médico-techniques et matériels roulant ;

Priorité 4 : Renforcement de l'hémovigilance ;

Priorité 5 : Mise en place de la plateforme de gestion des produits sanguins pour le système transfusionnel ;

Priorité 6 : Renforcement de la promotion du don de sang et la collecte en équipe mobile.

Objectif spécifique 9 : Assurer l'accessibilité et la disponibilité des produits de santé de qualité

Priorité 1 : Alignement des pratiques sur les standards de régulation des fonctions réglementaires de niveau de maturité 3 de l'OMS ;

Priorité 2 : Poursuite de la dématérialisation des prestations de l'Agence afin de garantir la fluidité des interactions avec les usagers ;

Priorité 3 : Renforcement des capacités des comités techniques d'évaluation des produits de santé (Homologation et Recherche clinique) afin d'assurer des évaluations performantes sur les produits thérapeutiques innovants (vaccins, chimiothérapie, produits biologiques...);

Priorité 4 : Elaboration de la carte pharmaceutique 2024-2026.

Objectif spécifique 10 : Renforcer le contrôle sur le circuit du médicament

Priorité 1 : Poursuite de la mise en place du système national de traçabilité des médicaments ;

Priorité 2 : Renforcement de capacité des pharmaciens inspecteurs et assimilés ;

Priorité 3 : Renforcement du contrôle sur les établissements pharmaceutiques ;

Priorité 4 : Poursuite de la lutte contre le trafic des produits de santé de qualité inférieure et falsifiés .

Objectif spécifique 11 : Promouvoir dans tous les établissements hospitaliers (publics et privés) une médecine de qualité conforme aux normes

Priorité 1 : Poursuite de la mise à jour /élaboration des documents de protocoles, normes de soins dans les formations sanitaires ;

Priorité 2 : Promotion de l'accréditation des professionnels de santé et de la certification des établissements hospitaliers ;

Priorité 3 : Redynamisation des Comités de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) ;

Priorité 4 : Promotion de la recherche et de l'utilisation des résultats de recherche en santé.

Objectif spécifique 12 : Améliorer la qualité des prestations de soins et la motivation des ressources humaines pour la santé

Priorité 1 : Augmentation et diversification de l'offre de soins par le développement des pôles d'excellence dans certains hôpitaux ;

Priorité 2 : Gestion des missions médicales nationales et internationales y compris les transferts effectifs des compétences.

Objectif spécifique 13 : Promouvoir le développement des explorations diagnostiques selon les normes

Priorité 1 : Promotion de la qualité des prestations biologiques et radiologiques ;

Priorité 2 : Promotion de la qualité des réactifs de laboratoire et des intrants de l'imagerie médicale.

Objectif spécifique 14 : Renforcer l'assistance médicale aux pauvres, indigents et couches vulnérables

Priorité 1 : Gestion des évacuations sanitaires, des hémodialisés.

08-MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE (MEMP)

SOUS-SECTEUR : ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE

PROGRAMME 1 : PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES

Objectif Général : Améliorer le management stratégique du sous-secteur

Objectif spécifique 1 : Renforcer le système de planification, programmation et budgétisation du sous-secteur

Action 1 : Planification, programmation et suivi-évaluation ;

Action 2 : Pilotage et coordination du ministère.

Priorité 1 : Elaboration et mise en œuvre du Plan Stratégique du sous-secteur des Enseignements Maternel et Primaire.

Objectif spécifique 2 : Rendre efficace le système de gestion du sous-secteur

Action 1 : Gestion des ressources financières, humaines et matérielles ;

Priorité 1 : Poursuite de la mise à disposition d'enseignants qualifiés en quantité suffisante dans le sous-secteur .

Action 2 : Appui à la décentralisation et à la déconcentration dans l'éducation.

Objectif spécifique 3 : Renforcer le système de l'information et de pré-archivage

Action 1 : Information, archive sur l'action du ministère;

Priorité 1 : Modernisation et fiabilisation du système de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique par l'opérationnalisation de la plateforme Educ-Master;

Priorité 2 : Desserte de la connexion internet à toutes les structures administratives du MEMP.

PROGRAMME 2 : ACCES, EQUITE ET RETENTION

Objectif Général : Assurer une scolarisation primaire à tous les enfants

Objectif spécifique 1 : Créer les conditions d'accès à tous les enfants scolarisables

Action 1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures;

Priorité 1 : Construction de 1200 salles de classe prévues au PAG et comblement du déficit en salles de classe des années antérieures par la mise en œuvre du Projet de Construction des Infrastructures Scolaires dans le Sous-secteur des Enseignements Maternel et Primaire (PC-EMP);

Priorité 2 : Construction des infrastructures prévues dans le cadre du projet PCREIAS (Infrastructures Administratives, DDEMP, ENI, CS et locaux MEMP);

Priorité 3 : Transfert des ressources aux communes pour la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires dans le cadre du FADeC.

Action 2 : Promotion de la scolarisation ;

Action 3 : Promotion du bien-être en milieu scolaire.

Objectif spécifique 2 : Améliorer l'efficacité interne du sous-secteur

Action : Cantines scolaires.

Priorité : Poursuite du transfert de ressources du PAM dans le cadre l'extension du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI).

PROGRAMME 3 : QUALITE DES ENSEIGNEMENTS

Objectif général : Améliorer la qualité des enseignements

Objectif spécifique 1 : Renforcer la qualification professionnelle des enseignants et du personnel d'encadrement

Action 1 : Formation initiale des enseignants et du personnel d'encadrement ;

Priorité 1 : Recrutement et formation de conseillers pédagogiques et d'inspecteurs de l'enseignement ;

Priorité 2 : Recrutement et formation de normaliens sur la base du BAC comme diplôme de base.

Action 2 : Formation continue des enseignants et du personnel d'encadrement ;

Priorité 1 : Renforcement de capacités des Enseignants et du Corps d'encadrement (CP et Inspecteurs) sur les nouveaux Curricula d'Etudes.

Objectif spécifique 2 : Assurer la disponibilité des intrants pédagogiques dans les écoles

Action : Intrants pédagogiques

Priorité 1 : Acquisition et distribution de manuels, cahiers d'activités et supports pédagogiques des nouveaux Curricula d'Etudes au profit des classes de CI et CP;

Priorité 2 : Acquisition et distribution de manuels et cahiers d'activités au profit des classes de CE1, CE2, CM1 et CM2.

Objectif spécifique 3 : Améliorer l'exécution des programmes d'études

Action 1 : Evaluation des acquis des élèves et organisation des examens et concours

Priorité 1 : Organisation des deux sessions d'examen du CEP 2024;

Priorité 2 : Evaluation de l'apprentissage de l'anglais dans le primaire.

Action 2 : Elaboration, actualisation et mise en œuvre des programmes d'études, des guides et manuels

Priorité 1: Poursuite de l'élaboration des documents didactiques, pédagogiques et des supports d'apprentissage de l'anglais dans les écoles primaires;

Priorité 2 : Acquisition des 100 véhicules d'inspections et 300 motos de Conseillers pédagogiques et des équipements informatiques à l'usage des Inspecteurs et Conseillers pédagogiques prévus dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Renforcement de la Qualité de l'Enseignement Primaire (PREOeP) inscrit au PAG;

Priorité 3 : Renforcement des Inspections, visites de classes, d'écoles et suivi des directeurs;

Priorité 4 : évaluation des acquis scolaires (PASEC).

09- MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MESTFP)

L'objectif général : Favoriser par la formation et l'éducation, la disponibilité d'un capital humain suffisant, de qualité et compétitif

Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du sous-secteur des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle

Priorité 1 : Encadrement pédagogique des enseignants et des établissements de l'ESG et de l'EFTP ;

Priorité 2 : Recrutement et formation de 50 inspecteurs au profit de l'ESG et de l'EFTP ;

Priorité 3 : Recrutement et formation de 250 à 300 conseillers Pédagogiques au profit de l'ESG et de l'EFTP ;

Priorité 4 : Organisation des journées pédagogiques nationales de prérentrée scolaire ;

Priorité 5 : Amélioration du dispositif de contrôle et de vérification de la gestion des établissements scolaires ;

Priorité 6 : Développement des mesures de résilience du sous-secteur face aux pandémies ;

Priorité 7 : Élaboration de la carte scolaire ;

Priorité 8 : Réalisation des études de faisabilité des projets du Ministère ;

Priorité 9 : Acquisition des matériels et équipements au profit des structures du MESTFP ;

Priorité 10 : Amélioration des conditions de travail du personnel du Ministère ;

Priorité 11 : Renforcement de la gestion des ressources humaines du Ministère ;

Priorité 12 : Maintien d'un climat social apaisé dans le sous-secteur ;

Priorité 13 : Renforcement des capacités du personnel du Ministère ;

Priorité 14 : Optimisation du réseau local et développement de la culture numérique dans les structures du Ministère ;

Priorité 15 : Développement du système d'information et de gestion de l'Éducation (SIGE) ;

Priorité 16 : Mise en œuvre du Plan de Décentralisation et de Déconcentration de MESTFP.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir l'accès à un enseignement secondaire général équitable, inclusif et de qualité

Priorité 1 : Sécurisation des domaines des Collèges et Lycées d'ESG ;

Priorité 2 : Construction et équipement de nouvelles infrastructures scolaires ;

Priorité 3 : Prise en charge des prestations des Aspirants aux Métiers d'Enseignant (AME) ;

Priorité 4 : Mise en œuvre des dispositifs et plans d'orientation des apprenants de l'ESG ;

Priorité 5 : Développement du Socle Commun de Compétences ;

Priorité 6 : Acquisition de manuels scolaires au profit des établissements publics et privés d'ESG ;

- Priorité 7 :** Formation et accompagnement pédagogique des Aspirants aux Métiers d'Enseignant (AME) ;
- Priorité 8 :** Promotion de l'enseignement des Mathématiques, des PCT et du Français ;
- Priorité 9 :** Mise en œuvre du Plan Sciences ;
- Priorité 10 :** Formations initiale et continue des Personnels d'Encadrement de l'ESG ;
- Priorité 11 :** Formation initiale des ACDPE promotions 2008 à 2016 ;
- Priorité 12 :** Formation des professeurs adjoints pour l'obtention du CAPES, CAPET ou CAPEPS ;
- Priorité 13 :** Mise en œuvre de la stratégie de l'ESG ;
- Priorité 14 :** Promotion des séries scientifiques à travers le camp d'excellence, la création et animation des clubs scientifiques et participation des meilleurs apprenants aux olympiades nationale, régionale (Plan Africaine) et internationale ;
- Priorité 15 :** Organisation et gestion du déroulement des examens du BEPC ;
- Priorité 16 :** Contrôle respect des normes dans les établissements privés ;
- Priorité 17 :** Mise à disposition des enseignants qualifiés au profit des établissements privés de l'ESG par la délivrance des autorisations d'enseigner et de diriger ;
- Priorité 18 :** Mise en œuvre des mesures d'encouragement des meilleurs établissements de l'ESG ;
- Priorité 19 :** Exonération des frais de contribution scolaire des élèves filles du premier cycle de l'ESG et extension de la mesure aux filles du second cycle des communes pilotes ;
- Priorité 20 :** Subvention des établissements d'ESG à internat ;
- Priorité 21 :** Reconstruction des établissements d'ESG à internat ;
- Priorité 22 :** Développement et mise en œuvre des mesures de lutte contre les déviances en milieu scolaire ;
- Priorité 23 :** Mise en œuvre du dispositif relai pour la mobilisation communautaire (vie scolaire).

Objectif spécifique 3 : Disposer d'un vivier de ressources humaines de qualité en lien avec les besoins du marché de l'emploi

- Priorité 1 :** Projet d'appui à la Formation Agricole et Rurale (ProFAR) ;
- Priorité 2 :** Projet de Formation Professionnelle et d'Entrepreneuriat pour l'emploi au Bénin (FP2E) ;
- Priorité 3 :** Construction /réhabilitation de trente (30) lycées techniques agricoles de type nouveau ;
- Priorité 4 :** Construction de sept (7) écoles des métiers de référence ;
- Priorité 5 :** Réhabilitation des dix-sept (17) Lycées techniques et professionnels (LTP) ;
- Priorité 6 :** Mise en place de six (6) lycées scientifiques et de trios (3) écoles normales supérieurs pour la valorisation et la promotion des matières scientifiques au Bénin ;
- Priorité 7 :** Elaboration/actualisation des curricula de formation de l'EF'TP selon le format "métier" ;
- Priorité 8 :** Mise en place du système d'information et d'orientation professionnelle ;
- Priorité 9 :** Amélioration des offres de bourses de formation au profit des apprenants ;
- Priorité 10 :** Exonération des frais de contribution scolaire des élèves filles des STI de l'EF'TP ;
- Priorité 11 :** Redéfinition des profils d'entrée et de sortie des apprenants ;
- Priorité 12 :** Formation des formateurs de l'EF'TP ;
- Priorité 13 :** Mise en place de la réforme des mécanismes de gestion des établissements de l'EF'TP ;
- Priorité 14 :** Vulgarisation des textes réglementaires issus de la Loi -cadre de l'EF'TP ;
- Priorité 15 :** Renforcement des actions relatives alternatives éducatives ;
- Priorité 16 :** Mise en place du cadre national des certifications professionnelles et du dispositif de la validation des acquis de l'Expérience ;
- Priorité 17 :** Institutionnalisation du coaching/mentorat des apprenants ;
- Priorité 18 :** Opérationnalisation des infirmeries des établissements d'EF'TP ;

Priorité 19 : Amélioration de l'employabilité et de l'insertion professionnelle.

Objectif spécifique 4 : Réduire le taux d'analphabétisme en vue de favoriser l'autonomisation des populations à travers la valorisation des langues nationales en tant que véhicules du savoir

Priorité 1 : Développement d'infrastructures de base, d'outils et approches pédagogiques innovants ;

Priorité 2 : Professionnalisation des acteurs du sous-secteur de l'APLN ;

Priorité 3 : Promotion de l'APLN par des mesures spécifiques d'incitation et de motivation ;

Priorité 4 : Dynamisation du système d'information et du mécanisme du suivi évaluation du sous- secteur de l'alphabétisation ;

Priorité 5 : Développement d'une ingénierie en écriture et traduction en langues nationales en lien avec les besoins des néo-alphabètes ;

Priorité 6 : Développement de fonds documentaires et autres canaux d'information accessibles et spécifiques aux besoins des néo-alphabètes ;

Priorité 7 : Mise en place d'un cadre de vulgarisation des savoirs scientifiques au profit des néo-alphabètes.

10- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)

Objectif général : Promouvoir un enseignement supérieur et une recherche scientifique axés sur la professionnalisation, les savoirs endogènes, l'innovation et la création de valeurs ajoutées.

Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage de l'administration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Priorité 1 : Poursuite des mesures de gouvernance administrative et institutionnelle dans les structures du MESRS ;

Priorité 2 : Poursuite de la dématérialisation des procédures administratives et la publication des résultats sur le Portail des Examen et Concours du Bénin, eRESULTATS ;

Priorité 3 : Recrutement des agents du personnel enseignants par la mise en place du Fichier National des Aspirants de l'Enseignement Supérieur ;

Priorité 4 : Recrutement du personnel de recherche et du personnel administratif, technique et de service en référence aux cadres organiques et au plan de recrutement 2022-2026.

Objectif spécifique 2 : Accroître l'utilité des produits de l'enseignement supérieur

Priorité 1 : Poursuite des travaux de construction du campus de Sèmè City à Ouidah pour une rentrée en 2025 ;

Priorité 2 : Mise en place de programmes permettant l'accompagnement de l'entrepreneuriat étudiant dans le cadre du Projet Formation Professionnelle et Entrepreneuriat pour l'Emploi (FP2E) financé par la Banque Mondiale ;

Priorité 3 : Poursuite de la mise en œuvre des activités du Centre Universitaire d'Enseignement Professionnel (CUEP) ;

Priorité 4 : Développement de nouvelles formations du pôle régional d'enseignement supérieur professionnalisant pour le campus de Ouidah ;

Priorité 5 : Poursuite de la construction et l'équipement des infrastructures administratives, pédagogiques et des laboratoires au profit des Universités Publiques du Bénin ;

Priorité 6 : Poursuite des initiatives d'interconnexion des universités publiques et de dématérialisation des services ;

Priorité 7 : Poursuite de la sécurisation et viabilisation des domaines et sites du MESRS ;

Priorité 8 : Opérationnalisation de la Délégation Générale au Contrôle et à l'Éthique dans l'enseignement supérieur ;

Priorité 9 : Mise en place du Statut National de l'Étudiant-Entrepreneur (SNEE) dans l'enseignement supérieur ;

Priorité 10 : Relecture des programmes homologués dans les Établissements Privés d'Enseignement Supérieur (EPES) ;

Objectif scientifique 3 : Accroître l'utilité et la visibilité de la recherche et de l'innovation technologique

Priorité 1 : Création et opérationnalisation de l'Agence Béninoise de Recherche et de l'Innovation (ABRI) ;

Priorité 2 : Opérationnalisation de la Politique Nationale de la Recherche et de l'Innovation ;

Priorité 3 : Mise en place de fonds de développement de l'enseignement supérieur et de la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation.

Objectif scientifique 4 : Améliorer les œuvres sociales et allocations universitaires

Priorité 1 : Identification des promoteurs pour la gestion en mode PPP des œuvres universitaires et sociales ;

Priorité 2 : Poursuivre la digitalisation de l'ensemble des processus métiers de la Direction des Bourses et Allocations Universitaires (DBAU).

11- MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS, CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MCVTDD)

SECTEUR DU CADRE DE VIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Objectif général : Renforcer la gestion durable du cadre de vie et le développement durable et équilibré de l'espace national

Objectif spécifique 1 : Améliorer l'efficacité de la gouvernance au sein du secteur « cadre de vie et développement durable »

Priorité 1 : Faire adopter en conseil des Ministres le Plan stratégique 2023-2027 du MCVDD et élaborer les autres documents de planification connexes au secteur pour s'aligner sur les priorités nationales ;

Priorité 2 : Assurer une meilleure répartition des rôles et responsabilités des divers acteurs du secteur à travers le Plan de Déconcentration et de Décentralisation du MCVDD ;

Priorité 3 : Mettre en œuvre la nouvelle stratégie de promotion des comportements écocitoyens à tous les niveaux (local, communal et central) ;

Priorité 4 : Dynamiser le comité technique d'élaboration et de suivi des projets soumis au Fonds Vert pour le Climat (FVC) et au Fonds d'Adaptation (FA) aux changements climatiques dans le cadre de la mobilisation des financements additionnels et innovants ;

Priorité 5 : Améliorer le système d'information statistique du MCVDD ainsi que le dispositif de suivi et d'évaluation des interventions du secteur, y compris celui de passation des marchés publics ;

Priorité 6 : Renforcer la transformation digitale dans le secteur du cadre de vie et du développement durable.

Objectif spécifique 2 : Poursuivre l'amélioration du cadre de vie et l'aménagement équilibré du territoire national

Priorité 1 : Accélérer les réformes structurelles engagées dans les domaines d'assainissement, de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction au Bénin ;

Priorité 2 : Renforcer la fonction d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les travaux de construction des autres Ministères (Défense, Sécurité Publique, Sports, Tourisme, Santé, etc.) ;

Priorité 3 : Relancer la planification spatiale à travers l'élaboration des Schémas Directeurs d'Aménagement dans les communes à statuts intermédiaire et particulier ;

Priorité 4 : Renforcer la mobilité, par des personnes, par la promotion du mode de transports urbains collectifs et le système de drainage des eaux pluviales dans les principales villes du Bénin ;

Priorité 5 : Poursuivre et achever les travaux en cours de construction de logements à Ouèdo, des cités ministérielles, administratives et départementales et du nouveau siège de l'Assemblée Nationale .

Objectif spécifique 3 : Renforcer la préservation de l'environnement et la résilience aux changements climatiques

Priorité 1 : Accélérer les procédures de mise en application du cadre législatif et réglementaire lié à la gestion de l'environnement, des changements climatiques et des ressources naturelles ;

Priorité 2 : Accélérer et achever les travaux de protection de la côte béninoise à l'Ouest de Cotonou en y intégrant la dimension économie touristique et le reboisement des plages ;

Priorité 3 : Aménager et réhabiliter des plans d'eau, notamment le Lac Ahémé, le lac Nokoué et la lagune de Porto-Novo ;

Priorité 4 : Rendre opérationnel le dispositif d'extension de la modernisation du système de gestion des déchets solides ménagers à d'autres grandes villes du Bénin, en y incluant la gestion des boues de vidange et eaux usées et la promotion agroforestière et économique du recyclage ;

Priorité 5 : Promouvoir le reboisement, la reforestation et autres méthodes de lutte contre la désertification ;

Priorité 6 : Renforcer les mesures de surveillance et de contrôle des forêts classées et parcs nationaux .

Objectif spécifique 4 : Promouvoir le développement local et faire des communes des espaces de vie agréables

Priorité 1 : Promouvoir l'économie des territoires et le développement des filières y compris écotouristiques ;

Priorité 2 : Renforcer le niveau d'équipements marchands dans les grandes agglomérations du Bénin ;

Priorité 3 : Poursuivre la mise en œuvre des travaux d'éclairage solaire des centres urbains du Bénin.

SECTEURS DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

Objectif Général : Assurer la mobilité des personnes et des biens dans des conditions de confort et de sécurité

Objectif spécifique 1 Désenclaver les zones de production et les localités rurales

Priorité : Construction et entretien de 12.600 km de routes en terre et de pistes rurales y compris les ouvrages afférents.

Objectif spécifique 2 : Assurer la préservation et la modernisation et l'extension du réseau routier

Priorité 1 : Aménagement, réhabilitation et construction du réseau routier

a) Poursuite et achèvement des projets de route en cours (917 km) ;

b) Aménagement et bitumage de 1.200 km de nouvelles routes ;

c) Projet de construction d'une autoroute entre Sèmè-Podji et Porto-Novo ;

d) Construction d'un axe autoroutier de contournement Nord-Est de la Ville de Cotonou avec la construction d'un nouveau pont sur le lac Nokoué et divers ouvrages spécifiques (40km) ;

e) Aménagement et bitumage de la RNIE2- en 2x2 voies tronçon Cotonou-Bohicon-Dassa (207 km).

Priorité 2 : Construction d'ouvrages spécifiques

a) Construction d'un échangeur au carrefour Vèdokô ;

b) Projet de la reconstruction du pont sur la rivière Djonou à Godomey ;

c) Travaux de construction d'un poste VL à HOUEGBO ;

d) Travaux de modernisation et/ou de réhabilitation des postes de Diho et de Grand-Popo .

SECTEUR DU TRANSPORT TERRESTRE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

Objectif Général : Assurer la mobilité des personnes et des biens dans des conditions de confort et de sécurité

Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre des services de transport routier et ferroviaire

Priorité 1 : Dynamisation du transport terrestre

a) Renforcer le cadre réglementaire pour soutenir la professionnalisation des acteurs de transport routier ;

b) Améliorer les programmes de formation et d'évaluation puis redéfinir le profil des acteurs de formation et d'inspection pour assurer la qualification des professionnels du transport routier ;

c) Renforcer le centre de formation du Ministère en équipements et matériels didactiques et de formation pratique ;

d) Harmoniser les normes et standards de construction des voies ferrées et harmoniser les systèmes d'exploitation en vue de l'interopérabilité des réseaux ferroviaires communautaires (UEMOA) ;

e) Assurer le suivi de la mise en application des textes nationaux et régionaux sur le transport routier ;

f) Sécuriser le fret et le garantir aux transporteurs formels à travers le système de gestion du fret (SYGFR) ;

g) Disposer d'un modèle incitatif de renouvellement du parc de véhicules lourds de transport routier, le mettre en application et assurer le renouvellement progressif de ce parc.

Objectif spécifique 2 : Améliorer la sécurité routière

Priorité 1 : Renforcement du système de la sécurité routière

- a) Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire ;
- b) Renforcer la collecte et la gestion des données statistiques des accidents routiers ;
- c) Améliorer le comportement des usagers de la route ;
- d) Renforcer la coopération ;
- e) Améliorer la qualité du contrôle technique des véhicules ;
- f) Améliorer, simplifier et digitaliser l'immatriculation des véhicules (deux roues et plus) ;
- g) Promouvoir l'audit de la sécurité routière ;
- h) Prévenir les accidents liés à l'infrastructure routière et autres aménagements du territoire.

SECTEUR DU TRANSPORT MARITIME

Objectif Général : Améliorer les performances du port et la qualité des services rendus aux usagers du sous-secteur maritime et portuaire

Objectif spécifique 1 : Développer les infrastructures portuaires

Priorité 1 : Construction

- a) Construction d'un accès centralisé ;
- b) Construction d'un nouveau terminal vraquier ;
- c) Agrandissement d'un bassin portuaire et renouvellement de tous les quais nord ;
- d) Construction d'un poste additionnel d'hydrocarbure.

Objectif spécifique 2 : Améliorer la qualité des services rendus aux usagers du sous-secteur maritime et portuaire

Priorité 1 : Renforcement des capacités des acteurs

- a) Formation du personnel de la DAPMF en administration des affaires maritimes ;
- b) Renforcement des capacités des acteurs dans différents domaines (sécurité et sûreté maritimes, environnement marin, gestion des gens de mer, etc.).

Objectif spécifique 3 : Améliorer la sécurité et la sûreté maritime

Priorité 1 : Elaboration des textes

- a) Finalisation des textes d'application du Code maritime.

Priorité 2 : Construction

- a) Construction des Centres de recherches et de sauvetage maritimes

Objectif spécifique 4 : Promouvoir les services de transport fluvio-lagunaire

Priorité 1 : Sécurisation du transport fluvio-lagunaire

- a) Appui à la sécurité de la navigation sur les voies d'eau intérieures.
- b) Mise en place d'une base de données sur les transports fluvio-lagunaires
- c) Renforcement des capacités des acteurs du transport fluvio-lagunaire

Priorité 2 : Construction

- a) Construction d'un embarcadère à Malanville

SECTEUR DU TRANSPORT AERIEN

Objectif Général : Promouvoir le développement du transport aérien pour favoriser la croissance du Bénin.

Objectif spécifique 1 : Développer les Infrastructures du Transport Aérien

Priorité 1 : Construction

- a) Rénovation et extension de l'aéroport international Cardinal Bernardin Gantin de Cadjèhoun (Modernisation et renforcement de la sûreté et de la sécurité);
- b) Construction de l'aéroport de Glo-Djigbé (différée).

Objectif spécifique 2 : Assurer la sûreté et la sécurité de l'aviation civile

Priorité 1 : Construction

- a) Construction d'un centre National de Prévision Météorologique ;
- b) Réhabilitation, densification et autonomisation du réseau d'observation météorologique.

Priorité 2 : Elaboration des documents stratégiques

- a) Elaboration et adoption d'un plan stratégique de développement du Bureau Enquête Accident;
- b) Conception et mise en œuvre d'un plan national de sécurité ;
- c) Elaboration et mise en œuvre d'un plan de sécurité et d'un plan des systèmes d'information (PSSI) critiques de l'aviation civile ;
- d) Rendre systématique le concept d'évaluation des risques en sûreté comme en sécurité de l'aviation civile.

12- MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (MTPF)

SECTEUR DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Objectif Général : Dynamiser et moderniser l'Administration Publique

Objectif spécifique 1 : Accélérer les réformes administratives

Priorité 1 : Réorganisation de l'Administration publique et mesures d'amélioration des conditions de travail des Agents de l'Etat ;

Priorité 2 : Appui à la Modernisation de la Gestion des Ressources Humaines de l'Etat ;

Priorité 3 : Poursuite de la dématérialisation des services publics ;

Priorité 4 : Mise en œuvre du Plan de Décentralisation et de Déconcentration ;

Priorité 5 : Renforcement de la prévention de la corruption en République du Bénin ;

Priorité 6 : Mise en œuvre du cadre intégré de gestion des réformes administrative et institutionnelle.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir le Travail décent

Priorité 1 : Renforcement de la protection sociale ;

Priorité 2 : Amélioration du système d'information sur le marché de travail et la rationalisation du paysage syndical ;

Priorité 3 : Promotion des normes et des conditions de travail ;

Priorité 4 : Modernisation du système d'Administration du travail.

Objectif spécifique 3 : Moderniser l'Administration publique

Priorité 1 : Renforcement de la Gestion stratégique des ressources humaines de l'Etat ;

Priorité 2 : Poursuite de la dématérialisation des actes de carrière ;

Priorité 3 : Amélioration de la gestion des carrières et poursuite de la remise automatique des livrets de pension y compris aux travailleurs du secteur privé ;

Priorité 4 : Mise en place de mesures visant à préparer les cadres à assumer de hautes fonctions dans l'Administration à l'échelle nationale et internationale.

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES

Objectif général : Améliorer la qualité des services offerts aux usagers-clients par les structures du ministère

ACTION 1 : Pilotage et coordination

Objectif spécifique 1 : Assurer la bonne gouvernance et l'efficacité des interventions de l'État dans le secteur 2D

Priorité 1 : Renforcement du dispositif d'audit interne et du système national d'intégrité dans le ministère ;

Priorité 2 : Suivi de la mise en œuvre des réformes dans le secteur 2D.

ACTION 2 : Planification, ressources humaines, matérielles et financières

Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère

Priorité 1 : Poursuite et renforcement de la gestion sécurisée du patrimoine du ministère ;

Priorité 2 : Amélioration de l'employabilité du personnel du niveau central et des préfectures ;

Priorité 3 : Poursuite de la modernisation de la gestion des ressources humaines et de ses outils ;

Priorité 4 : Poursuite de la modernisation du cadre de travail au niveau des préfectures ;

Priorité 5 : Amélioration de la performance de la gestion financière et budgétaire en mode programme.

Objectif spécifique 3 : Améliorer le système de planification du Ministère

Priorité 1 : Poursuite de l'élaboration des P2D et de leur mise en œuvre dans tous les secteurs ;

Priorité 2 : Mise en œuvre de la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC) au regard de la réforme structurelle du secteur ;

Priorité 3 : Mise en place d'un système intégré de gestion des informations au MDGL ;

Priorité 4 : Élaboration des outils de gestion budgétaire en mode programme ;

Priorité 5 : Production régulière des informations statistiques de qualité ;

Priorité 6 : Poursuite de la dynamisation du dialogue de gestion au sein du Ministère ;

Priorité 7 : Prise en compte des défis liés au genre, à l'environnement et au climat dans l'élaboration des différents documents de planification et de programmation du secteur et de leur mise en œuvre ;

Priorité 8 : Elaboration des stratégies de déconcentration et de décentralisation.

ACTION 3 : Système d'information et communion

Objectif spécifique 4 : Renforcer la visibilité et le dispositif d'information du Ministère

Priorité 1 : Poursuite du renforcement, de la maintenance et de la modernisation de l'infrastructure informatique du ministère ;

Priorité 2 : Renforcement et modernisation du système de gestion des archives du ministère ;

Priorité 3 : Poursuite de la maintenance et de la modernisation de l'infrastructure de radios et de transmission au niveau central, des préfectures et des communes ;

Priorité 4 : Amélioration de la visibilité des actions du ministère.

PROGRAMME GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Objectif général : Renforcer le développement à la base

ACTION 1 : Gouvernance des collectivités territoriales

Objectif spécifique 1 : Mettre en place une administration territoriale bien gouvernée

Priorité 1 : Accompagnement des communes à l'élaboration de leur plan de formation ;

- Priorité 2** : Poursuite de l'opérationnalisation de la réforme structurelle du secteur de la décentralisation ;
- Priorité 3** : Prise d'autres textes de mise en œuvre du code de l'Administration territoriale ;
- Priorité 4** : Mise en œuvre de la fonction publique territoriale ;
- Priorité 5** : Renforcement de la gouvernance démocratique à l'échelle locale (redevabilité, transparence et participation citoyenne) ;
- Priorité 6** : Poursuite de la mise en œuvre de la fonction publique territoriale ;
- Priorité 7** : Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée ;
- Priorité 8** : Fixation de limites des unités administratives locales ;
- Priorité 9** : Suivi du fonctionnement des communes ;
- Priorité 10** : Mise en place d'un cadre d'exercice efficace des compétences transférées aux communes ;
- Priorité 11** : Renforcement de l'ingénierie de production et de délivrance des services publics locaux de qualité ;
- Priorité 12** : Transformation du centre de formation pour l'Administration locale (CeFAL) en un centre de formation de référence à vocation régionale ;
- Priorité 13** : Poursuite du renforcement des capacités des acteurs communaux ;
- Priorité 14** : Amélioration du cadre de travail et de formation de l'administration et des apprenants du CeFAL.

ACTION 2 : Développement à la base

Objectif spécifique 2 : Assurer le développement équitable des collectivités territoriales

- Priorité 1** : Amélioration de la capacité de financement de la réalisation des infrastructures économiques et sociocommunautaires ;
- Priorité 2** : Opérationnalisation du Fonds d'Investissement Communal (FIC) ;
- Priorité 3** : Mise en place d'une fiscalité au service du développement local ;
- Priorité 4** : Renforcement de la performance du système de mobilisation des ressources propres des communes et de leur sécurisation ;
- Priorité 5** : Opérationnalisation du système intégré de gestion des finances locales ;
- Priorité 6** : Amélioration de la performance dans l'exécution des budgets communaux ;
- Priorité 7** : Promotion de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée.

PROGRAMME APPUI A LA DECONCENTRATION

Objectif général : Mettre en place une administration territoriale performante

ACTION 1 : Administration d'État au niveau déconcentré

Objectif spécifique 1 : Rendre efficaces les actions de développement dans les départements

- Priorité 1** : Renforcement de l'assistance-conseil aux communes ;
- Priorité 2** : Poursuite de l'examen de la légalité des actes pris par les autorités communales ;
- Priorité 3** : Mise en œuvre du Programme d'Assistance-conseil aux Communes (PAAC) ;
- Priorité 4** : Dynamisation du dispositif de renseignement territorial et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- Priorité 5** : Contribution à la protection civile dans les départements ;
- Priorité 6** : Contribution à la sédentarisation des éleveurs et à la lutte contre la transhumance ;
- Priorité 7** : Animation régulière des cadres de concertations dans les départements ;
- Priorité 8** : Adoption et suivi-évaluation des nouvelles générations des plans de Développement communaux (PDC) ;
- Priorité 9** : Assainissement du cadre d'intervention des structures non étatiques dans les départements.

ACTION 2 : Administration d'État au niveau central

Objectif spécifique 2 : Garantir aux départements l'accompagnement nécessaire pour une meilleure gestion des territoires

Priorité 1 : Suivi-évaluation des activités des préfectures ;

Priorité 2 : Mise à disposition de moyens nécessaires à l'assistance conseil aux communes ;

Priorité 3 : Élaboration et vulgarisation des outils d'aide à la décision au profit des préfectures ;

Priorité 4 : Élaboration de la charte Nationale de déconcentration ;

Priorité 5 : Mise en place d'un système d'évaluation des performances des personnels de commandement.

14- MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)

Orientations stratégiques 1 : Promotion d'une diplomatie et d'une coopération au service du développement durable du Bénin

Programme Diplomatie et Coopération Internationale : Diplomatie et coopération internationale

Objectif Général : Contribuer à la mobilisation des ressources au service du développement

Objectif spécifique 1 : Promouvoir le dialogue politique et la coopération du Bénin avec ses partenaires

Priorité 1 : Promotion d'une politique de bon voisinage favorable à la paix et à la sécurité au Bénin ;

Priorité 2 : Accompagnement du déploiement au Bénin des mécanismes de sécurité et de défense commune des organisations sous-régionales, régionales et internationales;

Priorité 3 : Mobilisation de l'expertise internationale pour le renforcement de capacités des acteurs de la sécurité et de la défense ;

Priorité 4 : Promotion d'une gestion cohérente et intégrée des questions de politique extérieure relevant des opérations de maintien et de promotion de la paix ainsi que de la défense et de la sécurité.

Objectif spécifique 2 : Améliorer la qualité des services protocolaires, d'interprétation et de traduction

Priorité 1 : Modernisation des outils et techniques d'interprétation et de traduction ;

Priorité 2 : Définition d'un mécanisme de facturation des prestations de traduction aux autres administrations et institutions ;

Priorité 3 : Amélioration et renforcement des services protocolaires ;

Priorité 4 : Mobilisation des expertises nationales et internationales au profit du développement.

Orientations stratégiques 2 : Promotion d'une diplomatie au service du rayonnement politique du Bénin dans le monde

Programme Attractivité et Rayonnement du Bénin à l'Extérieur : Attractivité et Rayonnement du Bénin à l'Extérieur

Objectif Général : Assurer l'attractivité du Bénin et son rayonnement dans le monde

Objectif spécifique 1 : Renforcer la veille stratégique

Priorité 1 : Création d'une revue d'analyse du Ministère ;

Priorité 2 : Définition des priorités et des intérêts stratégiques dans les relations avec les partenaires en matière de veille ;

Priorité 3 : Renforcement du mécanisme de placement des cadres béninois dans les organismes internationales.

Objectif spécifique 2 : Promouvoir la diplomatie économique et culturelle

Priorité 1 : Mise en place d'une zone de libre échange entre le Bénin et le Nigéria ;

Priorité 2 : Définition des priorités et des intérêts stratégiques dans les relations avec les partenaires (matrice de coopération) ;

Priorité 3 : Renforcement de la coopération décentralisée et des partenariats.

Objectif spécifique 3 : Promouvoir le rayonnement du Bénin dans le monde

Priorité 1 : Renforcement du mécanisme de protection des Béninois à l'extérieur en situation difficile ;

Priorité 2 : Amélioration de l'accès de la Diaspora aux services consulaires ;

Priorité 3 : Mise en place d'outils de mobilisation des ressources intellectuelles, techniques et financières de la diaspora ;

Priorité 4 : Mobilisation des expertises nationales et internationales au profit du développement.

15- MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICRO-FINANCE (MASMF)

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

Objectif général : Contribuer à l'amélioration du bien-être des couches vulnérables

Objectif spécifique 1 : Renforcer le système de protection sociale

Priorité 1 : Renforcement du leadership de l'État dans le secteur de la Protection sociale (questions d'agrément et de suivi du respect des normes) ;

Priorité 2 : Amélioration de la qualité des services de protection sociale (formation du personnel) des CPS ;

Priorité 3 : Développement de nouveaux mécanismes de financement de la protection sociale ;

Priorité 4 : Poursuite de la mise en place de l'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) ;

Priorité 5 : Mise en œuvre d'un programme élargi de filets de sécurité sociale ;

Priorité 6 : Promotion des systèmes légers de prise en charge des personnes vulnérables (familles hôtes, appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR), aux Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), aux Personnes Vivantes avec le VIH (PVVIH) ;

Priorité 7 : Renforcement de la coordination des actions de protection sociale ;

Priorité 8 : Renforcement du dispositif de rapportage et de suivi-évaluation de la protection sociale ;

Priorité 9 : Développement des systèmes de solidarité ;

Priorité 10 : Renforcement des capacités d'intervention des structures de la protection sociale (recrutement du personnel assistant social, administratif, financier, statisticien et planificateur ; ressources financières et matérielles) ;

Priorité 11 : Construction et équipement des infrastructures de protection sociale (extension des services sociaux de proximité) ;

Priorité 12 : Promotion de l'accès des personnes handicapées à l'éducation inclusive et à la formation professionnelle ;

Priorité 13 : Renforcement de l'approche communautaire de prise en charge des personnes handicapées ;

Priorité 14 : Promotion de l'accessibilité des personnes handicapées aux édifices publics ;

Priorité 15 : Renforcement de l'autonomisation et de la socialisation des personnes du troisième âge ;

Priorité 16 : Poursuite des efforts de normalisation et de standardisation des services de protection sociale ;

Priorité 17 : Sensibilisation et conscientisation pour la bonne application des normes et standards sur la disponibilité et l'utilité des services sociaux de base ;

Priorité 18 : Vulgarisation des textes protégeant les groupes vulnérables ;

Priorité 19 : Renforcement de la législation en matière de protection sociale .

Objectif spécifique 2 : Promouvoir les valeurs familiales et le genre

Priorité 1 : Conception et mise en œuvre d'une stratégie globale de promotion des familles ;

Priorité 2 : Amélioration des conditions d'accès des femmes à la propriété foncière productive, aux filières porteuses, aux matériels agricoles mécanisés et aux intrants dans les communes ;

Priorité 3 : Appui à l'acquisition de matériels de transformation de produits au profit des groupements de femmes ;

Priorité 4 : Développement d'un cadre législatif qui favorise l'égalité d'accès aux opportunités économiques ;

Priorité 5 : Mise en œuvre de programmes d'éducation de la population par rapport aux droits de la personne humaine ;

Priorité 6 : Prise de textes de lois spécifiques complémentaires pour assurer la protection des couches plus vulnérables, surtout les femmes et les jeunes ;

Priorité 7 : Développement des services contributifs et non contributifs de prise en charge des besoins spécifiques des familles ;

Priorité 8 : Promotion des approches plus centrées sur les enfants dans les institutions éducatives ;

Priorité 9 : Renforcement des actions d'encadrement des enfants en milieu ouvert ;

Priorité 10 : Renforcement des dispositifs de détection, de signalement et de prise en charge des cas de violation des droits de l'enfant .

SECTEUR MICROFINANCE

Objectif général : Favoriser l'accès aux services financiers à tous

Objectif spécifique 1 : Professionnaliser le secteur de la microfinance

Priorité 1 : Appui aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) pour la mobilisation de financements adaptés pour le moyen et long terme;

Priorité 2 : Promotion de l'accès des SFD aux marchés de capitaux, à travers les Véhicules d'Investissement en Microfinance (VM) ;

Priorité 3 : Promotion de l'éducation financière et la protection des clients SFD ;

Priorité 4 : Actualisation et mise en œuvre de la stratégie d'assainissement du secteur de la microfinance .

Objectif spécifique 2 : Accroître les opportunités/services offerts par les SFD

Priorité 1 : Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) comme support aux services financiers;

Priorité 2 : Mise en place d'un dispositif de refinancement des SFD avec des ressources adaptées à leur besoin de financement à moyen et long terme, à travers leur intégration dans le dispositif ARCH ;

Priorité 3 : Renforcement des capacités des acteurs en vue d'assurer leur viabilité et leur pérennité .

16- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES

Objectif général : Améliorer les performances des structures du Ministère de la Défense Nationale

Objectif spécifique 1 : Optimiser le fonctionnement de l'administration de la Défense

Priorité 1 : Elaboration de la politique de défense ;

Priorité 2 : Elaboration de la cartographie des risques ;

Priorité 3 : Renforcement des services de contrôle (CMRR, CMAI).

Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources du ministère et soutenir la croissance du secteur

Priorité 1 : Renforcement du processus de programmation et des mécanismes de suivi et d'évaluation ;

Priorité 2 : Mise en place d'une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières ;

Priorité 3 : Construction de nouvelles infrastructures au profit de l'Armée de l'Air, de la Marine nationale et de la Garde nationale ;

Priorité 4 : Renforcement du cadre normatif lié au genre et à l'environnement.

Objectif spécifique 3 : Étendre les infrastructures des systèmes d'information et de communication et faciliter leur accessibilité

Priorité 1 : Numérisation des processus métiers ;

Priorité 2 : Digitalisation des archives du Ministère ;

Priorité 3 : Interconnexion de l'administration centrale avec les structures opérationnelles ;

Objectif spécifique 4 : Dynamiser la coopération militaire et accroître la visibilité des Forces armées béninoises (FAB) aux plans national et international.

Priorité 1 : Rehaussement du niveau de la diplomatie militaire au plan international ;

Priorité 2 : Renforcement des liens armées-nation ;

Priorité 3 : Opérationnalisation du Musée des Forces armées béninoises.

PROGRAMME PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL

Objectif Général : L'objectif général est d'améliorer la couverture sécuritaire terrestre, aérienne, maritime et cybernétique de notre territoire en permanence.

Objectif spécifique 1 : Rehausser le niveau de réactivité des forces

Priorité 1 : Amélioration du niveau des troupes terrestres engagées notamment dans la lutte contre le terrorisme ;

Priorité 2 : Redynamisation de l'entraînement des troupes et recyclage des spécialistes sur les matériels de guerre.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la capacité opérationnelle des FAB

Priorité 1 : Acquisition de moyens de mobilité et de combat ;

Priorité 2 : Acquisition des matériels et équipements spécifiques pour les troupes spéciales ;

Priorité 3 : Acquisition de matériels majeurs au profit de l'Armée de l'Air (aéronefs de surveillance, aéronefs d'appui, aéronefs de soutien logistique et drones) en vue d'une meilleure coordination des actions de lutte contre le terrorisme ;

Priorité 4 : Acquisition et intégration de moyens de surveillance des frontières terrestres, aériennes, maritimes et cybernétiques ;

Priorité 5 : Effectivité du fonctionnement et de l'opérationnalité des unités avancées de Togbin comme force de réaction rapide ;

Priorité 6 : Renforcement de la capacité opérationnelle des unités de la Garde nationale dans les opérations de lutte contre le terrorisme ;

Priorité 7 : Renforcement des positions des Forces armées béninoises sur le territoire national.

Objectif spécifique 3 : Coordonner les actions de défense du territoire national

Priorité 1 : Acquisition de matériels « Habillement, Campement Couchage, Ameublement et Subsistance au profit des troupes engagées dans la lutte contre le terrorisme pour une amélioration notable du soutien logistique ;

Priorité 2 : Acquisition de moyens de transmission et de communication ;

Priorité 3 : Renforcement des capacités des états-majors et des Postes de Commandement des opérations de protection du territoire ;

Priorité 4 : Acquisition de moyens de transport au profit des directeurs des organismes interarmées et chefs de divisions de l'Etat-major général ;

Priorité 5 : Meilleur entretien et une maintenance adéquate des matériels et moyens déjà acquis ;

Priorité 6 : Opérationnalisation de l'unité mixte d'intervention en mer contre la piraterie maritime et d'intervention en cas d'attaque des aéronefs et plateformes aéroportuaires ;

Priorité 7 : Amélioration de la synergie d'actions entre les Forces de Défense et de Sécurité ;

Objectif spécifique 4 : Adapter le soutien sanitaire

Priorité 1 : Dotation des bases et détachements aériens d'antennes médicales ;

Priorité 2 : Dotation et équipement des casernes de la Garde nationale en centres médico-sociaux ;

Priorité 3 : Acquisition de matériels médicotéchniques en vue du renforcement des plateaux techniques et de la capacité opérationnelle des formations sanitaires militaires ;

Priorité 4 : Acquisition de médicaments pour améliorer la capacité de prise en charge sanitaire des militaires en formation et en caserne ainsi que des enfants de troupe ;

Priorité 5 : Amélioration des conditions de travail du Centre d'opération de soutien santé aux opérations militaires (COSSOM);

Priorité 6 : Vaccination progressive des personnels des Forces armées béninoises (PMB, LMJF, CQM, CPOS, DEM, Cours Officier et Cours d'application) contre l'hépatite B ;

Priorité 7 : Opérationnalisation des dispositifs législatifs de prise en charge et d'évacuation des blessés graves au combat.

PROGRAMME OPERATIONS MILITAIRES EXTERIEURES

Objectif Général : Améliorer la visibilité des FAB au sein des Nations Unies et accroître leur rayonnement sur la scène internationale

Objectif spécifique 1 : Optimiser les contributions des FAB aux OME et hausser le moral de la troupe

Priorité : Acquisition et gestion efficace des matériels nécessaires en vue du rehaussement de l'opérationnalité des unités déployées sur les théâtres extérieurs.

17- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (MJL)

Objectif général : Promouvoir une justice moderne, indépendante, efficace et accessible à tous.

Objectif spécifique 1 : Renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de l'intégrité des acteurs du secteur.

Priorité 1 : Élaboration du plan d'actions de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité ;

Priorité 2 : Poursuite de l'élaboration de la cartographie des risques au niveau de l'administration et son extension dans les juridictions ;

Priorité 3 : Relecture de la loi organique sur la Haute Cour de Justice ;

Priorité 4 : Renforcement des capacités des acteurs judiciaires sur le Code Pénal, le code de Procédure Pénale, la loi portant organisation judiciaire et relecture du Code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative, Sociale et des Comptes et du Code foncier et domanial.

Objectif spécifique 2 : Facilitation de l'accès à la justice et à l'information juridique

Priorité 1 : Mise en œuvre du projet « amélioration de l'accès aux services judiciaires » ;

Priorité 2 : Mise en œuvre du projet de construction et équipement des juridictions et établissements pénitentiaires ;

Priorité 3 : Opérationnalisation de l'aide juridique ;

Priorité 4 : Elévation des tribunaux de conciliation au rang de tribunaux d'instance et des tribunaux de première instance de deuxième classe au rang de tribunaux de première instance ;

Priorité 5 : Renforcement du cadre de dialogue entre la chancellerie et le secteur privé ;

Priorité 6 : Opérationnalisation de la Cour Spéciale des Affaires Foncières, de la Cour d'Appel de Commerce de Porto-Novo et de nouvelles juridictions ;

Priorité 7 : Traduction du code des Personnes et de la Famille et du code pénal en langues nationales ;

Priorité 8 : Mise en œuvre du projet de modernisation du système d'informations judiciaires (poursuite de l'interconnexion et de la connectivité des juridictions et sites centraux du ministère de la justice) ;

Priorité 9 : Recrutement des personnels judiciaire (magistrats et greffiers) et administratif; formation et intégration des personnels recrutés ;

Priorité 10 : Achèvement du processus de rattachement de la Police Judiciaire à l'institution judiciaire ;

Priorité 11 : Mise en œuvre du plan de protection juridique et judiciaire des mineurs ;

Priorité 12 : Exécution du plan d'action sur la satisfaction des recommandations de la 4ème session de l'Examen Périodique-Universel.

Objectif spécifique 3 : Renforcement du dialogue institutionnel

Priorité 1 : Vulgarisation de la loi-cadre sur les associations et de la loi portant régime juridique de la chefferie traditionnelle et renforcement de capacités des acteurs ;

Priorité 2 : Renforcement du cadre de dialogue institutionnel (Institutions de la République et chefferie traditionnelle) ;

Priorité 3 : Renforcement du cadre de dialogue entre l'Etat et les OSC ;

Priorité 4 : Instauration d'un cadre de dialogue entre la chancellerie et les ordres professionnels.

Objectif spécifique 4 : Amélioration des conditions de détention, de la réinsertion sociale et socio-professionnelle des détenus et maîtrise des dépenses relatives aux maisons d'arrêt

Priorité 1 : Mise en œuvre du projet de modernisation du système pénitentiaire ;

Priorité 2 : Mise en œuvre des peines alternatives à l'incarcération ;

Priorité 3 : Mise en œuvre du plan de réinsertion socio-professionnelle des personnes privées de liberté ;

Priorité 4 : Amélioration de l'accès aux soins de santé dans les établissements pénitentiaires ;

Priorité 5 : Mise en œuvre des mesures d'aménagement de peines ;

Priorité 6 : Adoption, promulgation et vulgarisation de la loi portant régime pénitentiaire en République du Bénin.

18-MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)

Orientation de la politique de l'Etat pour 2024 : Amélioration de la contribution des Micro, Petites et Moyennes Entreprises à l'accroissement de la productivité et à la transformation structurelle de l'économie en vue de la création de richesses et d'emplois décents.

SECTEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Objectif général : Contribuer à l'accroissement de la productivité de l'économie

Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre légal, réglementaire et institutionnel de promotion des Micro, Petites et Moyennes Entreprises

Priorité 1 : Poursuivre l'opérationnalisation de la loi n°2020-03 du 20 mars 2020 portant promotion et développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises ;

Priorité 2 : Contribuer à l'amélioration de l'écosystème de l'entrepreneuriat de croissance.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la compétitivité des Micro, Petites et Moyennes Entreprises

Priorité 1 : Contribuer à la restructuration et à la mise à niveau des Micro, Petites et Moyennes Entreprises ;

Priorité 2 : Contribuer à l'accélération de la formalisation des unités de production informelle ;

Priorité 3 : Renforcer l'appui au financement adapté aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises ;

Priorité 4 : Poursuivre la promotion du label béninois du sel local iodé « xwlajè ».

SECTEUR DE L'ARTISANAT

Objectif général : Améliorer la contribution du secteur de l'artisanat à la croissance économique

Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur de l'artisanat

Priorité 1 : Poursuivre le renforcement du cadre légal, réglementaire, institutionnel, organisationnel et associatif du secteur de l'artisanat.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la promotion et la professionnalisation du secteur de l'artisanat

Priorité 1 : Poursuivre la formation par apprentissage et la professionnalisation des artisans ;

Priorité 2 : Accompagner la promotion des entreprises artisanales et des artisans ;

Priorité 3 : Mettre en œuvre le programme de développement du secteur de l'artisanat.

SECTEUR DE L' EMPLOI

Objectif général : Promouvoir l'emploi décent et durable pour accélérer la croissance économique

Objectif spécifique 1 : Contribuer au renforcement du mécanisme de promotion de l'emploi

Priorité 1 : Promouvoir la mobilité professionnelle à travers des actions de requalification, de perfectionnement, de reconversion et d'adaptation.

Priorité 2 : Poursuivre la mise en œuvre du projet d'inclusion des jeunes ;

Priorité 3 : Elaborer et mettre en œuvre le nouveau programme de stage ;

Priorité 4 : Améliorer le système d'information sur le marché de l'emploi ;

Objectif spécifique 2 : Contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi

Priorité 1 : Accélérer l'opérationnalisation du Guichet Unique de Promotion de l'Emploi ;

Priorité 2 : Poursuivre la mise en place et l'opérationnalisation des Comités Locaux d'Insertion et de Développement Economique (CLIDE).

19-MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE (MDC)

Les orientations de la politique de l'Etat pour 2024 dans le secteur de la planification et du développement

SECTEUR DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Objectif général : Consolider la planification, l'évaluation et la coordination des interventions publiques pour un développement équilibré et durable

Objectif spécifique 1 : Consolider le système national de planification du développement

Priorité 1 : Appui au renforcement de la planification stratégique et opérationnelle ;

Priorité 2 : Poursuite du processus de formulation de la vision nationale de développement 2060 ;

Priorité 3 : Renforcement de la veille stratégique au niveau central et local ;

Priorité 4 : Renforcement des outils et produits pour la capture du dividende démographique ;

Priorité 5 : Opérationnalisation du Cadre décennal d'Actions pour l'accélération de la mise en œuvre des ODD.

Objectif spécifique 2 : Renforcer l'évaluation et l'accompagnement pour l'implémentation durable des politiques publiques

Priorité 1 : Renforcement de l'institutionnalisation de la fonction évaluative et développement des normes et méthodes de référence ;

Priorité 2 : Renforcement du suivi des interventions des ONG Internationales et assimilées et développement du partenariat ;

Priorité 3 : Coordination des évaluations des interventions publiques et développement des compétences des acteurs de l'évaluation ;

Priorité 4 : Opérationnalisation du partenariat et de la capacitation des acteurs au niveau local pour la transformation socioéconomique durable des territoires ;

Priorité 5 : Développement de la coopération sud-sud et triangulaire à travers la mobilisation de l'expertise nationale et internationale en faveur de l'implémentation durable des politiques et stratégies.

Objectif spécifique 3 : Renforcer le capital humain et la bonne gouvernance du Ministère

Priorité 1 : Renforcement du dispositif de gestion basée sur les risques ;

Priorité 2 : Renforcement du parc automobile, des équipements et du matériel de travail ;

Priorité 3 : Amélioration de la sécurité, de la santé au travail et de la gestion des carrières ;

Priorité 4 : Poursuite de la transformation digitale du MDC ;

Priorité 5 : Renforcement des infrastructures réseaux et des outils digitaux de travail du MDC ;

Priorité 6 : Optimisation des délais de passation des marchés publics ;

Priorité 7 : Renforcement de l'assistance conseil aux communes en matière de planification et d'évaluation.

ANNEXE 2

Cahier Statistique Scénario de référence

Ce cahier statistique présente, pour le scénario de référence, les données économiques et financières du Bénin sur la période 2011-2026

Scénario de référence

T O F E : R E C E T T E S E T D E P E N S E S (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes totales	605,6	722,5	795,4	780,8	819,5	745,7	944,4	1 028,6	1 088,0	1 142,1	1 295,7	1 498,6	1 666,6	1 859,5	2 079,4	2 301,1
Fiscales	534,7	598,1	668,1	701,2	713,1	641,1	712,8	811,4	893,3	947,9	1 082,3	1 320,7	1 512,3	1 692,7	1 899,1	2 106,1
Recettes douanières	261,2	318,1	371,6	362,1	345,7	288,5	316,0	331,9	358,0	331,5	397,4	429,8	532,8	592,0	667,7	744,5
Recettes des impôts	273,5	280,1	296,5	339,1	367,4	352,6	396,8	479,4	535,3	616,3	684,9	890,9	979,6	1 100,7	1 231,4	1 361,6
Non fiscales	70,9	124,4	127,3	79,5	106,4	104,6	231,6	217,2	194,8	194,2	213,4	177,8	154,3	166,8	180,3	195,0
Dépenses totales et prêts nets	754,7	815,8	952,0	916,5	1 242,3	1 086,3	1 318,1	1 305,9	1 227,3	1 719,9	1 949,4	2 149,5	2 253,7	2 424,9	2 574,3	2 833,5
Dépenses courantes	515,7	592,4	632,7	683,4	845,3	781,1	820,2	857,8	900,8	1 095,6	1 145,0	1 198,1	1 338,5	1 461,5	1 584,0	1 728,2
Dépenses primaires	500,7	569,3	612,8	665,1	809,0	717,8	713,8	731,8	766,2	919,4	925,1	1 019,5	1 140,9	1 250,9	1 362,4	1 492,0
Dépenses de personnel	253,2	279,4	300,3	317,4	343,4	353,8	337,3	356,7	369,7	416,5	407,8	436,1	561,8	617,0	666,9	706,1
Pensions et bourses	48,7	55,5	61,2	67,5	75,0	78,4	95,6	92,2	90,5	92,9	90,5	92,9	107,7	122,9	132,8	158,6
Transferts courants	109,5	124,5	132,3	176,4	249,5	185,5	166,6	179,4	180,9	233,0	259,2	320,6	321,1	347,1	382,1	428,2
Autres dépenses	89,3	110,0	119,0	103,9	141,1	100,1	114,3	103,6	125,1	176,9	167,6	169,8	150,3	163,9	180,6	199,1
Intérêts	15,0	23,1	19,9	18,3	36,3	63,3	106,4	126,0	134,6	176,3	219,9	178,7	197,6	210,6	221,6	236,2
Dettes intérieure	7,1	12,5	10,1	8,1	20,3	51,4	88,4	108,8	106,8	105,7	153,1	90,2	97,5	103,9	111,6	104,6
Dettes extérieure	7,8	10,6	9,8	10,3	16,0	11,9	18,0	17,1	27,8	70,6	66,8	88,5	100,1	106,7	110,0	131,6
Dépenses d'équipements et prêts nets	239,1	223,3	319,3	233,1	397,0	305,2	497,9	448,2	326,5	624,2	804,4	951,3	915,2	963,4	990,3	1 105,3
Dépenses d'équipements	226,6	217,3	288,1	249,6	376,9	299,6	491,5	445,6	330,4	622,4	802,7	954,9	915,2	963,4	990,3	1 105,3
Contributions budgétaires	107,5	129,6	133,8	114,6	216,6	178,5	313,0	279,1	228,3	356,4	519,0	593,0	538,5	511,0	501,4	579,4
Financements extérieurs	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,7	361,9	376,7	452,4	488,9	525,9
Prêts nets (- = remboursement)	12,5	6,0	31,2	-16,5	20,2	5,5	6,4	2,5	-3,9	1,8	1,7	-3,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Programme social d'urgence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (définition étroite)	-2,6	23,6	48,8	1,1	-206,1	-150,6	-82,4	17,6	93,5	-133,7	-148,4	-113,9	-12,8	97,6	215,6	229,7
Solde primaire courant (définition large)	-134,2	-70,1	-136,7	-117,5	-386,6	-277,3	-267,3	-151,4	-4,6	-401,5	-433,8	-472,2	-389,5	-354,8	-273,3	-296,2
Déficit global (base ordonnancement)	-149,1	-93,2	-156,6	-135,8	-422,9	-340,6	-373,7	-277,3	-139,2	-577,8	-653,7	-650,9	-587,1	-565,4	-494,9	-532,4
Variation d'arriérés	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés extérieurs (Intérêt + principal)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiement pendant la période complémentaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en rapprochements	-7,8	5,3	13,0	-28,1	10,3	0,8	14,6	-3,7	-7,3	0,0	15,3	82,2	-82,2	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base caisse)	-168,6	-100,2	-147,4	-166,3	-422,8	-341,3	-364,4	-281,4	-146,6	-529,1	-638,4	-568,7	-669,3	-565,4	-494,9	-532,4

Scénario de référence

T O F E : F I N A N C E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Financement	168,6	100,2	147,4	166,3	422,8	341,3	364,4	281,4	146,6	529,1	638,4	568,7	669,3	565,4	494,9	532,3
Intérieur	57,1	6,0	-28,8	39,8	291,4	224,2	185,9	-51,4	-302,9	158,4	-380,8	212,5	339,4	163,1	-206,3	88,4
Financement Bancaire (PNG)	100,4	-9,9	10,4	33,6	121,4	158,0	-69,6	-57,1	7,7	259,3	-123,4	74,5	223,4	37,7	-341,9	-24,3
Utilisation nette des ressources du FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	116,8	6,0	-14,1	-38,5
Tirage FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	116,8	6,0	-14,1	-38,5
Déboursement	18,3	16,4	8,0	7,9	0,0	0,0	25,8	23,0	25,7	171,3	94,2	181,6	125,4	51,7	44,0	0,0
Remboursement	-0,1	-0,3	-0,4	-1,1	-3,6	-5,1	-7,9	-8,8	-11,2	-3,2	0,0	-5,4	-8,7	-45,7	-58,1	-38,5
Concours du FMI adossés aux DTS					0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres financements bancaires	82,2	-26,0	2,8	26,9	125,1	163,1	-87,4	-71,2	-6,8	91,2	-217,6	-101,7	106,6	31,7	-327,8	14,2
Financement Non Bancaire et vente d'actifs	-43,3	15,9	-39,2	6,1	170,0	66,2	255,5	5,7	-310,6	-103,0	-257,4	138,0	116,0	125,4	135,6	112,7
Financement non bancaire	-12,8	27,1	-23,4	14,8	177,4	73,3	262,5	15,4	-309,7	-103,1	-256,7	141,1	116,0	125,4	135,6	112,7
Vente d'actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-8,0	0,0	0,0	0,0	-3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Réhabilitation du système bancaire	-30,5	-11,2	-15,8	-8,7	-7,4	-7,1	-7,0	-1,7	-0,9	0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons intérieur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieur	111,5	94,2	176,2	126,5	131,4	117,1	178,5	332,7	449,5	370,7	1 019,2	356,1	330,0	402,3	701,2	443,9
Financement projet	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,6	361,9	376,7	452,4	488,9	525,8
Dons/projets	76,8	43,4	28,1	35,9	28,8	26,1	43,3	31,2	66,8	46,9	54,6	54,6	61,7	66,7	72,1	75,1
Prêts/projets	42,3	44,3	126,2	99,2	131,4	95,0	135,3	135,3	35,2	219,1	229,0	307,2	315,0	385,7	416,8	450,7
Amortissement dû	-17,9	-25,0	-28,2	-26,6	-28,9	-24,3	-51,8	-28,8	-41,7	-50,5	-313,9	-101,8	-161,4	-166,5	-174,3	-178,6
Placement de titres auprès de banques régionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement programme	10,3	31,5	50,1	18,0	0,0	20,2	51,7	195,0	64,2	155,2	65,6	96,1	114,7	116,3	74,5	96,7
Dons programme	10,3	31,5	12,8	8,2	0,0	8,6	14,0	16,0	30,8	105,3	37,4	0,0	14,0	23,0	20,0	21,6
Prêt programme	0,0	0,0	37,3	9,8	0,0	11,6	37,8	179,0	33,3	49,9	28,2	96,1	100,7	93,3	54,6	75,1
Eurobond	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	325,0	0,0	983,9	0,0	0,0	0,0	312,1	0,0
Variation d'arriérés en principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement (- = excès)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Allègement attendu de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide bilatérale et multilatérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Scénario de référence

PIB NOMINAL (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1300,0	1465,8	1562,7	1680,4	1776,9	1944,2	2101,2	2223,3	2266,2	2442,2	2798,6	2919,5	3179,9	3436,7	3695,9	3996,1
Agriculture	1019,1	1157,3	1247,4	1317,5	1347,7	1486,8	1648,8	1743,5	1761,6	1968,1	2238,3	2306,6	2516,9	2726,0	2932,9	3177,0
Elevage, chasse	141,6	150,7	156,8	188,1	243,7	263,4	263,5	280,6	304,1	266,9	382,0	398,8	439,4	475,7	515,0	557,5
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	139,2	157,8	158,5	174,8	185,6	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3	214,0	223,6	235,1	248,0	261,6
Secteur Secondaire	914,0	964,5	1066,1	1076,5	1103,2	1100,0	1114,2	1159,9	1375,5	1467,6	1615,4	1847,2	2094,6	2308,5	2522,3	2738,9
Activités Extractives	12,6	15,0	13,2	24,8	26,1	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4	44,0	48,3	52,2	59,0	62,9
Industrie Agro-alimentaire	389,6	421,7	463,8	466,7	434,9	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2	674,8	788,1	866,1	940,8	1024,9
Autres Industries manufacturières	201,7	187,6	211,4	214,5	240,8	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8	391,5	423,1	466,4	503,8	547,2
Electricité et eau	43,1	75,5	71,5	80,2	89,4	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2	93,6	100,1	104,8	116,5	128,4
BTP	267,0	264,8	306,1	290,1	312,0	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9	643,4	735,0	819,0	902,2	975,5
Secteur Tertiaire	2367,4	2780,0	3055,5	3248,7	3315,3	3376,7	3569,7	3865,9	4049,7	4315,0	4501,2	5090,1	5495,2	5926,3	6385,5	6865,9
Commerce	609,9	708,8	856,3	877,9	867,8	926,9	970,2	1030,6	1035,3	1058,0	1160,1	1247,7	1350,0	1435,1	1514,9	1625,5
Restaurants et hôtels	214,0	211,0	220,4	240,5	238,8	207,2	216,9	224,1	251,8	253,4	312,6	322,9	347,8	374,9	406,2	444,1
Transports	304,9	456,7	519,3	543,0	580,0	629,7	659,1	706,9	795,0	857,0	712,7	956,3	1012,5	1087,2	1175,9	1273,7
Postes et télécommunications	117,8	171,4	192,9	201,7	134,2	129,7	135,1	143,1	153,2	156,1	162,8	195,1	212,8	236,7	259,6	283,4
Banques et organismes financiers	92,2	96,1	72,6	122,3	106,3	120,1	117,6	121,3	132,5	134,2	128,4	140,1	149,8	160,4	171,8	184,0
Administration publique et sécurité sociale	308,5	357,4	382,5	400,0	461,1	426,6	461,1	577,0	511,8	595,3	670,4	743,6	823,3	903,6	997,9	1060,6
Education	249,7	264,3	287,6	301,4	334,2	291,1	317,2	331,2	367,4	420,8	444,3	487,7	535,8	584,1	637,0	675,7
Santé et actions sociales	42,5	46,7	50,1	60,1	75,3	64,6	70,2	73,2	82,7	93,9	108,5	118,6	131,0	140,5	149,6	159,2
Autres services	427,8	467,8	473,7	501,8	517,7	580,8	622,3	658,7	720,2	746,3	801,4	878,1	932,2	1003,8	1072,6	1159,7
PIB aux coûts des facteurs	4581,3	5210,3	5684,2	6005,6	6195,4	6420,9	6785,1	7249,2	7691,5	8224,8	8915,2	9856,7	10769,7	11671,5	12603,7	13600,9
Impôts et taxes nets des subventions	457,9	477,9	498,3	553,7	537,4	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5	997,8	1075,7	1185,5	1296,8	1427,4
TOTAL PIB	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11845,4	12857,0	13900,5	15028,3
PIB CONSTANT, PRIX 2015, SCN 2008 (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1466,7	1546,5	1641,0	1776,5	1776,9	1936,3	2082,7	2235,4	2350,7	2391,9	2516,2	2637,6	2786,8	2952,3	3124,4	3311,4
Agriculture	1083,3	1149,1	1232,3	1361,6	1347,7	1496,5	1626,3	1767,2	1854,7	1891,7	1978,8	2068,3	2191,1	2326,6	2466,2	2619,1
Elevage et chasse	224,1	231,9	236,5	237,3	243,7	251,7	270,9	284,4	306,9	305,3	335,6	360,5	381,9	405,3	430,2	456,6
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	159,2	165,5	172,3	177,6	185,6	188,1	185,6	183,7	189,1	194,9	201,8	208,8	213,8	220,4	228,0	235,7
Secteur Secondaire	847,7	878,7	933,2	969,5	1103,2	1113,0	1118,2	1172,4	1331,3	1400,2	1527,9	1648,4	1818,7	1965,4	2104,9	2240,8
Activités Extractives	29,4	27,7	22,7	-22,8	26,1	26,7	26,8	29,5	33,4	36,5	39,3	41,6	45,7	48,0	52,6	55,0
Industrie Agro-Alimentaire	374,6	369,0	380,0	419,5	434,9	454,3	463,3	490,2	532,6	545,2	563,2	604,1	670,1	718,4	765,1	817,1
Autres Industries manufacturières	184,3	191,8	205,5	216,5	240,8	264,9	251,8	252,0	293,1	308,3	333,4	357,7	386,6	415,7	440,2	468,9
Electricité et eau	42,2	75,9	73,2	82,4	89,4	53,2	55,4	57,2	63,1	72,2	77,9	84,1	88,2	92,4	100,7	108,8
BTP	217,2	214,3	251,9	274,0	312,0	314,0	321,0	343,4	409,0	438,0	514,0	560,9	628,2	691,0	746,3	791,0
Secteur Tertiaire	2750,0	2904,3	3158,6	3316,1	3315,3	3376,7	3561,1	3764,1	3960,5	4152,8	4428,9	4694,9	4961,8	5231,0	5515,8	5817,0
Commerce	768,9	783,4	899,9	904,4	867,8	949,2	969,2	1015,2	1040,6	1049,0	1109,9	1165,8	1221,0	1278,8	1330,0	1399,1
Restaurants et hôtels	201,5	202,8	212,3	236,7	238,8	209,6	217,0	227,8	249,5	246,6	271,0	283,7	299,5	316,6	336,2	360,4
Transports	434,1	485,6	545,4	554,4	580,0	617,6	660,2	699,7	732,8	748,7	810,7	865,3	898,2	936,4	983,3	1044,2
Postes et télécommunications	163,1	181,8	202,3	206,0	134,2	127,4	135,1	141,9	148,8	153,3	166,7	183,3	196,0	211,7	225,4	241,2
Banques et organismes financiers	53,7	71,9	73,3	109,3	106,3	117,8	121,0	123,4	127,6	131,4	124,5	132,4	138,9	144,4	150,1	157,6
Administration publique et sécurité sociale	375,0	373,0	392,5	417,8	461,1	430,4	460,4	488,1	516,5	591,1	641,4	694,1	746,1	795,0	848,2	883,9
Education	246,6	266,2	288,2	309,2	334,2	295,5	319,1	341,4	361,5	414,2	435,3	459,5	494,9	523,8	557,9	583,0
Santé et actions sociales	40,6	45,9	48,9	58,3	75,3	63,4	68,4	73,2	80,3	92,7	105,1	110,2	118,2	125,5	133,7	139,5
Autres services	466,4	493,7	495,8	520,0	517,7	565,7	610,8	653,6	702,9	726,0	764,2	800,6	849,0	898,8	951,0	1008,0
Impôts et taxes nets des subventions	471,8	472,9	487,0	553,0	537,4	531,7	590,2	672,8	740,8	761,0	855,9	931,3	984,4	1084,8	1164,0	1253,6
TOTAL PIB	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10551,8	11233,6	11909,1	12622,8

Scénario de référence

TAUX DE CROISSANCE DU PIB CONSTANT, PRIX 2015, SCN2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1,0	5,4	6,1	8,3	0,0	9,0	7,6	7,3	5,2	1,8	5,2	4,8	5,7	5,9	5,8	6,0
Agriculture	0,2	6,1	7,2	10,5	-1,0	11,0	8,7	8,7	4,9	2,0	4,6	4,5	5,9	6,2	6,0	6,2
Élevage et chasse	3,2	3,5	2,0	0,4	2,7	3,3	7,6	5,0	7,9	-0,5	9,9	7,4	5,9	6,1	6,1	6,1
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	2,7	3,9	4,1	3,1	4,5	1,3	-1,3	-1,0	2,9	3,1	3,5	3,5	2,4	3,1	3,4	3,4
Secteur Secondaire	0,2	3,7	6,2	3,9	13,8	0,9	0,5	4,8	13,6	5,2	9,1	7,9	10,3	8,1	7,1	6,5
Activités Extractives	1,2	-5,5	-18,2	-200,6	-214,2	2,4	0,2	10,4	13,2	9,1	7,9	5,8	9,8	5,0	9,7	4,5
Industrie Agro-alimentaire	9,7	-1,5	3,0	10,4	3,7	4,5	2,0	5,8	8,7	2,4	3,3	7,3	10,9	7,2	6,5	6,8
Autres Industries manufacturières	-14,4	4,0	7,1	5,4	11,2	10,0	-4,9	0,1	16,3	5,2	8,1	7,3	8,1	7,5	5,9	6,5
Electricité et eau	24,5	79,7	-3,6	12,6	8,5	-40,5	4,3	3,2	10,3	14,4	7,9	8,0	4,9	4,7	9,0	8,0
BTP	-4,1	-1,3	17,5	8,8	13,9	0,6	2,2	7,0	19,1	7,1	17,4	9,1	12,0	10,0	8,0	6,0
Secteur Tertiaire	8,7	5,6	8,8	5,0	0,0	1,9	5,5	5,7	5,2	4,9	6,6	6,0	5,7	5,4	5,4	5,5
Commerce	18,8	1,9	14,9	0,5	-4,0	9,4	2,1	4,7	2,5	0,8	5,8	5,0	4,7	4,7	4,0	5,2
Restaurants et hôtels	20,1	0,6	4,7	11,5	0,9	-12,2	3,5	5,0	9,5	-1,2	9,9	4,7	5,6	5,7	6,2	7,2
Transports	2,6	11,9	12,3	1,7	4,6	6,5	6,9	6,0	4,7	2,2	8,3	6,7	3,8	4,3	5,0	6,2
Postes et télécommunications	3,0	11,5	11,3	1,8	-34,8	-5,1	6,0	5,0	4,9	3,0	8,8	10,0	6,9	8,0	6,5	7,0
Banques et organismes financiers	-10,1	34,1	1,9	49,1	-2,8	10,9	2,7	2,0	3,4	3,0	-5,2	6,4	4,9	3,9	4,0	5,0
Administration publique et sécurité sociale	2,4	-0,5	5,2	6,5	10,4	-6,7	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	8,2	7,5	6,6	6,7	4,2
Education	5,3	8,0	8,3	7,3	8,1	-11,6	8,0	7,0	5,9	14,6	5,1	5,6	7,7	5,9	6,5	4,5
Santé et actions sociales	3,1	12,9	6,7	19,2	29,2	-15,9	8,0	7,0	9,7	15,4	13,5	4,8	7,3	6,2	6,5	4,3
Autres services	7,6	5,8	0,4	4,9	-0,4	9,3	8,0	7,0	7,6	3,3	5,3	4,8	6,0	5,9	5,8	6,0
PIB aux coûts des facteurs	4,9	5,2	7,6	5,7	2,2	3,7	5,2	6,1	6,6	4,0	6,6	6,0	6,5	6,1	5,9	5,8
Impôts et taxes nets des subventions	-13,9	0,3	3,0	13,6	-2,8	-1,1	11,0	14,0	10,1	2,7	12,5	8,8	5,7	10,2	7,3	7,7
TOTAL PIB	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	6,5	6,5	6,0	6,0

TAUX DE CROISSANCE DU PIB COURANT, SCN2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	6,6	12,8	6,6	7,5	5,7	9,4	8,1	5,8	1,9	7,8	14,6	4,3	8,9	8,1	7,5	8,1
Agriculture	4,4	13,6	7,8	5,6	2,3	10,3	10,9	5,7	1,0	11,7	13,7	3,1	9,1	8,3	7,6	8,3
Élevage et chasse	19,7	6,4	4,0	20,0	29,6	8,1	0,0	6,5	8,4	-12,2	43,1	4,4	10,2	8,3	8,3	8,3
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	11,8	13,3	0,4	10,3	6,2	4,5	-2,7	5,5	0,7	3,3	-13,9	20,0	4,4	5,1	5,5	5,5
Secteur Secondaire	7,6	5,5	10,5	1,0	2,5	-0,3	1,3	4,1	18,6	6,7	10,1	14,3	13,4	10,2	9,3	8,6
Activités Extractives	-14,6	18,4	-11,6	87,6	5,2	1,8	6,5	7,9	12,8	13,6	3,4	8,8	9,8	8,2	13,0	6,6
Industrie agro-Alimentaire	16,1	8,2	10,0	0,6	-6,8	1,9	4,5	1,5	13,1	5,3	4,7	15,1	16,8	9,9	8,6	8,9
Autres Industries manufacturières	-7,6	-7,0	12,7	1,5	12,2	4,9	-2,3	3,8	17,3	4,2	9,9	13,9	8,1	10,2	8,0	8,6
Electricité et eau	25,8	75,1	-5,2	12,2	11,5	-40,4	4,1	0,6	8,5	17,5	14,0	15,2	7,0	4,7	11,2	10,2
BTP	8,2	-0,8	15,6	-5,2	7,5	4,0	-1,1	8,3	29,0	8,0	16,4	14,1	14,2	11,4	10,2	8,1
Secteur Tertiaire	12,6	17,4	9,9	6,3	2,0	1,9	5,7	8,3	4,8	6,5	4,3	13,1	8,0	7,8	7,7	7,5
Commerce	26,6	16,2	20,8	2,5	-1,2	6,8	4,7	6,2	0,5	2,2	9,7	7,6	8,2	6,3	5,6	7,3
Restaurants et hôtels	27,2	-1,4	4,5	9,1	-0,7	-13,2	4,7	3,3	12,4	0,6	23,4	3,3	7,7	7,8	8,3	9,3
Transports	7,1	49,8	13,7	4,6	6,8	8,6	4,7	7,2	12,5	7,8	-16,8	34,2	5,9	7,4	8,1	8,3
Postes et télécommunications	7,6	45,5	12,6	4,6	-33,5	-3,4	4,1	5,9	7,1	1,8	4,3	19,8	9,0	11,2	9,7	9,1
Banques et organismes financiers	-20,6	4,2	-24,4	68,4	-13,1	13,0	-2,1	3,1	9,2	1,3	-4,3	9,0	7,0	7,0	7,1	7,1
Administration publique et sécurité sociale	6,6	15,9	7,0	4,6	15,3	-7,5	8,1	25,1	-11,3	16,3	12,6	10,9	10,7	9,7	10,4	6,3
Education	9,1	5,8	8,8	4,8	10,9	-12,9	9,0	4,4	10,9	14,5	5,6	9,8	9,9	9,0	9,1	6,1
Santé et actions sociales	5,5	9,8	7,4	19,8	25,4	-14,3	8,7	4,3	13,0	13,6	15,5	9,3	10,5	7,2	6,5	6,4
Autres services	11,7	9,3	1,3	5,9	3,2	12,2	7,1	5,8	9,3	3,6	7,4	9,6	6,2	7,7	6,9	8,1
Impôts et taxes nets des subventions	-16,4	4,4	4,3	11,1	-2,9	8,7	1,0	14,0	10,1	5,8	14,1	11,5	7,8	10,2	9,4	10,1
TOTAL PIB	6,8	12,9	8,7	6,1	2,6	4,0	5,3	7,4	6,4	6,8	8,9	10,7	9,1	8,5	8,1	8,1

Scénario de référence

DEFLATEUR DU PIB																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL PIB	3,7	7,7	1,4	-0,2	0,9	0,7	-0,4	0,7	-0,4	2,9	1,6	4,1	2,5	2,0	2,0	2,0
EMPLOIS DU PIB COURANT (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4487,6	4986,7	5267,3	5454,0	5829,5	5849,5	6129,2	6405,7	6643,8	7157,9	7589,4	7717,7	8486,2	9183,2	9997,2	10819,0
Secteur privé	3932,1	4353,7	4584,7	4786,2	5061,2	5129,3	5356,4	5581,0	5771,7	6131,0	6601,0	6626,0	7268,9	7854,2	8548,4	9247,9
Administration centrale	555,5	633,0	682,7	667,7	768,3	720,2	772,9	824,7	872,1	1026,9	988,4	1091,7	1217,3	1329,1	1448,8	1571,1
Formation brute de capital fixe	918,5	921,7	1280,3	1419,3	1379,9	1381,6	1728,7	2051,8	2122,7	2270,8	2790,6	3922,1	4169,5	4509,8	4759,9	5169,8
Secteur privé	673,6	675,7	992,2	1151,0	1092,9	1080,5	1415,1	1725,8	1907,4	1853,5	2237,8	3201,7	3529,4	3836,1	4067,3	4396,8
Administration centrale	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	640,0	673,8	692,6	773,0
Variation des stocks	-88,9	-52,8	-114,2	-156,1	15,9	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	39,6	42,6	42,6	42,6	42,6	42,6
Investissement	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	4212,1	4552,5	4802,5	5212,5
Demande intérieure	5317,2	5855,7	6433,5	6717,2	7225,3	7269,6	7896,4	8496,1	8805,0	9467,2	10419,6	11682,4	12698,3	13735,7	14799,7	16031,5
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	-278,0	-167,4	-250,9	-157,8	-492,5	-264,3	-521,1	-574,1	-372,7	-458,4	-609,9	-827,9	-852,9	-878,7	-899,2	-1003,2
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1050,6	1359,3	1704,6	2061,6	1664,4	1933,9	2006,5	2160,7	2498,5	1790,3	2052,1	2350,3	2637,2	2940,8	3264,3	3773,7
Exportations de biens	832,6	1105,1	1445,9	1825,0	1414,4	1680,3	1730,7	1857,6	2144,5	1523,5	1770,9	2035,9	2294,0	2568,4	2861,6	3338,3
Exportations de services	218,1	254,2	258,6	236,7	250,0	253,6	275,8	303,1	354,0	266,7	281,1	314,4	343,2	372,5	402,7	435,4
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1328,6	1526,7	1955,5	2219,4	2156,9	2198,3	2527,6	2734,8	2871,2	2248,7	2662,0	3178,2	3490,1	3819,6	4163,5	4776,9
Importations de biens	1220,7	1391,4	1762,0	2008,7	1918,3	1964,6	2250,6	2434,8	2566,1	2038,0	2441,0	2902,5	3189,2	3493,0	3810,5	4395,1
Importations de services	108,0	135,3	193,5	210,7	238,6	233,6	277,0	300,0	305,2	210,7	221,0	275,7	300,9	326,6	353,1	381,7
PIB aux prix du marché	5039,2	5688,3	6182,6	6559,4	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11845,4	12857,0	13900,5	15028,3
EMPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4986,1	5099,0	5330,1	5485,2	5829,5	5879,3	6110,1	6343,2	6584,2	6893,8	7261,5	7605,2	7937,2	8252,6	8590,7	8976,6
Secteur privé	4373,6	4457,3	4637,8	4808,7	5061,2	5159,1	5339,7	5526,6	5720,0	5904,7	6188,2	6494,6	6698,8	6952,5	7228,0	7527,9
Administration centrale	612,5	641,7	692,3	676,5	768,3	720,2	770,4	816,7	864,2	989,1	1073,3	1110,6	1238,4	1300,1	1362,7	1448,7
Formation brute de capital fixe	804,4	800,9	1171,9	1314,6	1379,9	1384,4	1735,2	2016,7	2226,6	2273,6	2678,7	2982,1	3441,6	3916,0	4251,3	4595,6
Secteur privé	584,0	581,1	916,7	1067,8	1120,7	1115,0	1456,1	1728,0	2012,5	1870,3	2156,2	2360,5	2526,4	2952,6	3261,0	3490,3
Administration centrale	220,5	219,8	255,2	246,9	259,2	269,4	279,0	288,7	214,1	403,3	522,5	621,6	915,2	963,4	990,3	1105,3
Variation des stocks	-45,0	-3,7	-50,4	-89,6	15,9	33,3	33,3	33,3	28,8	23,8	28,8	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9
Investissement	759,4	797,2	1121,5	1225,0	1395,8	1417,7	1768,5	2050,0	2255,4	2297,4	2707,5	3011,0	3470,4	3944,8	4280,1	4624,4
Demande intérieure	5745,5	5896,2	6451,6	6710,2	7225,3	7297,1	7878,6	8393,2	8839,6	9191,2	9969,0	10616,2	11407,6	12197,4	12870,8	13601,0
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	-209,4	-93,8	-231,8	-95,0	-492,5	-339,4	-526,3	-548,5	-456,4	-485,3	-640,1	-746,2	-855,8	-963,8	-961,7	-978,2
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1094,6	1358,4	1667,1	2083,0	1664,4	1888,8	2021,0	2122,0	2304,8	1729,4	1946,5	2317,9	2670,7	2968,2	3266,2	3743,3
Exportations de biens	878,7	1119,7	1419,8	1843,1	1414,4	1633,8	1748,2	1835,6	1978,3	1471,8	1679,8	2007,8	2332,3	2600,8	2869,1	3313,9
Exportations de services	215,9	238,7	247,3	239,9	250,0	255,0	272,8	286,5	326,6	257,7	266,7	310,1	338,4	367,3	397,1	429,3
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1304,0	1452,1	1899,0	2177,9	2156,9	2228,2	2547,3	2670,6	2761,2	2214,7	2586,6	3064,1	3526,6	3932,0	4228,0	4721,5
Importations de biens	1185,1	1313,9	1703,5	1968,5	1918,3	1976,8	2273,4	2387,0	2467,7	2007,2	2371,9	2798,3	3236,5	3617,1	3887,6	4353,5
Importations de services	118,9	138,2	195,5	209,4	238,6	251,3	273,9	283,5	293,5	207,5	214,7	265,8	290,1	314,8	340,4	368,0
PIB aux prix du marché	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10551,8	11233,6	11909,1	12622,8

Scénario de référence

TAUX DE CROISSANCE DES EMPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	3,7	2,3	4,5	2,9	6,3	0,9	3,9	3,8	3,8	4,7	5,3	4,7	4,4	4,0	4,1	4,5
Secteur privé	3,7	1,9	4,0	3,7	5,3	1,9	3,5	3,5	3,5	3,2	4,8	5,0	3,1	3,8	4,0	4,1
Administration centrale	3,3	4,8	7,9	-2,3	13,6	-6,3	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	3,5	11,5	5,0	4,8	6,3
Formation brute de capital fixe	4,1	-0,4	46,3	12,2	5,0	0,3	25,3	16,2	10,4	2,1	17,8	11,3	15,4	13,8	8,6	8,1
Secteur privé	5,6	-0,5	57,7	16,5	5,0	-0,5	30,6	18,7	16,5	-7,1	15,3	9,5	7,0	16,9	10,4	7,0
Administration centrale	0,3	-0,3	16,1	-3,3	5,0	3,9	3,6	3,5	-25,9	88,4	29,6	19,0	47,2	5,3	2,8	11,6
Variation des stocks	-10,8	-91,9	1275,6	77,8	-117,7	109,6	0,0	0,0	-13,5	-17,3	21,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissement	5,1	5,0	40,7	9,2	13,9	1,6	24,7	15,9	10,0	1,9	17,9	11,2	15,3	13,7	8,5	8,0
Demande intérieure	3,9	2,6	9,4	4,0	7,7	1,0	8,0	6,5	5,3	4,0	8,5	6,5	7,5	6,9	5,5	5,7
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	35,9	-55,2	147,2	-59,0	418,6	-31,1	55,1	4,2	-16,8	6,3	31,9	16,6	14,7	12,6	-0,2	1,7
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-9,7	24,1	22,7	24,9	-20,1	13,5	7,0	5,0	8,6	-25,0	12,6	19,1	15,2	11,1	10,0	14,6
Exportations de biens	-13,7	27,4	26,8	29,8	-23,3	15,5	7,0	5,0	7,8	-25,6	14,1	19,5	16,2	11,5	10,3	15,5
Exportations de services	11,3	10,5	3,6	-3,0	4,2	2,0	7,0	5,0	14,0	-21,1	3,5	16,3	9,1	8,5	8,1	8,1
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-4,6	11,4	30,8	14,7	-1,0	3,3	14,3	4,8	3,4	-19,8	16,8	18,5	15,1	11,5	7,5	11,7
Importations de biens	-3,5	10,9	29,7	15,6	-2,6	3,1	15,0	5,0	3,4	-18,7	18,2	18,0	15,7	11,8	7,5	12,0
Importations de services	-13,8	16,3	41,4	7,2	13,9	5,3	9,0	3,5	3,5	-29,3	3,5	23,8	9,1	8,5	8,1	8,1
PIB aux prix du marché	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	6,5	6,5	6,0	6,0

E P A R G N E - I N V E S T I S S E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne Intérieure Brute	526,4	506,1	742,1	710,8	948,4	1108,4	1358,7	1634,4	1738,3	2059,1	2402,2	3366,3	3612,4	3953,0	4210,0	4586,9
Publique	153,6	208,7	243,8	183,1	85,4	106,3	326,2	389,0	412,3	315,6	461,1	572,0	633,4	731,5	849,8	967,7
Privée	372,8	297,4	498,3	527,7	863,0	1002,1	1032,5	1245,4	1326,0	1743,5	1941,1	2794,3	2979,0	3221,5	3360,2	3619,2
Epargne Nationale Brute	585,9	574,4	833,6	825,6	994,3	1210,2	1458,8	1730,1	1823,9	2152,0	2427,5	3357,3	3571,8	3916,8	4165,9	4539,2
Investissement Total	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	4212,1	4552,5	4802,5	5212,5
Public	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	640,0	673,8	692,6	773,0
Privé	584,7	622,9	878,0	994,9	1108,8	1119,0	1453,6	1764,3	1945,9	1892,0	2277,4	3244,3	3572,1	3878,7	4109,9	4439,5

Scénario de référence

BALANCE DES PAIEMENTS (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance commerciale						-311,7	-408,5	-456,0	-422,9	-250,2	-428,0	-598,4	-599,7	-599,5	-592,5	-625,6
Balance des Biens						-65,6	-199,5	-308,6	-260,4	-89,7	-195,4	-372,6	-353,4	-332,1	-303,5	-313,1
Exportation FOB						1680,3	1730,7	1857,6	1790,9	1720,5	2019,9	2002,2	2256,1	2525,9	2814,3	3283,1
Importation FOB						1745,9	1930,2	2166,2	2051,4	1810,2	2215,4	2374,9	2609,4	2858,0	3117,7	3596,1
Balance des services						-246,1	-209,0	-147,4	-162,4	-160,5	-232,6	-225,7	-246,3	-267,4	-289,1	-312,5
Crédit						209,9	193,8	264,6	309,6	293,1	283,7	363,8	397,0	430,9	465,8	503,6
Débit						-456,0	-402,8	-412,0	-472,1	-453,6	-516,3	-589,5	-643,3	-698,3	-754,9	-816,2
Revenus primaires						-22,4	-18,5	-30,6	-41,5	-69,7	-100,2	-123,0	-134,2	-145,7	-157,5	-170,3
						-25,6	-60,9	-23,7	-38,8	-70,6	-66,8	-113,1	-100,1	-106,7	-110,0	-131,6
Revenus secondaires						124,2	118,6	126,3	127,1	162,6	125,5	114,0	93,7	109,5	113,4	122,7
Transfert public						45,8	41,4	58,8	49,4	107,6	48,7	41,0	14,0	23,0	20,0	21,6
Transfert privé						78,4	77,2	67,5	77,6	55,0	76,9	73,0	79,7	86,5	93,5	101,1
Solde courant						-209,9	-308,3	-360,3	-337,3	-157,3	-402,7	-607,4	-640,3	-635,7	-636,6	-673,2
<i>bors dons</i>						-255,7	-349,7	-419,1	-386,7	-264,9	-451,4	-648,4	-654,3	-658,7	-656,6	-694,8
Compte de capital						81,6	113,9	109,1	116,3	100,5	143,8	119,4	132,1	143,1	154,7	164,4
						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital						81,7	113,9	109,1	116,3	100,5	146,7	119,4	132,1	143,1	154,7	164,4
Administration publique						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	61,7	66,7	72,1	75,1
Remise de dettes						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	61,7	66,7	72,1	75,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						46,6	40,7	39,0	41,5	36,5	43,9	64,5	70,4	76,4	82,6	89,3
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits						-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier						38,5	-72,1	-444,7	-262,6	-361,8	-853,6	-497,7	-532,0	-549,2	-687,1	-553,7
Investissement direct						-67,8	-98,1	-102,4	-112,0	-87,6	-168,1	-204,8	-219,4	-238,1	-257,5	-278,3
Investissements de portefeuille						-50,8	-54,5	54,0	-125,0	-76,4	-503,9	-172,3	-98,1	-106,5	-220,7	-124,5
Dérivés financiers						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements						157,1	80,5	-396,3	-25,6	-197,7	-181,6	-120,5	-214,4	-204,5	-209,0	-150,9
Erreurs et omissions nettes						2,4	4,0	3,3	3,9	2,0	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde Global						-164,5	-118,3	196,9	45,6	306,9	597,7	9,7	23,8	56,6	205,2	44,9

Scénario de référence

SITUATION MONÉTAIRE (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONNAIE AU SENS LARGE ET SES COMPOSANTES																
Circulation fiduciaire	376,8	405,0	504,0	630,0	605,9	526,4	527,0	513,7	562,9	707,2	758,0	862,0	940,7	995,3	1076,1	1133,3
Billets et monnaies mis en circulation	427,2	461,5	562,1	698,6	664,7	580,9	575,2	568,9	622,8	771,4	834,7	924,4	1008,8	1067,4	1154,0	1215,4
Encaisses des banques (à déduire)	37,5	50,2	50,1	63,9	54,3	48,1	41,7	48,7	53,4	57,8	70,2	55,9	61,0	64,5	69,8	73,5
Encaisses des Trésors (à déduire)	12,8	6,4	8,0	4,7	4,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	7,1	7,5	8,1	8,6
Dépôts transférables	476,6	464,0	566,1	622,6	677,4	705,8	738,3	827,6	888,9	1051,0	1404,3	1666,4	1818,5	1973,8	2134,0	2307,1
BCEAO	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7
Banques	468,0	458,8	557,1	613,8	666,5	694,7	727,4	816,6	878,1	1039,8	1393,3	1655,4	1806,5	1960,8	2119,9	2291,9
CCP et CNE	8,3	4,9	8,6	8,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	11,5	12,4	13,4	14,5
Masse monétaire (M1)	853,4	869,0	1070,1	1252,6	1283,3	1232,2	1265,3	1341,3	1451,8	1758,1	2162,3	2528,3	2759,2	2969,1	3210,0	3440,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	463,8	546,4	590,6	712,9	802,8	857,6	846,3	871,6	894,2	993,8	1048,2	1099,9	1335,0	1474,7	1594,4	1753,8
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Autres Institutions de Dépôt (AID)	463,8	546,4	590,6	712,9	802,6	857,4	846,1	871,4	894,0	993,5	1048,0	1099,7	1334,8	1474,5	1594,1	1753,5
Masse monétaire (M2)	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	4094,1	4443,8	4804,4	5194,2
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE																
Actifs Extérieurs Nets	794,3	877,8	1014,9	1192,9	1273,0	1108,5	990,2	1187,1	1232,7	1539,7	2137,2	2146,9	2170,7	2227,2	2432,4	2477,3
BCEAO	345,2	240,4	213,1	258,8	303,3	40,1	203,6	426,0	314,0	260,3	144,1	-171,6	-187,2	-203,2	-219,7	-237,5
Banques	449,1	637,4	801,8	934,2	969,7	1068,4	786,7	761,1	918,7	1279,5	1993,1	2318,4	2357,9	2430,4	2652,1	2714,9
Créances intérieures	789,7	826,4	940,6	1087,5	1119,5	1336,3	1520,3	1543,9	1443,3	1714,4	1706,2	2119,7	2325,0	2559,0	2419,5	2614,1
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-120,6	-168,2	-164,8	-128,2	-131,2	30,5	189,3	-40,0	-207,1	52,3	-71,2	3,4	26,7	64,4	-277,5	-301,8
BCEAO	-70,8	-37,6	13,8	2,7	-43,4	13,9	-69,3	-226,1	-167,8	7,9	87,5	53,3	420,3	1012,9	-4361,5	-4743,5
Banques	-49,8	-130,7	-178,6	-131,0	-87,7	16,6	258,6	186,1	-39,3	44,4	-158,7	-49,9	-393,6	-948,5	4084,0	4441,7
Créances sur l'économie	910,4	994,7	1105,4	1215,7	1250,6	1305,8	1331,0	1584,0	1650,5	1662,1	1777,4	2116,3	2298,3	2494,5	2697,0	2915,8
BCEAO	6,2	6,5	6,6	6,9	6,3	6,1	4,4	4,0	4,0	4,0	3,5	3,1	3,3	3,6	3,9	4,2
Banques	904,2	988,2	1098,8	1208,9	1244,3	1299,7	1326,6	1580,0	1646,4	1658,1	1773,9	2113,3	2295,0	2490,9	2693,1	2911,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	218,3	220,2	235,6	260,5	302,6	280,1	350,4	346,3	392,8	460,8	548,7	625,4	682,5	740,7	800,9	865,8
Actions et autres participations dans les ID	160,9	164,2	175,4	202,6	224,2	210,5	261,1	239,6	273,7	337,0	390,5	450,8	492,0	534,0	577,4	624,2
BCEAO	0,2	0,2	2,7	3,6	7,1	13,1	15,7	12,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Banques	160,7	164,0	172,7	199,0	217,1	197,4	245,4	227,5	273,7	336,8	390,3	450,6	491,8	533,8	577,1	623,9
Engagements non monétaires des ID	57,4	55,9	60,2	57,9	78,4	69,6	89,3	106,7	119,1	123,8	158,1	174,5	190,5	206,7	223,5	241,6
Dépôts exclus de M2	34,5	35,2	37,6	37,4	47,5	37,6	42,2	66,8	59,2	71,2	79,6	124,7	136,1	147,7	159,7	172,6
Emprunts	19,2	16,2	19,8	19,3	30,0	31,5	47,0	39,9	59,8	52,6	78,6	49,9	54,4	59,1	63,8	69,0
Titres autres qu'actions exclus de M2	3,7	4,5	2,9	1,2	0,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments nets	48,5	68,6	59,2	54,4	3,7	74,9	48,5	171,7	-62,7	41,5	84,3	13,0	13,0	36,7	20,9	23,5
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-8,3	-4,9	-8,6	-8,5	-10,5	-10,5	-10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contreparties de M2	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	4094,1	4443,8	4804,4	5194,2

Scénario de référence

INDICATEURS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Variations (en %)																
Taux de croissance du P.I.B. au prix de 2015 selon le SCN 2008	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	6,5	6,5	6,0	6,0
Recettes budgétaires totales	0,4	19,3	10,1	-1,8	5,0	-9,0	26,6	8,9	5,8	5,0	13,5	15,7	11,2	11,6	11,8	10,7
Dépenses totales et Prêt nets	7,5	8,1	16,7	-3,7	35,5	-12,6	21,3	-0,9	-6,0	40,1	13,3	10,3	4,8	7,6	6,2	10,1
Exportations de biens et services (BCEAO)							3,0	7,3	-3,6	-3,9	17,4	-0,9	12,7	12,0	11,4	16,7
Importations de biens et services (BCEAO)							10,6	12,2	-5,3	-11,8	22,4	7,2	9,9	9,5	9,1	15,3
Ratios en % du P.I.B																
EPARGNE - INVESTISSEMENT																
Taux d'investissement	16,5	15,3	18,9	19,3	20,7	20,3	24,0	26,4	25,6	25,6	28,9	36,5	35,6	35,4	34,5	34,7
Public	4,9	4,3	4,7	4,1	4,3	4,3	4,3	4,1	2,6	4,6	5,6	6,6	5,4	5,2	5,0	5,1
Privé	11,6	11,0	14,2	15,2	16,5	16,0	19,7	22,3	23,1	21,0	23,2	29,9	30,2	30,2	29,6	29,5
Epargne Intérieure Brute	10,4	8,9	12,0	10,8	14,1	15,8	18,4	20,6	20,6	22,9	24,5	31,0	30,5	30,7	30,3	30,5
Publique	3,0	3,7	3,9	2,8	1,3	1,5	4,4	4,9	4,9	3,5	4,7	5,3	5,3	5,7	6,1	6,4
Privée	7,4	5,2	8,1	8,0	12,8	14,3	14,0	15,7	15,7	19,4	19,8	25,7	25,1	25,1	24,2	24,1
Epargne Nationale	11,6	10,1	13,5	12,6	14,8	17,3	19,8	21,8	21,6	23,9	24,7	30,9	30,2	30,5	30,0	30,2
Solde Epargne - Investissement	-4,8	-5,2	-5,4	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,4	-4,9	-4,6	-4,5
TOFE																
Recettes totales	12,0	12,7	12,9	11,9	12,2	10,6	12,8	13,0	12,9	12,7	13,2	13,8	14,1	14,5	15,0	15,3
Recettes fiscales	10,6	10,5	10,8	10,7	10,6	9,2	9,7	10,2	10,6	10,5	11,0	12,2	12,8	13,2	13,7	14,0
Recettes non fiscales	1,4	2,2	2,1	1,2	1,6	1,5	3,1	2,7	2,3	2,2	2,2	1,6	1,3	1,3	1,3	1,3
Dépenses totales	15,0	14,3	15,4	14,0	18,5	15,5	17,9	16,5	14,6	19,1	19,9	19,8	19,0	18,9	18,5	18,9
Masse salariale	5,0	4,9	4,9	4,8	5,1	5,1	4,6	4,5	4,4	4,6	4,2	4,0	4,7	4,8	4,8	4,7
Investissement public	4,5	3,8	4,7	3,8	5,6	4,3	6,7	5,6	3,9	6,9	8,2	8,8	7,7	7,5	7,1	7,4
Contribution budgétaire à l'investissement	2,1	2,3	2,2	1,7	3,2	2,5	4,2	3,5	2,7	4,0	5,3	5,5	4,5	4,0	3,6	4,4
Solde primaire (définition étroite)	-0,1	0,4	0,8	0,0	-3,1	-2,1	-1,1	0,2	1,1	-1,5	-1,5	-1,0	-0,1	0,8	1,6	1,5
Solde primaire (définition large)	-2,7	-1,2	-2,2	-1,8	-5,7	-4,0	-3,6	-1,9	-0,1	-4,5	-4,4	-4,4	-3,3	-2,8	-2,0	-2,0
Déficit global (base ordonancement, dons compris)	-1,2	-0,3	-1,9	-1,4	-5,9	-4,4	-4,3	-2,9	-0,5	-4,7	-5,7	-5,5	-4,3	-3,7	-2,9	-2,9
SECTEUR EXTERIEUR																
Exportations de Biens et Services						27,0	26,1	26,8	24,9	22,4	23,5	21,8	22,4	23,0	23,6	25,2
Importations de Biens et Services						31,4	31,6	32,5	29,9	25,1	27,8	27,3	27,5	27,7	27,9	29,4
Balance de Biens et Services						-4,4	-5,5	-5,8	-5,0	-2,8	-4,4	-5,5	-5,1	-4,7	-4,3	-4,2
Taux d'ouverture						24,5	24,8	25,4	22,8	19,6	21,6	20,2	20,5	20,9	21,3	22,9
Balance courante (- = déficit)						-3,0	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,4	-4,9	-4,6	-4,5
Balance globale						-2,3	-1,6	2,5	0,5	3,4	6,1	0,1	0,2	0,4	1,5	0,3
POUR MÉMOIRE																
Exportations Biens et Services						1890,2	1924,5	2122,2	2100,6	2013,6	2303,7	2366,0	2653,0	2956,7	3280,1	3786,7
Importations Biens et Services						2201,9	2333,0	2578,2	2523,5	2263,8	2731,7	2964,4	3252,7	3556,2	3872,6	4412,3
PIB (en milliards de fcfa)	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11845,4	12857,0	13900,5	15028,3

ANNEXE 3

Cahier Statistique Scénarii alternatifs

Ce cahier statistique présente, pour les scénarii optimiste et pessimiste, les données économiques et financières du Bénin sur la période 2011-2026.

Scénario optimiste

TOFE : RECETTES ET DEPENSES (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes totales	605,6	722,5	795,4	780,8	819,5	745,7	944,4	1 028,6	1 088,0	1 142,1	1 295,7	1 498,6	1 759,9	2 038,4	2 378,1	2 778,9
Fiscales	534,7	598,1	668,1	701,2	713,1	641,1	712,8	811,4	893,3	947,9	1 082,3	1 320,7	1 560,7	1 819,3	2 148,0	2 537,3
Recettes douanières	261,2	318,1	371,6	362,1	345,7	288,5	316,0	331,9	358,0	331,5	397,4	429,8	524,7	607,0	706,7	877,8
Recettes des impôts	273,5	280,1	296,5	339,1	367,4	352,6	396,8	479,4	535,3	616,3	684,9	890,9	1 036,0	1 212,3	1 441,3	1 659,5
Non fiscales	70,9	124,4	127,3	79,5	106,4	104,6	231,6	217,2	194,8	194,2	213,4	177,8	199,2	219,1	230,0	241,5
Dépenses totales et prêts nets	754,7	815,8	952,0	916,5	1 242,3	1 086,3	1 318,1	1 305,9	1 227,3	1 719,9	1 949,4	2 149,5	2 313,2	2 485,4	2 789,4	3 152,5
Dépenses courantes	515,7	592,4	632,7	683,4	845,3	781,1	820,2	857,8	900,8	1 095,6	1 145,0	1 198,1	1 315,9	1 479,9	1 671,5	1 986,3
Dépenses primaires	500,7	569,3	612,8	665,1	809,0	717,8	713,8	731,8	766,2	919,4	925,1	1 019,5	1 112,8	1 256,5	1 422,9	1 718,0
Dépenses de personnel	253,2	279,4	300,3	317,4	343,4	353,8	337,3	356,7	369,7	416,5	407,8	436,1	470,5	547,6	617,4	696,8
Pensions et bourses	48,7	55,5	61,2	67,5	75,0	78,4	95,6	92,2	90,5	92,9	90,5	92,9	95,3	97,7	100,1	102,4
Transferts courants	109,5	124,5	132,3	176,4	249,5	185,5	166,6	179,4	180,9	233,0	259,2	320,6	368,7	424,0	508,8	712,4
Autres dépenses	89,3	110,0	119,0	103,9	141,1	100,1	114,3	103,6	125,1	176,9	167,6	169,8	178,3	187,3	196,6	206,4
Intérêts	15,0	23,1	19,9	18,3	36,3	63,3	106,4	126,0	134,6	176,3	219,9	178,7	203,0	223,4	248,6	268,3
Dettes intérieure	7,1	12,5	10,1	8,1	20,3	51,4	88,4	108,8	106,8	105,7	153,1	90,2	115,0	136,3	160,0	179,5
Dettes extérieure	7,8	10,6	9,8	10,3	16,0	11,9	18,0	17,1	27,8	70,6	66,8	88,5	88,0	87,1	88,6	88,8
Dépenses d'équipements et prêts nets	239,1	223,3	319,3	233,1	397,0	305,2	497,9	448,2	326,5	624,2	804,4	951,3	997,4	1 005,6	1 117,9	1 166,2
Dépenses d'équipements	226,6	217,3	288,1	249,6	376,9	299,6	491,5	445,6	330,4	622,4	802,7	954,9	997,4	1 005,6	1 117,9	1 166,2
Contributions budgétaires	107,5	129,6	133,8	114,6	216,6	178,5	313,0	279,1	228,3	356,4	519,0	593,0	671,4	661,1	745,1	777,3
Financements extérieurs	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,7	361,9	326,0	344,5	372,8	388,9
Prêts nets (- = remboursement)	12,5	6,0	31,2	-16,5	20,2	5,5	6,4	2,5	-3,9	1,8	1,7	-3,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Programme social d'urgence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (définition étroite)	-2,6	23,6	48,8	1,1	-206,1	-150,6	-82,4	17,6	93,5	-133,7	-148,4	-113,9	-24,3	120,8	210,1	283,5
Solde primaire courant (définition large)	-134,2	-70,1	-136,7	-117,5	-386,6	-277,3	-267,3	-151,4	-4,6	-401,5	-433,8	-472,2	-350,3	-223,7	-162,7	-105,4
Déficit global (base ordonnancement)	-149,1	-93,2	-156,6	-135,8	-422,9	-340,6	-373,7	-277,3	-139,2	-577,8	-653,7	-650,9	-553,3	-447,1	-411,3	-373,7
Variation d'arriérés	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés extérieurs (Intérêt + principal)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiement pendant la période complémentaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en rapprochements	-7,8	5,3	13,0	-28,1	10,3	0,8	14,6	-3,7	-7,3	0,0	15,3	82,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base caisse)	-168,6	-100,2	-147,4	-166,3	-422,8	-341,3	-364,4	-281,4	-146,6	-529,1	-638,4	-568,7	-553,3	-447,1	-411,3	-373,7

Scénario optimiste

T O F E : F I N A N C E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Financement	168,6	100,2	147,4	166,3	422,8	341,3	364,4	281,4	146,6	529,1	638,4	568,7	553,3	447,1	411,3	373,7
Intérieur	57,1	6,0	-28,8	39,8	291,4	224,2	185,9	-51,4	-302,9	158,4	-380,8	212,5	270,2	167,3	131,4	113,1
Financement Bancaire (PNG)	100,4	-9,9	10,4	33,6	121,4	158,0	-69,6	-57,1	7,7	259,3	-123,4	74,5	204,3	101,4	65,5	47,2
Utilisation nette des ressources du FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Tirage FMI					-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Déboursement	18,3	16,4	8,0	7,9	0,0	0,0	25,8	23,0	25,7	171,3	94,2	181,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement	-0,1	-0,3	-0,4	-1,1	-3,6	-5,1	-7,9	-8,8	-11,2	-3,2	0,0	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Concours du FMI adossés aux DTS					0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres financements bancaires	82,2	-26,0	2,8	26,9	125,1	163,1	-87,4	-71,2	-6,8	91,2	-217,6	-101,7	209,6	106,8	70,9	52,6
Financement Non Bancaire et vente d'actifs	-43,3	15,9	-39,2	6,1	170,0	66,2	255,5	5,7	-310,6	-103,0	-257,4	138,0	65,9	65,9	65,9	65,9
Financement non bancaire	-12,8	27,1	-23,4	14,8	177,4	73,3	262,5	15,4	-309,7	-103,1	-256,7	141,1	65,9	65,9	65,9	65,9
Vente d'actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-8,0	0,0	0,0	0,0	-3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Réhabilitation du système bancaire	-30,5	-11,2	-15,8	-8,7	-7,4	-7,1	-7,0	-1,7	-0,9	0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieur	111,5	94,2	176,2	126,5	131,4	117,1	178,5	332,7	449,5	370,7	1 019,2	356,1	283,2	279,8	279,9	260,5
Financement projet	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,6	361,9	326,0	344,5	372,8	388,9
Dons/projets	76,8	43,4	28,1	35,9	28,8	26,1	43,3	31,2	66,8	46,9	54,6	54,6	81,5	81,4	88,1	95,4
Prêts/projets	42,3	44,3	126,2	99,2	131,4	95,0	135,3	135,3	35,2	219,1	229,0	307,2	244,5	263,1	284,7	293,5
Amortissement dû	-17,9	-25,0	-28,2	-26,6	-28,9	-24,3	-51,8	-28,8	-41,7	-50,5	-313,9	-101,8	-104,0	-149,0	-170,5	-205,3
Placement de titres auprès de banques régionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement programme	10,3	31,5	50,1	18,0	0,0	20,2	51,7	195,0	64,2	155,2	65,6	96,1	61,2	84,3	77,6	76,9
Dons programme	10,3	31,5	12,8	8,2	0,0	8,6	14,0	16,0	30,8	105,3	37,4	0,0	18,5	18,6	11,9	4,6
Prêts programme	0,0	0,0	37,3	9,8	0,0	11,6	37,8	179,0	33,3	49,9	28,2	96,1	42,7	65,7	65,7	59,7
Eurobond	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	325,0	0,0	983,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'arriérés en principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement (- = excès)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement attendu de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide bilatérale et multilatérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Scénario optimiste

PIB N O M I N A L (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1300,0	1465,8	1562,7	1680,4	1776,9	1944,2	2101,2	2223,3	2266,2	2442,2	2798,6	2919,5	3220,6	3477,3	3820,2	4242,0
Agriculture	1019,1	1157,3	1247,4	1317,5	1347,7	1486,8	1648,8	1743,5	1761,6	1968,1	2238,3	2306,6	2559,9	2777,5	3067,2	3425,8
Elevage, chasse	141,6	150,7	156,8	188,1	243,7	263,4	263,5	280,6	304,1	266,9	382,0	398,8	436,9	464,3	502,0	545,4
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	139,2	157,8	158,5	174,8	185,6	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3	214,0	223,8	235,4	251,0	270,8
Secteur Secondaire	914,0	964,5	1066,1	1076,5	1103,2	1100,0	1114,2	1159,9	1375,5	1467,6	1615,4	1847,2	2099,0	2397,1	2751,9	3184,3
Activités Extractives	12,6	15,0	13,2	24,8	26,1	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4	44,0	49,3	56,9	65,7	77,1
Industrie Agro-alimentaire	389,6	421,7	463,8	466,7	434,9	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2	674,8	728,8	808,8	899,2	1001,6
Autres Industries manufacturières	201,7	187,6	211,4	214,5	240,8	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8	391,5	434,0	482,6	536,5	596,5
Electricité et eau	43,1	75,5	71,5	80,2	89,4	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2	93,6	104,0	116,2	128,0	141,0
BTP	267,0	264,8	306,1	290,1	312,0	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9	643,4	782,9	932,6	1122,5	1368,2
Secteur Tertiaire	2367,4	2780,0	3055,5	3248,7	3315,3	3376,7	3569,7	3865,9	4049,7	4315,0	4501,2	5090,1	5598,4	6158,5	6817,2	7577,0
Commerce	609,9	708,8	856,3	877,9	867,8	926,9	970,2	1030,6	1035,3	1058,0	1160,1	1247,7	1388,6	1544,7	1740,4	1972,2
Restaurants et hôtels	214,0	211,0	220,4	240,5	238,8	207,2	216,9	224,1	251,8	253,4	312,6	322,9	354,7	390,8	434,5	485,2
Transports	304,9	456,7	519,3	543,0	580,0	629,7	659,1	706,9	795,0	857,0	712,7	956,3	1058,4	1188,2	1334,0	1483,1
Postes et télécommunications	117,8	171,4	192,9	201,7	134,2	129,7	135,1	143,1	153,2	156,1	162,8	195,1	212,0	233,2	257,0	280,5
Banques et organismes financiers	92,2	96,1	72,6	122,3	106,3	120,1	117,6	121,3	132,5	134,2	128,4	140,1	152,2	166,2	184,0	202,2
Administration publique et sécurité sociale	308,5	357,4	382,5	400,0	461,1	426,6	461,1	577,0	511,8	595,3	670,4	743,6	796,5	857,3	929,0	1013,9
Education	249,7	264,3	287,6	301,4	334,2	291,1	317,2	331,2	367,4	420,8	444,3	487,7	519,9	559,5	606,3	661,7
Santé et actions sociales	42,5	46,7	50,1	60,1	75,3	64,6	70,2	73,2	82,7	93,9	108,5	118,6	125,1	132,1	141,1	154,0
Autres services	427,8	467,8	473,7	501,8	517,7	580,8	622,3	658,7	720,2	746,3	801,4	878,1	991,0	1086,4	1190,9	1324,1
PIB aux coûts des facteurs	4581,3	5210,3	5684,2	6005,6	6195,4	6420,9	6785,1	7249,2	7691,5	8224,8	8915,2	9856,7	10917,9	12032,8	13389,3	15003,2
Impôts et taxes nets des subventions	457,9	477,9	498,3	553,7	537,4	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5	997,8	1117,5	1278,0	1458,0	1679,1
TOTAL PIB	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	12035,4	13310,8	14847,3	16682,4

PIB C O N S T A N T, P R I X 2 0 1 5, S C N 2 0 0 8 (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1466,7	1546,5	1641,0	1776,5	1776,9	1936,3	2082,7	2235,4	2350,7	2391,9	2516,2	2637,6	2830,8	3043,3	3290,4	3581,6
Agriculture	1083,3	1149,1	1232,3	1361,6	1347,7	1496,5	1626,3	1767,2	1854,7	1891,7	1978,8	2068,3	2229,7	2419,2	2632,1	2882,1
Elevage et chasse	224,1	231,9	236,5	237,3	243,7	251,7	270,9	284,4	306,9	305,3	335,6	360,5	387,2	403,4	427,6	455,4
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	159,2	165,5	172,3	177,6	185,6	188,1	185,6	183,7	189,1	194,9	201,8	208,8	214,0	220,7	230,7	244,1
Secteur Secondaire	847,7	878,7	933,2	969,5	1103,2	1113,0	1118,2	1172,4	1331,3	1400,2	1527,9	1648,4	1835,8	2058,1	2313,3	2621,1
Activités Extractives	29,4	27,7	22,7	-22,8	26,1	26,7	26,8	29,5	33,4	36,5	39,3	41,6	46,6	52,3	58,6	67,4
Industrie Agro-Alimentaire	374,6	369,0	380,0	419,5	434,9	454,3	463,3	490,2	532,6	545,2	563,2	604,1	652,5	709,9	773,8	845,0
Autres Industries manufacturières	184,3	191,8	205,5	216,5	240,8	264,9	251,8	252,0	293,1	308,3	333,4	357,7	388,8	423,8	461,9	503,5
Electricité et eau	42,2	75,9	73,2	82,4	89,4	53,2	55,4	57,2	63,1	72,2	77,9	84,1	91,7	100,4	108,4	117,1
BTP	217,2	214,3	251,9	274,0	312,0	314,0	321,0	343,4	409,0	438,0	514,0	560,9	656,2	771,7	910,6	1088,2
Secteur Tertiaire	2750,0	2904,3	3158,6	3316,1	3315,3	3376,7	3561,1	3764,1	3960,5	4152,8	4428,9	4694,9	5000,8	5357,3	5799,0	6318,5
Commerce	768,9	783,4	899,9	904,4	867,8	949,2	969,2	1015,2	1040,6	1049,0	1109,9	1165,8	1241,6	1340,9	1488,4	1653,6
Restaurants et hôtels	201,5	202,8	212,3	236,7	238,8	209,6	217,0	227,8	249,5	246,6	271,0	283,7	305,5	329,9	359,6	393,8
Transports	434,1	485,6	545,4	554,4	580,0	617,6	660,2	699,7	732,8	748,7	810,7	865,3	938,9	1023,4	1115,5	1215,9
Postes et télécommunications	163,1	181,8	202,3	206,0	134,2	127,4	135,1	141,9	148,8	153,3	166,7	183,3	195,3	208,5	223,1	238,8
Banques et organismes financiers	53,7	71,9	73,3	109,3	106,3	117,8	121,0	123,4	127,6	131,4	124,5	132,4	137,7	146,0	157,0	169,0
Administration publique et sécurité sociale	375,0	373,0	392,5	417,8	461,1	430,4	460,4	488,1	516,5	591,1	641,4	694,1	721,8	754,3	793,5	849,1
Education	246,6	266,2	288,2	309,2	334,2	295,5	319,1	341,4	361,5	414,2	435,3	459,5	480,2	501,8	527,9	564,8
Santé et actions sociales	40,6	45,9	48,9	58,3	75,3	63,4	68,4	73,2	80,3	92,7	105,1	110,2	115,2	120,3	127,3	136,2
Autres services	466,4	493,7	495,8	520,0	517,7	565,7	610,8	653,6	702,9	726,0	764,2	800,6	864,7	932,1	1006,7	1097,3
Impôts et taxes nets des subventions	471,8	472,9	487,0	553,0	537,4	531,7	590,2	672,8	740,8	761,0	855,9	931,3	1022,6	1129,9	1264,4	1430,0
TOTAL PIB	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10689,9	11588,6	12667,1	13951,2

Scénario optimiste

TAUX DE CROISSANCE DU PIB CONSTANT, PRIX 2015, SCN 2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1,0	5,4	6,1	8,3	0,0	9,0	7,6	7,3	5,2	1,8	5,2	4,8	7,3	7,5	8,1	8,9
Agriculture	0,2	6,1	7,2	10,5	-1,0	11,0	8,7	8,7	4,9	2,0	4,6	4,5	7,8	8,5	8,8	9,5
Elevage et chasse	3,2	3,5	2,0	0,4	2,7	3,3	7,6	5,0	7,9	-0,5	9,9	7,4	7,4	4,2	6,0	6,5
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	2,7	3,9	4,1	3,1	4,5	1,3	-1,3	-1,0	2,9	3,1	3,5	3,5	2,5	3,1	4,5	5,8
Secteur Secondaire	0,2	3,7	6,2	3,9	13,8	0,9	0,5	4,8	13,6	5,2	9,1	7,9	11,4	12,1	12,4	13,3
Activités Extractives	1,2	-5,5	-18,2	-200,6	-214,2	2,4	0,2	10,4	13,2	9,1	7,9	5,8	12,0	12,2	12,0	15,0
Industrie Agro-alimentaire	9,7	-1,5	3,0	10,4	3,7	4,5	2,0	5,8	8,7	2,4	3,3	7,3	8,0	8,8	9,0	9,2
Autres Industries manufacturières	-14,4	4,0	7,1	5,4	11,2	10,0	-4,9	0,1	16,3	5,2	8,1	7,3	8,7	9,0	9,0	9,0
Electricité et eau	24,5	79,7	-3,6	12,6	8,5	-40,5	4,3	3,2	10,3	14,4	7,9	8,0	9,0	9,5	8,0	8,0
BTP	-4,1	-1,3	17,5	8,8	13,9	0,6	2,2	7,0	19,1	7,1	17,4	9,1	17,0	17,6	18,0	19,5
Secteur Tertiaire	8,7	5,6	8,8	5,0	0,0	1,9	5,5	5,7	5,2	4,9	6,6	6,0	6,5	7,1	8,2	9,0
Commerce	18,8	1,9	14,9	0,5	-4,0	9,4	2,1	4,7	2,5	0,8	5,8	5,0	6,5	8,0	11,0	11,1
Restaurants et hôtels	20,1	0,6	4,7	11,5	0,9	-12,2	3,5	5,0	9,5	-1,2	9,9	4,7	7,7	8,0	9,0	9,5
Transports	2,6	11,9	12,3	1,7	4,6	6,5	6,9	6,0	4,7	2,2	8,3	6,7	8,5	9,0	9,0	9,0
Postes et télécommunications	3,0	11,5	11,3	1,8	-34,8	-5,1	6,0	5,0	4,9	3,0	8,8	10,0	6,5	6,8	7,0	7,0
Banques et organismes financiers	-10,1	34,1	1,9	49,1	-2,8	10,9	2,7	2,0	3,4	3,0	-5,2	6,4	4,0	6,0	7,5	7,7
Administration publique et sécurité sociale	2,4	-0,5	5,2	6,5	10,4	-6,7	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	8,2	4,0	4,5	5,2	7,0
Education	5,3	8,0	8,3	7,3	8,1	-11,6	8,0	7,0	5,9	14,6	5,1	5,6	4,5	4,5	5,2	7,0
Santé et actions sociales	3,1	12,9	6,7	19,2	29,2	-15,9	8,0	7,0	9,7	15,4	13,5	4,8	4,5	4,5	5,8	7,0
Autres services	7,6	5,8	0,4	4,9	-0,4	9,3	8,0	7,0	7,6	3,3	5,3	4,8	8,0	7,8	8,0	9,0
PIB aux coûts des facteurs	4,9	5,2	7,6	5,7	2,2	3,7	5,2	6,1	6,6	4,0	6,6	6,0	7,6	8,2	9,0	9,8
Impôts et taxes nets des subventions	-13,9	0,3	3,0	13,6	-2,8	-1,1	11,0	14,0	10,1	2,7	12,5	8,8	9,8	10,5	11,9	13,1
TOTAL PIB	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	7,8	8,4	9,3	10,1

TAUX DE CROISSANCE DU PIB COURANT, SCN 2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	6,6	12,8	6,6	7,5	5,7	9,4	8,1	5,8	1,9	7,8	14,6	4,3	10,3	8,0	9,9	11,0
Agriculture	4,4	13,6	7,8	5,6	2,3	10,3	10,9	5,7	1,0	11,7	13,7	3,1	11,0	8,5	10,4	11,7
Elevage et chasse	19,7	6,4	4,0	20,0	29,6	8,1	0,0	6,5	8,4	-12,2	43,1	4,4	9,5	6,3	8,1	8,6
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	11,8	13,3	0,4	10,3	6,2	4,5	-2,7	5,5	0,7	3,3	-13,9	20,0	4,5	5,2	6,6	7,9
Secteur Secondaire	7,6	5,5	10,5	1,0	2,5	-0,3	1,3	4,1	18,6	6,7	10,1	14,3	13,6	14,2	14,8	15,7
Activités Extractives	-14,6	18,4	-11,6	87,6	5,2	1,8	6,5	7,9	12,8	13,6	3,4	8,8	12,0	15,6	15,4	17,3
Industrie agro-Alimentaire	16,1	8,2	10,0	0,6	-6,8	1,9	4,5	1,5	13,1	5,3	4,7	15,1	8,0	11,0	11,2	11,4
Autres Industries manufacturières	-7,6	-7,0	12,7	1,5	12,2	4,9	-2,3	3,8	17,3	4,2	9,9	13,9	10,9	11,2	11,2	11,2
Electricité et eau	25,8	75,1	-5,2	12,2	11,5	-40,4	4,1	0,6	8,5	17,5	14,0	15,2	11,2	11,7	10,2	10,2
BTP	8,2	-0,8	15,6	-5,2	7,5	4,0	-1,1	8,3	29,0	8,0	16,4	14,1	21,7	19,1	20,4	21,9
Secteur Tertiaire	12,6	17,4	9,9	6,3	2,0	1,9	5,7	8,3	4,8	6,5	4,3	13,1	10,0	10,0	10,7	11,1
Commerce	26,6	16,2	20,8	2,5	-1,2	6,8	4,7	6,2	0,5	2,2	9,7	7,6	11,3	11,2	12,7	13,3
Restaurants et hôtels	27,2	-1,4	4,5	9,1	-0,7	-13,2	4,7	3,3	12,4	0,6	23,4	3,3	9,9	10,2	11,2	11,7
Transports	7,1	49,8	13,7	4,6	6,8	8,6	4,7	7,2	12,5	7,8	-16,8	34,2	10,7	12,3	12,3	11,2
Postes et télécommunications	7,6	45,5	12,6	4,6	-33,5	-3,4	4,1	5,9	7,1	1,8	4,3	19,8	8,6	10,0	10,2	9,1
Banques et organismes financiers	-20,6	4,2	-24,4	68,4	-13,1	13,0	-2,1	3,1	9,2	1,3	-4,3	9,0	8,7	9,2	10,7	9,9
Administration publique et sécurité sociale	6,6	15,9	7,0	4,6	15,3	-7,5	8,1	25,1	-11,3	16,3	12,6	10,9	7,1	7,6	8,4	9,1
Education	9,1	5,8	8,8	4,8	10,9	-12,9	9,0	4,4	10,9	14,5	5,6	9,8	6,6	7,6	8,4	9,1
Santé et actions sociales	5,5	9,8	7,4	19,8	25,4	-14,3	8,7	4,3	13,0	13,6	15,5	9,3	5,5	5,5	6,9	9,1
Autres services	11,7	9,3	1,3	5,9	3,2	12,2	7,1	5,8	9,3	3,6	7,4	9,6	12,9	9,6	9,6	11,2
Impôts et taxes nets des subventions	-16,4	4,4	4,3	11,1	-2,9	8,7	1,0	14,0	10,1	5,8	14,1	11,5	12,0	14,4	14,1	15,2
TOTAL PIB	6,8	12,9	8,7	6,1	2,6	4,0	5,3	7,4	6,4	6,8	8,9	10,7	10,9	10,6	11,5	12,4

Scénario optimiste

DEFLATEUR DU PIB																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL PIB	3,7	7,7	1,4	-0,2	0,9	0,7	-0,4	0,7	-0,4	2,9	1,6	4,1	2,8	2,0	2,0	2,0
EMPLOIS DU PIB COURANT (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4487,6	4986,7	5267,3	5454,0	5829,5	5849,5	6129,2	6405,7	6643,8	7157,9	7589,4	7717,7	9102,6	10066,2	10974,5	12894,6
Secteur privé	3932,1	4353,7	4584,7	4786,2	5061,2	5129,3	5356,4	5581,0	5771,7	6131,0	6601,0	6626,0	7903,6	8700,8	9415,9	10991,1
Administration centrale	555,5	633,0	682,7	667,7	768,3	720,2	772,9	824,7	872,1	1026,9	988,4	1091,7	1198,9	1365,4	1558,6	1903,6
Formation brute de capital fixe	918,5	921,7	1280,3	1419,3	1379,9	1381,6	1728,7	2051,8	2122,7	2270,8	2790,6	3922,1	3719,1	4040,7	4678,4	4686,5
Secteur privé	673,6	675,7	992,2	1151,0	1092,9	1080,5	1415,1	1725,8	1907,4	1853,5	2237,8	3201,7	2929,8	3244,8	3793,6	3763,5
Administration centrale	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	789,4	795,9	884,8	923,0
Variation des stocks	-88,9	-52,8	-114,2	-156,1	15,9	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	39,6	42,6	42,6	42,6	42,6	42,6
Investissement	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	3761,8	4083,3	4721,1	4729,2
Demande intérieure	5317,2	5855,7	6433,5	6717,2	7225,3	7269,6	7896,4	8496,1	8805,0	9467,2	10419,6	11682,4	12864,3	14149,5	15695,6	17623,8
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	-278,0	-167,4	-250,9	-157,8	-492,5	-264,3	-521,1	-574,1	-372,7	-458,4	-609,9	-827,9	-828,9	-838,7	-848,3	-941,4
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1050,6	1359,3	1704,6	2061,6	1664,4	1933,9	2006,5	2160,7	2498,5	1790,3	2052,1	2350,3	2775,6	3147,8	3598,3	4278,1
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	832,6	1105,1	1445,9	1825,0	1414,4	1680,3	1730,7	1857,6	2144,5	1523,5	1770,9	2035,9	2404,2	2726,7	3116,9	3705,7
Exportations de services	218,1	254,2	258,6	236,7	250,0	253,6	275,8	303,1	354,0	266,7	281,1	314,4	371,3	421,1	481,4	572,4
Importation de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1328,6	1526,7	1955,5	2219,4	2156,9	2198,3	2527,6	2734,8	2871,2	2248,7	2662,0	3178,2	3604,5	3986,5	4446,7	5219,5
Importations de biens	1220,7	1391,4	1762,0	2008,7	1918,3	1964,6	2250,6	2434,8	2566,1	2038,0	2441,0	2902,5	3291,9	3640,7	4060,9	4766,8
Importations de services	108,0	135,3	193,5	210,7	238,6	233,6	277,0	300,0	305,2	210,7	221,0	275,7	312,7	345,8	385,7	452,8
PIB aux prix du marché	5039,2	5688,3	6182,6	6559,4	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	12035,4	13310,8	14847,3	16682,4
EMPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4986,1	5099,0	5330,1	5485,2	5829,5	5879,3	6110,1	6343,2	6584,2	6893,8	7261,5	7605,2	7198,4	7619,7	8026,6	9336,6
Secteur privé	4373,6	4457,3	4637,8	4808,7	5061,2	5159,1	5339,7	5526,6	5720,0	5904,7	6188,2	6494,6	6115,3	6433,6	6724,7	7777,7
Administration centrale	612,5	641,7	692,3	676,5	768,3	720,2	770,4	816,7	864,2	989,1	1073,3	1110,6	1083,1	1186,1	1301,9	1558,8
Formation brute de capital fixe	804,4	800,9	1171,9	1314,6	1379,9	1384,4	1735,2	2016,7	2226,6	2273,6	2678,7	2982,1	4015,5	4451,6	5146,9	5163,2
Secteur privé	584,0	581,1	916,7	1067,8	1120,7	1115,0	1456,1	1728,0	2012,5	1870,3	2156,2	2360,5	3018,2	3446,1	4029,0	3997,0
Administration centrale	220,5	219,8	255,2	246,9	259,2	269,4	279,0	288,7	214,1	403,3	522,5	621,6	997,4	1005,6	1117,9	1166,2
Variation des stocks	-45,0	-3,7	-50,4	-89,6	15,9	33,3	33,3	33,3	28,8	23,8	28,8	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9
Investissement	759,4	797,2	1121,5	1225,0	1395,8	1417,7	1768,5	2050,0	2255,4	2297,4	2707,5	3011,0	4044,4	4480,5	5175,7	5192,1
Demande intérieure	5745,5	5896,2	6451,6	6710,2	7225,3	7297,1	7878,6	8393,2	8839,6	9191,2	9969,0	10616,2	11242,8	12100,2	13202,3	14528,6
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	-209,4	-93,8	-231,8	-95,0	-492,5	-339,4	-526,3	-548,5	-456,4	-485,3	-640,1	-746,2	-552,9	-511,5	-535,3	-577,4
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1094,6	1358,4	1667,1	2083,0	1664,4	1888,8	2021,0	2122,0	2304,8	1729,4	1946,5	2317,9	2829,5	3209,0	3668,2	4361,2
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	878,7	1119,7	1419,8	1843,1	1414,4	1633,8	1748,2	1835,6	1978,3	1471,8	1679,8	2007,8	2470,8	2802,2	3203,2	3808,3
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1304,0	1452,1	1899,0	2177,9	2156,9	2228,2	2547,3	2670,6	2761,2	2214,7	2586,6	3064,1	3382,4	3720,5	4203,5	4938,6
Importations de biens	1185,1	1313,9	1703,5	1968,5	1918,3	1976,8	2273,4	2387,0	2467,7	2007,2	2371,9	2798,3	3074,4	3379,9	3823,6	4492,7
Importations de services	118,9	138,2	195,5	209,4	238,6	251,3	273,9	283,5	293,5	207,5	214,7	265,8	308,0	340,6	379,9	445,9
PIB aux prix du marché	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10689,9	11588,6	12667,1	13951,2

Scénario optimiste

TAUX DE CROISSANCE DES EMPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	3,7	2,3	4,5	2,9	6,3	0,9	3,9	3,8	3,8	4,7	5,3	4,7	-5,3	5,9	5,3	16,3
Secteur privé	3,7	1,9	4,0	3,7	5,3	1,9	3,5	3,5	3,5	3,2	4,8	5,0	-5,8	5,2	4,5	15,7
Administration centrale	3,3	4,8	7,9	-2,3	13,6	-6,3	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	3,5	-2,5	9,5	9,8	19,7
Formation brute de capital fixe	4,1	-0,4	46,3	12,2	5,0	0,3	25,3	16,2	10,4	2,1	17,8	11,3	34,7	10,9	15,6	0,3
Secteur privé	5,6	-0,5	57,7	16,5	5,0	-0,5	30,6	18,7	16,5	-7,1	15,3	9,5	27,9	14,2	16,9	-0,8
Administration centrale	0,3	-0,3	16,1	-3,3	5,0	3,9	3,6	3,5	-25,9	88,4	29,6	19,0	60,4	0,8	11,2	4,3
Variation des stocks	-10,8	-91,9	1275,6	77,8	-117,7	109,6	0,0	0,0	-13,5	-17,3	21,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissement	5,1	5,0	40,7	9,2	13,9	1,6	24,7	15,9	10,0	1,9	17,9	11,2	34,3	10,8	15,5	0,3
Demande intérieure	3,9	2,6	9,4	4,0	7,7	1,0	8,0	6,5	5,3	4,0	8,5	6,5	5,9	7,6	9,1	10,0
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	35,9	-55,2	147,2	-59,0	418,6	-31,1	55,1	4,2	-16,8	6,3	31,9	16,6	-25,9	-7,5	4,6	7,9
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-9,7	24,1	22,7	24,9	-20,1	13,5	7,0	5,0	8,6	-25,0	12,6	19,1	22,1	13,4	14,3	18,9
Exportations de biens	-13,7	27,4	26,8	29,8	-23,3	15,5	7,0	5,0	7,8	-25,6	14,1	19,5	23,1	13,4	14,3	18,9
Exportations de services	11,3	10,5	3,6	-3,0	4,2	2,0	7,0	5,0	14,0	-21,1	3,5	16,3	15,7	13,4	14,3	18,9
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-4,6	11,4	30,8	14,7	-1,0	3,3	14,3	4,8	3,4	-19,8	16,8	18,5	10,4	10,0	13,0	17,5
Importations de biens	-3,5	10,9	29,7	15,6	-2,6	3,1	15,0	5,0	3,4	-18,7	18,2	18,0	9,9	9,9	13,1	17,5
Importations de services	-13,8	16,3	41,4	7,2	13,9	5,3	9,0	3,5	3,5	-29,3	3,5	23,8	15,9	10,6	11,5	17,4
PIB aux prix du marché	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	7,8	8,4	9,3	10,1

E P A R G N E - I N V E S T I S S E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne Intérieure Brute	526,4	506,1	742,1	710,8	948,4	1108,4	1358,7	1634,4	1738,3	2059,1	2402,2	3366,3	3193,9	3533,8	4195,9	4167,4
Publique	153,6	208,7	243,8	183,1	85,4	106,3	326,2	389,0	412,3	315,6	461,1	572,0	742,3	879,5	1055,3	1163,3
Privée	372,8	297,4	498,3	527,7	863,0	1002,1	1032,5	1245,4	1326,0	1743,5	1941,1	2794,3	2451,5	2654,3	3140,6	3004,2
Epargne Nationale Brute	585,9	574,4	833,6	825,6	994,3	1210,2	1458,8	1730,1	1823,9	2152,0	2427,5	3357,3	3156,9	3491,1	4139,4	4095,2
Investissement Total	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	3761,8	4083,3	4721,1	4729,2
Public	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	789,4	795,9	884,8	923,0
Privé	584,7	622,9	878,0	994,9	1108,8	1119,0	1453,6	1764,3	1945,9	1892,0	2277,4	3244,3	2972,4	3287,4	3836,3	3806,2

Scénario optimiste

BALANCE DES PAIEMENTS (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance commerciale						-311,7	-408,5	-456,0	-422,9	-250,2	-428,0	-598,4	-567,9	-549,5	-525,2	-561,8
Balance des Biens						-65,6	-199,5	-308,6	-260,4	-89,7	-195,4	-372,6	-328,9	-297,2	-257,3	-255,8
Exportation FOB						1680,3	1730,7	1857,6	1790,9	1720,5	2019,9	2002,2	2364,5	2681,6	3065,3	3644,4
Importation FOB						1745,9	1930,2	2166,2	2051,4	1810,2	2215,4	2374,9	2693,4	2978,8	3322,7	3900,2
Balance des services						-246,1	-209,0	-147,4	-162,4	-160,5	-232,6	-225,7	-239,0	-252,2	-267,9	-306,0
Crédit						209,9	193,8	264,6	309,6	293,1	283,7	363,8	429,6	487,2	556,9	662,1
Débit						-456,0	-402,8	-412,0	-472,1	-453,6	-516,3	-589,5	-668,6	-739,4	-824,8	-968,1
Revenus primaires						-22,4	-18,5	-30,6	-41,5	-69,7	-100,2	-123,0	-136,4	-150,8	-168,2	-189,0
<i>dont intérêt</i>						-25,6	-60,9	-23,7	-38,8	-70,6	-66,8	-113,1	-88,0	-87,1	-88,6	-88,8
Revenus secondaires						124,2	118,6	126,3	127,1	162,6	125,5	114,0	99,4	108,1	111,8	116,8
Transfert public						45,8	41,4	58,8	49,4	107,6	48,7	41,0	18,5	18,6	11,9	4,6
Transfert privé						78,4	77,2	67,5	77,6	55,0	76,9	73,0	80,9	89,5	99,9	112,2
Solde courant						-209,9	-308,3	-360,3	-337,3	-157,3	-402,7	-607,4	-604,9	-592,2	-581,7	-634,0
<i>bors dons</i>						-255,7	-349,7	-419,1	-386,7	-264,9	-451,4	-648,4	-623,4	-610,8	-593,6	-638,6
Compte de capital						81,6	113,9	109,1	116,3	100,5	143,8	119,4	153,0	160,5	176,3	194,5
Transfert en capital						81,7	113,9	109,1	116,3	100,5	146,7	119,4	153,0	160,5	176,3	194,5
Administration publique						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	81,5	81,4	88,1	95,4
Remise de dettes						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	81,5	81,4	88,1	95,4
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						46,6	40,7	39,0	41,5	36,5	43,9	64,5	71,5	79,1	88,2	99,1
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits						-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier						38,5	-72,1	-444,7	-262,6	-361,8	-853,6	-497,7	-532,8	-615,9	-597,9	-638,4
Investissement direct						-67,8	-98,1	-102,4	-112,0	-87,6	-168,1	-204,8	-239,2	-291,1	-235,6	-231,4
Investissements de portefeuille						-50,8	-54,5	54,0	-125,0	-76,4	-503,9	-172,3	-160,0	-176,9	-197,4	-221,8
Dérivés financiers						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements						157,1	80,5	-396,3	-25,6	-197,7	-181,6	-120,5	-133,6	-147,8	-164,9	-185,2
Erreurs et omissions nettes						2,4	4,0	3,3	3,9	2,0	2,9	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0
Solde Global						-164,5	-118,3	196,9	45,6	306,9	597,7	9,7	83,8	184,2	192,5	198,9

Scénario optimiste

SITUATION MONETAIRE (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONNAIE AU SENS LARGE ET SES COMPOSANTES																
Circulation fiduciaire	376,8	405,0	504,0	630,0	605,9	526,4	527,0	513,7	562,9	707,2	758,0	862,0	955,8	1030,4	1149,4	1258,1
Billets et monnaies mis en circulation	427,2	461,5	562,1	698,6	664,7	580,9	575,2	568,9	622,8	771,4	834,7	924,4	1025,0	1105,0	1232,6	1349,1
Encaisses des banques (à déduire)	37,5	50,2	50,1	63,9	54,3	48,1	41,7	48,7	53,4	57,8	70,2	55,9	62,0	66,8	74,5	81,6
Encaisses des Trésors (à déduire)	12,8	6,4	8,0	4,7	4,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	7,2	7,8	8,7	9,5
Dépôts transférables	476,6	464,0	566,1	622,6	677,4	705,8	738,3	827,6	888,9	1051,0	1404,3	1666,4	1847,6	2043,4	2279,3	2561,0
BCEAO	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Banques	468,0	458,8	557,1	613,8	666,5	694,7	727,4	816,6	878,1	1039,8	1393,3	1655,4	1835,5	2030,0	2264,3	2544,1
CCP et CNE	8,3	4,9	8,6	8,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	11,6	12,9	14,4	16,1
Masse monétaire (M1)	853,4	869,0	1070,1	1252,6	1283,3	1232,2	1265,3	1341,3	1451,8	1758,1	2162,3	2528,3	2803,4	3073,9	3428,7	3819,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	463,8	546,4	590,6	712,9	802,8	857,6	846,3	871,6	894,2	993,8	1048,2	1099,9	1356,4	1526,8	1703,0	1946,8
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Autres Institutions de Dépôt (AID)	463,8	546,4	590,6	712,9	802,6	857,4	846,1	871,4	894,0	993,5	1048,0	1099,7	1356,2	1526,5	1702,7	1946,5
Masse monétaire (M2)	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	4159,8	4600,6	5131,7	5765,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE																
Actifs Extérieurs Nets	794,3	877,8	1014,9	1192,9	1273,0	1108,5	990,2	1187,1	1232,7	1539,7	2137,2	2146,9	2230,7	2414,9	2607,4	2806,4
BCEAO	345,2	240,4	213,1	258,8	303,3	40,1	203,6	426,0	314,0	260,3	144,1	-171,6	-190,2	-210,4	-234,7	-263,7
Banques	449,1	637,4	801,8	934,2	969,7	1068,4	786,7	761,1	918,7	1279,5	1993,1	2318,4	2420,9	2625,3	2842,1	3070,0
Créances intérieures	789,7	826,4	940,6	1087,5	1119,5	1336,3	1520,3	1543,9	1443,3	1714,4	1706,2	2119,7	2342,8	2491,6	2655,3	2858,5
Créances nettes sur l'Administration Central	-120,6	-168,2	-164,8	-128,2	-131,2	30,5	189,3	-40,0	-207,1	52,3	-71,2	3,4	7,7	-91,0	-225,4	-378,2
BCEAO	-70,8	-37,6	13,8	2,7	-43,4	13,9	-69,3	-226,1	-167,8	7,9	87,5	53,3	120,3	-1429,7	-3543,8	-5945,2
Banques	-49,8	-130,7	-178,6	-131,0	-87,7	16,6	258,6	186,1	-39,3	44,4	-158,7	-49,9	-112,7	1338,7	3318,4	5567,0
Créances sur l'économie	910,4	994,7	1105,4	1215,7	1250,6	1305,8	1331,0	1584,0	1650,5	1662,1	1777,4	2116,3	2335,1	2582,6	2880,7	3236,8
BCEAO	6,2	6,5	6,6	6,9	6,3	6,1	4,4	4,0	4,0	4,0	3,5	3,1	3,4	3,7	4,2	4,7
Banques	904,2	988,2	1098,8	1208,9	1244,3	1299,7	1326,6	1580,0	1646,4	1658,1	1773,9	2113,3	2331,8	2578,9	2876,5	3232,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	218,3	220,2	235,6	260,5	302,6	280,1	350,4	346,3	392,8	460,8	548,7	625,4	693,4	766,9	855,4	961,1
Actions et autres participations dans les ID	160,9	164,2	175,4	202,6	224,2	210,5	261,1	239,6	273,7	337,0	390,5	450,8	499,9	552,9	616,7	692,9
BCEAO	0,2	0,2	2,7	3,6	7,1	13,1	15,7	12,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Banques	160,7	164,0	172,7	199,0	217,1	197,4	245,4	227,5	273,7	336,8	390,3	450,6	499,6	552,6	616,4	692,6
Engagements non monétaires des ID	57,4	55,9	60,2	57,9	78,4	69,6	89,3	106,7	119,1	123,8	158,1	174,5	193,5	214,0	238,7	268,2
Dépôts exclus de M2	34,5	35,2	37,6	37,4	47,5	37,6	42,2	66,8	59,2	71,2	79,6	124,7	138,2	152,9	170,5	191,6
Emprunts	19,2	16,2	19,8	19,3	30,0	31,5	47,0	39,9	59,8	52,6	78,6	49,9	55,3	61,1	68,2	76,6
Titres autres qu'actions exclus de M2	3,7	4,5	2,9	1,2	0,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments nets	48,5	68,6	59,2	54,4	3,7	74,9	48,5	171,7	-62,7	41,5	84,3	13,0	46,2	47,8	35,7	43,2
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-8,3	-4,9	-8,6	-8,5	-10,5	-10,5	-10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contreparties de M2	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	4159,8	4600,6	5131,7	5765,9

Scénario optimiste

INDICATEURS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Variations (en %)																
Taux de croissance du P.I.B. au prix de 2015 selon le SCN 2008	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	7,8	8,4	9,3	10,1
Recettes budgétaires totales	0,4	19,3	10,1	-1,8	5,0	-9,0	26,6	8,9	5,8	5,0	13,5	15,7	17,4	15,8	16,7	16,9
Dépenses totales et Prêt nets	7,5	8,1	16,7	-3,7	35,5	-12,6	21,3	-0,9	-6,0	40,1	13,3	10,3	7,6	7,4	12,2	13,0
Exportations de biens et services (BCEAO)							3,0	7,3	-3,6	-3,9	17,4	-0,9	18,1	13,4	14,3	18,9
Importations de biens et services (BCEAO)							10,6	12,2	-5,3	-11,8	22,4	7,2	13,4	10,6	11,5	17,4
Ratios en % du P.I.B																
EPARGNE - INVESTISSEMENT																
Taux d'investissement	16,5	15,3	18,9	19,3	20,7	20,3	24,0	26,4	25,6	25,6	28,9	36,5	31,3	30,7	31,8	28,3
Public	4,9	4,3	4,7	4,1	4,3	4,3	4,3	4,1	2,6	4,6	5,6	6,6	6,6	6,0	6,0	5,5
Privé	11,6	11,0	14,2	15,2	16,5	16,0	19,7	22,3	23,1	21,0	23,2	29,9	24,7	24,7	25,8	22,8
Epargne Intérieure Brute	10,4	8,9	12,0	10,8	14,1	15,8	18,4	20,6	20,6	22,9	24,5	31,0	26,5	26,5	28,3	25,0
Publique	3,0	3,7	3,9	2,8	1,3	1,5	4,4	4,9	4,9	3,5	4,7	5,3	6,2	6,6	7,1	7,0
Privée	7,4	5,2	8,1	8,0	12,8	14,3	14,0	15,7	15,7	19,4	19,8	25,7	20,4	19,9	21,2	18,0
Epargne Nationale	11,6	10,1	13,5	12,6	14,8	17,3	19,8	21,8	21,6	23,9	24,7	30,9	26,2	26,2	27,9	24,5
Solde Epargne - Investissement	-4,8	-5,2	-5,4	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,0	-4,4	-3,9	-3,8
TOFE																
Recettes totales	12,0	12,7	12,9	11,9	12,2	10,6	12,8	13,0	12,9	12,7	13,2	13,8	14,6	15,3	16,0	16,7
Recettes fiscales	10,6	10,5	10,8	10,7	10,6	9,2	9,7	10,2	10,6	10,5	11,0	12,2	13,0	13,7	14,5	15,2
Recettes non fiscales	1,4	2,2	2,1	1,2	1,6	1,5	3,1	2,7	2,3	2,2	2,2	1,6	1,7	1,6	1,5	1,4
Dépenses totales	15,0	14,3	15,4	14,0	18,5	15,5	17,9	16,5	14,6	19,1	19,9	19,8	19,2	18,7	18,8	18,9
Masse salariale	5,0	4,9	4,9	4,8	5,1	5,1	4,6	4,5	4,4	4,6	4,2	4,0	3,9	4,1	4,2	4,2
Investissement public	4,5	3,8	4,7	3,8	5,6	4,3	6,7	5,6	3,9	6,9	8,2	8,8	8,3	7,6	7,5	7,0
Contribution budgétaire à l'investissement	2,1	2,3	2,2	1,7	3,2	2,5	4,2	3,5	2,7	4,0	5,3	5,5	5,6	5,0	5,0	4,7
Solde primaire (définition étroite)	-0,1	0,4	0,8	0,0	-3,1	-2,1	-1,1	0,2	1,1	-1,5	-1,5	-1,0	-0,2	0,9	1,4	1,7
Solde primaire (définition large)	-2,7	-1,2	-2,2	-1,8	-5,7	-4,0	-3,6	-1,9	-0,1	-4,5	-4,4	-4,4	-2,9	-1,7	-1,1	-0,6
Déficit global (base ordonancement, dons compris)	-1,2	-0,3	-1,9	-1,4	-5,9	-4,4	-4,3	-2,9	-0,5	-4,7	-5,7	-5,5	-3,8	-2,6	-2,1	-1,6
SECTEUR EXTERIEUR																
Exportations de Biens et Services							26,1	26,8	24,9	22,4	23,5	21,8	23,2	23,8	24,4	25,8
Importations de Biens et Services							31,6	32,5	29,9	25,1	27,8	27,3	27,9	27,9	27,9	29,2
Balance de Biens et Services							-5,5	-5,8	-5,0	-2,8	-4,4	-5,5	-4,7	-4,1	-3,5	-3,4
Taux d'ouverture							24,8	25,4	22,8	19,6	21,6	20,2	21,0	21,3	21,5	22,6
Balance courante (- = déficit)							-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,0	-4,4	-3,9	-3,8
Balance globale							-1,6	2,5	0,5	3,4	6,1	0,1	0,7	1,4	1,3	1,2
POUR MÉMOIRE																
Exportations Biens et Services							1924,5	2122,2	2100,6	2013,6	2303,7	2366,0	2794,0	3168,8	3622,3	4306,5
Importations Biens et Services							2333,0	2578,2	2523,5	2263,8	2731,7	2964,4	3362,0	3718,2	4147,4	4868,3
PIB (en milliards fca)	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	12035,4	13310,8	14847,3	16682,4

Scénario pessimiste

TOFE : RECETTES ET DEPENSES (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes totales	605,6	722,5	795,4	780,8	819,5	745,7	944,4	1 028,6	1 088,0	1 142,1	1 295,7	1 498,6	1 418,3	1 548,5	1 687,5	1 840,1
Fiscales	534,7	598,1	668,1	701,2	713,1	641,1	712,8	811,4	893,3	947,9	1 082,3	1 320,7	1 219,2	1 329,4	1 457,5	1 598,6
Recettes douanières	261,2	318,1	371,6	362,1	345,7	288,5	316,0	331,9	358,0	331,5	397,4	429,8	361,8	394,0	430,8	477,0
Recettes des impôts	273,5	280,1	296,5	339,1	367,4	352,6	396,8	479,4	535,3	616,3	684,9	890,9	857,3	935,4	1 026,7	1 121,5
Non fiscales	70,9	124,4	127,3	79,5	106,4	104,6	231,6	217,2	194,8	194,2	213,4	177,8	199,2	219,1	230,0	241,5
Dépenses totales et prêts nets	754,7	815,8	952,0	916,5	1 242,3	1 086,3	1 318,1	1 305,9	1 227,3	1 719,9	1 949,4	2 149,5	2 106,8	2 275,8	2 413,9	2 637,7
Dépenses courantes	515,7	592,4	632,7	683,4	845,3	781,1	820,2	857,8	900,8	1 095,6	1 145,0	1 198,1	1 359,5	1 485,2	1 621,0	1 671,5
Dépenses primaires	500,7	569,3	612,8	665,1	809,0	717,8	713,8	731,8	766,2	919,4	925,1	1 019,5	1 161,9	1 242,9	1 328,8	1 379,3
Dépenses de personnel	253,2	279,4	300,3	317,4	343,4	353,8	337,3	356,7	369,7	416,5	407,8	436,1	551,8	607,0	656,9	666,1
Pensions et bourses	48,7	55,5	61,2	67,5	75,0	78,4	95,6	92,2	90,5	92,9	90,5	92,9	120,4	125,6	129,8	134,0
Transferts courants	109,5	124,5	132,3	176,4	249,5	185,5	166,6	179,4	180,9	233,0	259,2	320,6	301,1	307,1	322,1	348,2
Autres dépenses	89,3	110,0	119,0	103,9	141,1	100,1	114,3	103,6	125,1	176,9	167,6	169,8	188,6	203,2	220,0	231,0
Intérêts	15,0	23,1	19,9	18,3	36,3	63,3	106,4	126,0	134,6	176,3	219,9	178,7	197,6	242,3	292,2	292,2
Dettes intérieure	7,1	12,5	10,1	8,1	20,3	51,4	88,4	108,8	106,8	105,7	153,1	90,2	97,5	119,6	147,2	147,2
Dettes extérieure	7,8	10,6	9,8	10,3	16,0	11,9	18,0	17,1	27,8	70,6	66,8	88,5	100,1	122,8	145,1	145,1
Dépenses d'équipements et prêts nets	239,1	223,3	319,3	233,1	397,0	305,2	497,9	448,2	326,5	624,2	804,4	951,3	747,4	790,6	792,9	966,2
Dépenses d'équipements	226,6	217,3	288,1	249,6	376,9	299,6	491,5	445,6	330,4	622,4	802,7	954,9	747,4	790,6	792,9	966,2
Contributions budgétaires	107,5	129,6	133,8	114,6	216,6	178,5	313,0	279,1	228,3	356,4	519,0	593,0	385,5	428,7	431,0	604,3
Financements extérieurs	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,7	361,9	361,9	361,9	361,9	361,9
Prêts nets (- = remboursement)	12,5	6,0	31,2	-16,5	20,2	5,5	6,4	2,5	-3,9	1,8	1,7	-3,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Programme social d'urgence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (définition étroite)	-2,6	23,6	48,8	1,1	-206,1	-150,6	-82,4	17,6	93,5	-133,7	-148,4	-113,9	-129,0	-123,1	-72,3	-143,5
Solde primaire courant (définition large)	-134,2	-70,1	-136,7	-117,5	-386,6	-277,3	-267,3	-151,4	-4,6	-401,5	-433,8	-472,2	-490,9	-485,0	-434,2	-505,4
Déficit global (base ordonnancement)	-149,1	-93,2	-156,6	-135,8	-422,9	-340,6	-373,7	-277,3	-139,2	-577,8	-653,7	-650,9	-688,5	-727,3	-726,4	-797,6
Variation d'arriérés	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés extérieurs (Intérêt + principal)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiement pendant la période complémentaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en rapprochements	-7,8	5,3	13,0	-28,1	10,3	0,8	14,6	-3,7	-7,3	0,0	15,3	82,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base caisse)	-168,6	-100,2	-147,4	-166,3	-422,8	-341,3	-364,4	-281,4	-146,6	-529,1	-638,4	-568,7	-688,5	-727,3	-726,4	-797,6

Scénario pessimiste

T O F E : F I N A N C E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Financement	168,6	100,2	147,4	166,3	422,8	341,3	364,4	281,4	146,6	529,1	638,4	568,7	688,5	727,3	726,4	797,6
Intérieur	57,1	6,0	-28,8	39,8	291,4	224,2	185,9	-51,4	-302,9	158,4	-380,8	212,5	332,4	348,3	347,4	435,3
Financement Bancaire (PNG)	100,4	-9,9	10,4	33,6	121,4	158,0	-69,6	-57,1	7,7	259,3	-123,4	74,5	266,5	282,4	281,5	369,4
Utilisation nette des ressources du FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Tirage FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	17,9	14,1	14,5	168,1	94,2	176,3	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Déboursement	18,3	16,4	8,0	7,9	0,0	0,0	25,8	23,0	25,7	171,3	94,2	181,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement	-0,1	-0,3	-0,4	-1,1	-3,6	-5,1	-7,9	-8,8	-11,2	-3,2	0,0	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4	-5,4
Concours du FMI adossés aux DTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres financements bancaires	82,2	-26,0	2,8	26,9	125,1	163,1	-87,4	-71,2	-6,8	91,2	-217,6	-101,7	271,9	287,8	286,9	374,8
Financement Non Bancaire et vente d'actifs	-43,3	15,9	-39,2	6,1	170,0	66,2	255,5	5,7	-310,6	-103,0	-257,4	138,0	65,9	65,9	65,9	65,9
Financement non bancaire	-12,8	27,1	-23,4	14,8	177,4	73,3	262,5	15,4	-309,7	-103,1	-256,7	141,1	65,9	65,9	65,9	65,9
Vente d'actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-8,0	0,0	0,0	0,0	-3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Réhabilitation du système bancaire	-30,5	-11,2	-15,8	-8,7	-7,4	-7,1	-7,0	-1,7	-0,9	0,1	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons intérieurs	129,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieur	111,5	94,2	176,2	126,5	131,4	117,1	178,5	332,7	449,5	370,7	1 019,2	356,1	356,0	379,0	379,0	362,3
Financement projet	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	166,5	102,1	266,0	283,6	361,9	361,9	361,9	361,9	361,9
Dons/projets	76,8	43,4	28,1	35,9	28,8	26,1	43,3	31,2	66,8	46,9	54,6	54,6	54,6	54,6	54,6	54,6
Prêts/projets	42,3	44,3	126,2	99,2	131,4	95,0	135,3	135,3	35,2	219,1	229,0	307,2	307,2	307,2	307,2	307,2
Amortissement dû	-17,9	-25,0	-28,2	-26,6	-28,9	-24,3	-51,8	-28,8	-41,7	-50,5	-313,9	-101,8	-93,9	-93,9	-93,9	-93,9
Placement de titres auprès de banques régionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement programme	10,3	31,5	50,1	18,0	0,0	20,2	51,7	195,0	64,2	155,2	65,6	96,1	88,1	111,0	111,0	94,4
Dons programme	10,3	31,5	12,8	8,2	0,0	8,6	14,0	16,0	30,8	105,3	37,4	0,0	45,4	45,4	45,4	45,4
Prêts programme	0,0	0,0	37,3	9,8	0,0	11,6	37,8	179,0	33,3	49,9	28,2	96,1	42,7	65,7	65,7	59,7
Eurobond	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	325,0	0,0	983,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'arriérés en principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement (- = excès)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement attendu de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide bilatérale et multilatérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Scénario pessimiste

PIB NOMINAL (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1300,0	1465,8	1562,7	1680,4	1776,9	1944,2	2101,2	2223,3	2266,2	2442,2	2798,6	2919,5	3114,6	3297,5	3496,5	3722,0
Agriculture	1019,1	1157,3	1247,4	1317,5	1347,7	1486,8	1648,8	1743,5	1761,6	1968,1	2238,3	2306,6	2453,9	2597,7	2755,3	2936,9
Elevage, chasse	141,6	150,7	156,8	188,1	243,7	263,4	263,5	280,6	304,1	266,9	382,0	398,8	436,9	464,3	493,5	524,5
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	139,2	157,8	158,5	174,8	185,6	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3	214,0	223,8	235,4	247,7	260,6
Secteur Secondaire	914,0	964,5	1066,1	1076,5	1103,2	1100,0	1114,2	1159,9	1375,5	1467,6	1615,4	1847,2	1960,5	2103,1	2262,2	2433,3
Activités Extractives	12,6	15,0	13,2	24,8	26,1	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4	44,0	47,5	52,5	57,9	63,3
Industrie Agro-alimentaire	389,6	421,7	463,8	466,7	434,9	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2	674,8	701,8	745,2	791,2	840,2
Autres Industries manufacturières	201,7	187,6	211,4	214,5	240,8	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8	391,5	407,9	433,5	460,8	489,7
Electricité et eau	43,1	75,5	71,5	80,2	89,4	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2	93,6	101,1	107,3	113,8	120,7
BTP	267,0	264,8	306,1	290,1	312,0	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9	643,4	702,2	764,7	838,5	919,4
Secteur Tertiaire	2367,4	2780,0	3055,5	3248,7	3315,3	3376,7	3569,7	3865,9	4049,7	4315,0	4501,2	5090,1	5441,0	5848,2	6250,0	6662,4
Commerce	609,9	708,8	856,3	877,9	867,8	926,9	970,2	1030,6	1035,3	1058,0	1160,1	1247,7	1332,6	1423,3	1505,4	1600,0
Restaurants et hôtels	214,0	211,0	220,4	240,5	238,8	207,2	216,9	224,1	251,8	253,4	312,6	322,9	348,1	375,3	404,7	436,3
Transports	304,9	456,7	519,3	543,0	580,0	629,7	659,1	706,9	795,0	857,0	712,7	956,3	1019,3	1097,2	1180,9	1258,8
Postes et télécommunications	117,8	171,4	192,9	201,7	134,2	129,7	135,1	143,1	153,2	156,1	162,8	195,1	211,0	230,4	251,5	271,9
Banques et organismes financiers	92,2	96,1	72,6	122,3	106,3	120,1	117,6	121,3	132,5	134,2	128,4	140,1	147,2	156,1	165,6	174,0
Administration publique et sécurité sociale	308,5	357,4	382,5	400,0	461,1	426,6	461,1	577,0	511,8	595,3	670,4	743,6	798,8	858,2	921,9	980,8
Education	249,7	264,3	287,6	301,4	334,2	291,1	317,2	331,2	367,4	420,8	444,3	487,7	518,9	557,4	598,8	637,1
Santé et actions sociales	42,5	46,7	50,1	60,1	75,3	64,6	70,2	73,2	82,7	93,9	108,5	118,6	127,4	134,2	141,3	150,4
Autres services	427,8	467,8	473,7	501,8	517,7	580,8	622,3	658,7	720,2	746,3	801,4	878,1	937,7	1016,1	1079,9	1153,2
Impôts et taxes nets des subventions	457,9	477,9	498,3	553,7	537,4	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5	997,8	1057,6	1127,5	1225,4	1276,1
TOTAL PIB	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11573,8	12376,3	13234,1	14093,8
PIB CONSTANT, PRIX 2015, SCN 2008 (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1466,7	1546,5	1641,0	1776,5	1776,9	1936,3	2082,7	2235,4	2350,7	2391,9	2516,2	2637,6	2758,4	2878,5	3003,8	3134,6
Agriculture	1083,3	1149,1	1232,3	1361,6	1347,7	1496,5	1626,3	1767,2	1854,7	1891,7	1978,8	2068,3	2157,3	2254,3	2355,8	2461,8
Elevage et chasse	224,1	231,9	236,5	237,3	243,7	251,7	270,9	284,4	306,9	305,3	335,6	360,5	387,2	403,4	420,4	438,0
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	159,2	165,5	172,3	177,6	185,6	188,1	185,6	183,7	189,1	194,9	201,8	208,8	214,0	220,7	227,7	234,8
Secteur Secondaire	847,7	878,7	933,2	969,5	1103,2	1113,0	1118,2	1172,4	1331,3	1400,2	1527,9	1648,4	1735,2	1828,5	1927,1	2031,6
Activités Extractives	29,4	27,7	22,7	-22,8	26,1	26,7	26,8	29,5	33,4	36,5	39,3	41,6	44,9	48,2	51,7	55,4
Industrie Agro-Alimentaire	374,6	369,0	380,0	419,5	434,9	454,3	463,3	490,2	532,6	545,2	563,2	604,1	628,3	654,1	680,9	708,8
Autres Industries manufacturières	184,3	191,8	205,5	216,5	240,8	264,9	251,8	252,0	293,1	308,3	333,4	357,7	372,7	388,3	404,7	421,6
Electricité et eau	42,2	75,9	73,2	82,4	89,4	53,2	55,4	57,2	63,1	72,2	77,9	84,1	89,2	92,7	96,4	100,3
BTP	217,2	214,3	251,9	274,0	312,0	314,0	321,0	343,4	409,0	438,0	514,0	560,9	600,1	645,1	693,5	745,5
Secteur Tertiaire	2750,0	2904,3	3158,6	3316,1	3315,3	3376,7	3561,1	3764,1	3960,5	4152,8	4428,9	4694,9	4905,9	5126,6	5357,3	5598,5
Commerce	768,9	783,4	899,9	904,4	867,8	949,2	969,2	1015,2	1040,6	1049,0	1109,9	1165,8	1214,7	1265,8	1318,9	1374,3
Restaurants et hôtels	201,5	202,8	212,3	236,7	238,8	209,6	217,0	227,8	249,5	246,6	271,0	283,7	299,8	316,9	335,0	354,1
Transports	434,1	485,6	545,4	554,4	580,0	617,6	660,2	699,7	732,8	748,7	810,7	865,3	904,3	945,0	987,5	1031,9
Postes et télécommunications	163,1	181,8	202,3	206,0	134,2	127,4	135,1	141,9	148,8	153,3	166,7	183,3	194,3	206,0	218,4	231,5
Banques et organismes financiers	53,7	71,9	73,3	109,3	106,3	117,8	121,0	123,4	127,6	131,4	124,5	132,4	136,4	140,5	144,7	149,1
Administration publique et sécurité sociale	375,0	373,0	392,5	417,8	461,1	430,4	460,4	488,1	516,5	591,1	641,4	694,1	723,9	755,0	787,5	821,4
Education	246,6	266,2	288,2	309,2	334,2	295,5	319,1	341,4	361,5	414,2	435,3	459,5	479,3	499,9	521,4	543,8
Santé et actions sociales	40,6	45,9	48,9	58,3	75,3	63,4	68,4	73,2	80,3	92,7	105,1	110,2	114,9	119,9	125,0	130,4
Autres services	466,4	493,7	495,8	520,0	517,7	565,7	610,8	653,6	702,9	726,0	764,2	800,6	838,2	877,6	918,9	962,1
PIB aux coûts des facteurs	5064,4	5329,5	5732,8	6062,2	6195,4	6426,0	6762,1	7171,8	7642,5	7945,0	8473,0	8980,9	9399,6	9833,5	10288,2	10764,8
Impôts et taxes nets des subventions	471,8	472,9	487,0	553,0	537,4	531,7	590,2	672,8	740,8	761,0	855,9	931,3	987,2	1051,4	1120,7	1144,3
TOTAL PIB	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10386,8	10884,9	11409,0	11909,0

Scénario pessimiste

TAUX DE CROISSANCE DU PIB CONSTANT, PRIX 2015, SCN2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	1,0	5,4	6,1	8,3	0,0	9,0	7,6	7,3	5,2	1,8	5,2	4,8	4,6	4,4	4,4	4,4
Agriculture	0,2	6,1	7,2	10,5	-1,0	11,0	8,7	8,7	4,9	2,0	4,6	4,5	4,3	4,5	4,5	4,5
Elevage et chasse	3,2	3,5	2,0	0,4	2,7	3,3	7,6	5,0	7,9	-0,5	9,9	7,4	7,4	4,2	4,2	4,2
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	2,7	3,9	4,1	3,1	4,5	1,3	-1,3	-1,0	2,9	3,1	3,5	3,5	2,5	3,1	3,1	3,1
Secteur Secondaire	0,2	3,7	6,2	3,9	13,8	0,9	0,5	4,8	13,6	5,2	9,1	7,9	5,3	5,4	5,4	5,4
Activités Extractives	1,2	-5,5	-18,2	-200,6	-214,2	2,4	0,2	10,4	13,2	9,1	7,9	5,8	8,0	7,2	7,2	7,2
Industrie Agro-alimentaire	9,7	-1,5	3,0	10,4	3,7	4,5	2,0	5,8	8,7	2,4	3,3	7,3	4,0	4,1	4,1	4,1
Autres Industries manufacturières	-14,4	4,0	7,1	5,4	11,2	10,0	-4,9	0,1	16,3	5,2	8,1	7,3	4,2	4,2	4,2	4,2
Electricité et eau	24,5	79,7	-3,6	12,6	8,5	-40,5	4,3	3,2	10,3	14,4	7,9	8,0	6,0	4,0	4,0	4,0
BTP	-4,1	-1,3	17,5	8,8	13,9	0,6	2,2	7,0	19,1	7,1	17,4	9,1	7,0	7,5	7,5	7,5
Secteur Tertiaire	8,7	5,6	8,8	5,0	0,0	1,9	5,5	5,7	5,2	4,9	6,6	6,0	4,5	4,5	4,5	4,5
Commerce	18,8	1,9	14,9	0,5	-4,0	9,4	2,1	4,7	2,5	0,8	5,8	5,0	4,2	4,2	4,2	4,2
Restaurants et hôtels	20,1	0,6	4,7	11,5	0,9	-12,2	3,5	5,0	9,5	-1,2	9,9	4,7	5,7	5,7	5,7	5,7
Transports	2,6	11,9	12,3	1,7	4,6	6,5	6,9	6,0	4,7	2,2	8,3	6,7	4,5	4,5	4,5	4,5
Postes et télécommunications	3,0	11,5	11,3	1,8	-34,8	-5,1	6,0	5,0	4,9	3,0	8,8	10,0	6,0	6,0	6,0	6,0
Banques et organismes financiers	-10,1	34,1	1,9	49,1	-2,8	10,9	2,7	2,0	3,4	3,0	-5,2	6,4	3,0	3,0	3,0	3,0
Administration publique et sécurité sociale	2,4	-0,5	5,2	6,5	10,4	-6,7	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	8,2	4,3	4,3	4,3	4,3
Education	5,3	8,0	8,3	7,3	8,1	-11,6	8,0	7,0	5,9	14,6	5,1	5,6	4,3	4,3	4,3	4,3
Santé et actions sociales	3,1	12,9	6,7	19,2	29,2	-15,9	8,0	7,0	9,7	15,4	13,5	4,8	4,3	4,3	4,3	4,3
Autres services	7,6	5,8	0,4	4,9	-0,4	9,3	8,0	7,0	7,6	3,3	5,3	4,8	4,7	4,7	4,7	4,7
PIB aux coûts des facteurs	4,9	5,2	7,6	5,7	2,2	3,7	5,2	6,1	6,6	4,0	6,6	6,0	4,7	4,6	4,6	4,6
Impôts et taxes nets des subventions	-13,9	0,3	3,0	13,6	-2,8	-1,1	11,0	14,0	10,1	2,7	12,5	8,8	6,0	6,5	6,6	2,1
TOTAL PIB	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	4,8	4,8	4,8	4,4

TAUX DE CROISSANCE DU PIB COURANT, SCN2008 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur Primaire	6,6	12,8	6,6	7,5	5,7	9,4	8,1	5,8	1,9	7,8	14,6	4,3	6,7	5,9	6,0	6,4
Agriculture	4,4	13,6	7,8	5,6	2,3	10,3	10,9	5,7	1,0	11,7	13,7	3,1	6,4	5,9	6,1	6,6
Elevage et chasse	19,7	6,4	4,0	20,0	29,6	8,1	0,0	6,5	8,4	-12,2	43,1	4,4	9,5	6,3	6,3	6,3
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	11,8	13,3	0,4	10,3	6,2	4,5	-2,7	5,5	0,7	3,3	-13,9	20,0	4,5	5,2	5,2	5,2
Secteur Secondaire	7,6	5,5	10,5	1,0	2,5	-0,3	1,3	4,1	18,6	6,7	10,1	14,3	6,1	7,3	7,6	7,6
Activités Extractives	-14,6	18,4	-11,6	87,6	5,2	1,8	6,5	7,9	12,8	13,6	3,4	8,8	8,0	10,4	10,4	9,3
Industrie agro-Alimentaire	16,1	8,2	10,0	0,6	-6,8	1,9	4,5	1,5	13,1	5,3	4,7	15,1	4,0	6,2	6,2	6,2
Autres Industries manufacturières	-7,6	-7,0	12,7	1,5	12,2	4,9	-2,3	3,8	17,3	4,2	9,9	13,9	4,2	6,3	6,3	6,3
Electricité et eau	25,8	75,1	-5,2	12,2	11,5	-40,4	4,1	0,6	8,5	17,5	14,0	15,2	8,1	6,1	6,1	6,1
BTP	8,2	-0,8	15,6	-5,2	7,5	4,0	-1,1	8,3	29,0	8,0	16,4	14,1	9,1	8,9	9,7	9,6
Secteur Tertiaire	12,6	17,4	9,9	6,3	2,0	1,9	5,7	8,3	4,8	6,5	4,3	13,1	6,9	7,5	6,9	6,6
Commerce	26,6	16,2	20,8	2,5	-1,2	6,8	4,7	6,2	0,5	2,2	9,7	7,6	6,8	6,8	5,8	6,3
Restaurants et hôtels	27,2	-1,4	4,5	9,1	-0,7	-13,2	4,7	3,3	12,4	0,6	23,4	3,3	7,8	7,8	7,8	7,8
Transports	7,1	49,8	13,7	4,6	6,8	8,6	4,7	7,2	12,5	7,8	-16,8	34,2	6,6	7,6	7,6	6,6
Postes et télécommunications	7,6	45,5	12,6	4,6	-33,5	-3,4	4,1	5,9	7,1	1,8	4,3	19,8	8,1	9,2	9,2	8,1
Banques et organismes financiers	-20,6	4,2	-24,4	68,4	-13,1	13,0	-2,1	3,1	9,2	1,3	-4,3	9,0	5,1	6,1	6,1	5,1
Administration publique et sécurité sociale	6,6	15,9	7,0	4,6	15,3	-7,5	8,1	25,1	-11,3	16,3	12,6	10,9	7,4	7,4	7,4	6,4
Education	9,1	5,8	8,8	4,8	10,9	-12,9	9,0	4,4	10,9	14,5	5,6	9,8	6,4	7,4	7,4	6,4
Santé et actions sociales	5,5	9,8	7,4	19,8	25,4	-14,3	8,7	4,3	13,0	13,6	15,5	9,3	7,4	5,3	5,3	6,4
Autres services	11,7	9,3	1,3	5,9	3,2	12,2	7,1	5,8	9,3	3,6	7,4	9,6	6,8	8,4	6,3	6,8
Impôts et taxes nets des subventions	-16,4	4,4	4,3	11,1	-2,9	8,7	1,0	14,0	10,1	5,8	14,1	11,5	6,0	6,6	8,7	4,1
TOTAL PIB	6,8	12,9	8,7	6,1	2,6	4,0	5,3	7,4	6,4	6,8	8,9	10,7	6,6	6,9	6,9	6,5

Scénario pessimiste

DEFLATEUR DU PIB																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL PIB	3,7	7,7	1,4	-0,2	0,9	0,7	-0,4	0,7	-0,4	2,9	1,6	4,1	1,8	2,0	2,0	2,0
EMPLOIS DU PIB COURANT (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4487,6	4986,7	5267,3	5454,0	5829,5	5849,5	6129,2	6405,7	6643,8	7157,9	7589,4	7717,7	9580,6	10260,0	11131,8	10840,5
Secteur privé	3932,1	4353,7	4584,7	4786,2	5061,2	5129,3	5356,4	5581,0	5771,7	6131,0	6601,0	6626,0	8353,5	8943,6	9719,1	9373,2
Administration centrale	555,5	633,0	682,7	667,7	768,3	720,2	772,9	824,7	872,1	1026,9	988,4	1091,7	1227,1	1316,5	1412,7	1467,3
Formation brute de capital fixe	918,5	921,7	1280,3	1419,3	1379,9	1381,6	1728,7	2051,8	2122,7	2270,8	2790,6	3922,1	2872,2	3096,4	3156,4	4383,0
Secteur privé	673,6	675,7	992,2	1151,0	1092,9	1080,5	1415,1	1725,8	1907,4	1853,5	2237,8	3201,7	2280,7	2470,7	2528,8	3618,3
Administration centrale	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	591,5	625,7	627,6	764,7
Variation des stocks	-88,9	-52,8	-114,2	-156,1	15,9	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	39,6	42,6	42,6	42,6	42,6	42,6
Investissement	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	2914,8	3139,0	3199,0	4425,6
Demande intérieure	5317,2	5855,7	6433,5	6717,2	7225,3	7269,6	7896,4	8496,1	8805,0	9467,2	10419,6	11682,4	12495,4	13399,0	14330,8	15266,1
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	-278,0	-167,4	-250,9	-157,8	-492,5	-264,3	-521,1	-574,1	-372,7	-458,4	-609,9	-827,9	-921,6	-1022,7	-1096,7	-1172,2
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1050,6	1359,3	1704,6	2061,6	1664,4	1933,9	2006,5	2160,7	2498,5	1790,3	2052,1	2350,3	2451,8	2650,8	2920,0	3275,1
Exportations de biens	832,6	1105,1	1445,9	1825,0	1414,4	1680,3	1730,7	1857,6	2144,5	1523,5	1770,9	2035,9	2123,7	2296,2	2529,3	2836,9
Exportations de services	218,1	254,2	258,6	236,7	250,0	253,6	275,8	303,1	354,0	266,7	281,1	314,4	328,0	354,6	390,7	438,2
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1328,6	1526,7	1955,5	2219,4	2156,9	2198,3	2527,6	2734,8	2871,2	2248,7	2662,0	3178,2	3373,4	3673,5	4016,7	4447,4
Importations de biens	1220,7	1391,4	1762,0	2008,7	1918,3	1964,6	2250,6	2434,8	2566,1	2038,0	2441,0	2902,5	3080,7	3354,8	3668,2	4061,6
Importations de services	108,0	135,3	193,5	210,7	238,6	233,6	277,0	300,0	305,2	210,7	221,0	275,7	292,6	318,7	348,4	385,8
PIB aux prix du marché	5039,2	5688,3	6182,6	6559,4	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11573,8	12376,3	13234,1	14093,8
EMPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (MRDS FCFA)																
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	4986,1	5099,0	5330,1	5485,2	5829,5	5879,3	6110,1	6343,2	6584,2	6893,8	7261,5	7605,2	8146,0	8513,4	9067,9	8364,8
Secteur privé	4373,6	4457,3	4637,8	4808,7	5061,2	5159,1	5339,7	5526,6	5720,0	5904,7	6188,2	6494,6	6987,4	7270,3	7734,0	6979,4
Administration centrale	612,5	641,7	692,3	676,5	768,3	720,2	770,4	816,7	864,2	989,1	1073,3	1110,6	1158,6	1243,0	1333,9	1385,4
Formation brute de capital fixe	804,4	800,9	1171,9	1314,6	1379,9	1384,4	1735,2	2016,7	2226,6	2273,6	2678,7	2982,1	3051,4	3286,5	3347,6	4621,6
Secteur privé	584,0	581,1	916,7	1067,8	1120,7	1115,0	1456,1	1728,0	2012,5	1870,3	2156,2	2360,5	2304,1	2496,0	2554,7	3655,4
Administration centrale	220,5	219,8	255,2	246,9	259,2	269,4	279,0	288,7	214,1	403,3	522,5	621,6	747,4	790,6	792,9	966,2
Variation des stocks	-45,0	-3,7	-50,4	-89,6	15,9	33,3	33,3	33,3	28,8	23,8	28,8	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9
Investissement	759,4	797,2	1121,5	1225,0	1395,8	1417,7	1768,5	2050,0	2255,4	2297,4	2707,5	3011,0	3080,3	3315,4	3376,5	4650,4
Demande intérieure	5745,5	5896,2	6451,6	6710,2	7225,3	7297,1	7878,6	8393,2	8839,6	9191,2	9969,0	10616,2	11226,3	11828,8	12444,4	13015,2
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	-209,4	-93,8	-231,8	-95,0	-492,5	-339,4	-526,3	-548,5	-456,4	-485,3	-640,1	-746,2	-839,6	-943,9	-1035,5	-1106,2
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1094,6	1358,4	1667,1	2083,0	1664,4	1888,8	2021,0	2122,0	2304,8	1729,4	1946,5	2317,9	2381,4	2563,6	2799,7	3140,2
Exportations de biens	878,7	1119,7	1419,8	1843,1	1414,4	1633,8	1748,2	1835,6	1978,3	1471,8	1679,8	2007,8	2064,5	2221,0	2422,3	2717,0
Exportations de services	215,9	238,7	247,3	239,9	250,0	255,0	272,8	286,5	326,6	257,7	266,7	310,1	316,9	342,6	377,4	423,3
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	1304,0	1452,1	1899,0	2177,9	2156,9	2228,2	2547,3	2670,6	2761,2	2214,7	2586,6	3064,1	3220,9	3507,5	3835,2	4246,4
Importations de biens	1185,1	1313,9	1703,5	1968,5	1918,3	1976,8	2273,4	2387,0	2467,7	2007,2	2371,9	2798,3	2932,7	3193,7	3492,0	3866,5
Importations de services	118,9	138,2	195,5	209,4	238,6	251,3	273,9	283,5	293,5	207,5	214,7	265,8	288,2	313,8	343,2	380,0
PIB aux prix du marché	5536,1	5802,5	6219,8	6615,2	6732,8	6957,7	7352,3	7844,7	8383,3	8705,9	9328,9	9912,2	10386,8	10884,9	11409,0	11909,0

Scénario pessimiste

TAUX DE CROISSANCE DE SE MPLOIS DU PIB CONSTANT, PRIX 2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépense de Consommation Finale	3,7	2,3	4,5	2,9	6,3	0,9	3,9	3,8	3,8	4,7	5,3	4,7	7,1	4,5	6,5	-7,8
Secteur privé	3,7	1,9	4,0	3,7	5,3	1,9	3,5	3,5	3,5	3,2	4,8	5,0	7,6	4,0	6,4	-9,8
Administration centrale	3,3	4,8	7,9	-2,3	13,6	-6,3	7,0	6,0	5,8	14,4	8,5	3,5	4,3	7,3	7,3	3,9
Formation brute de capital fixe	4,1	-0,4	46,3	12,2	5,0	0,3	25,3	16,2	10,4	2,1	17,8	11,3	2,3	7,7	1,9	38,1
Secteur privé	5,6	-0,5	57,7	16,5	5,0	-0,5	30,6	18,7	16,5	-7,1	15,3	9,5	-2,4	8,3	2,4	43,1
Administration centrale	0,3	-0,3	16,1	-3,3	5,0	3,9	3,6	3,5	-25,9	88,4	29,6	19,0	20,2	5,8	0,3	21,9
Variation des stocks	-10,8	-91,9	1275,6	77,8	-117,7	109,6	0,0	0,0	-13,5	-17,3	21,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissement	5,1	5,0	40,7	9,2	13,9	1,6	24,7	15,9	10,0	1,9	17,9	11,2	2,3	7,6	1,8	37,7
Demande intérieure	3,9	2,6	9,4	4,0	7,7	1,0	8,0	6,5	5,3	4,0	8,5	6,5	5,7	5,4	5,2	4,6
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources (exportations nettes)	35,9	-55,2	147,2	-59,0	418,6	-31,1	55,1	4,2	-16,8	6,3	31,9	16,6	12,5	12,4	9,7	6,8
Exportations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-9,7	24,1	22,7	24,9	-20,1	13,5	7,0	5,0	8,6	-25,0	12,6	19,1	2,7	7,7	9,2	12,2
Exportations de biens	-13,7	27,4	26,8	29,8	-23,3	15,5	7,0	5,0	7,8	-25,6	14,1	19,5	2,8	7,6	9,1	12,2
Exportations de services	11,3	10,5	3,6	-3,0	4,2	2,0	7,0	5,0	14,0	-21,1	3,5	16,3	2,2	8,1	10,2	12,2
Importations de biens et services, non compris les revenus des facteurs	-4,6	11,4	30,8	14,7	-1,0	3,3	14,3	4,8	3,4	-19,8	16,8	18,5	5,1	8,9	9,3	10,7
Importations de biens	-3,5	10,9	29,7	15,6	-2,6	3,1	15,0	5,0	3,4	-18,7	18,2	18,0	4,8	8,9	9,3	10,7
Importations de services	-13,8	16,3	41,4	7,2	13,9	5,3	9,0	3,5	3,5	-29,3	3,5	23,8	8,4	8,9	9,3	10,7
PIB aux prix du marché	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	4,8	4,8	4,8	4,4

E P A R G N E - I N V E S T I S S E M E N T (M R D S F C F A)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne Intérieure Brute	526,4	506,1	742,1	710,8	948,4	1108,4	1358,7	1634,4	1738,3	2059,1	2402,2	3366,3	2236,5	2381,1	2392,0	3574,4
Publique	153,6	208,7	243,8	183,1	85,4	106,3	326,2	389,0	412,3	315,6	461,1	572,0	376,9	431,2	488,5	594,8
Privée	372,8	297,4	498,3	527,7	863,0	1002,1	1032,5	1245,4	1326,0	1743,5	1941,1	2794,3	1859,6	1950,0	1903,5	2979,6
Epargne Nationale Brute	585,9	574,4	833,6	825,6	994,3	1210,2	1458,8	1730,1	1823,9	2152,0	2427,5	3357,3	2240,2	2381,8	2389,7	3569,0
Investissement Total	829,6	869,0	1166,1	1263,2	1395,8	1420,1	1767,2	2090,3	2161,2	2309,3	2830,2	3964,7	2914,8	3139,0	3199,0	4425,6
Public	244,8	246,0	288,1	268,3	287,1	301,1	313,6	326,0	215,3	417,3	552,8	720,4	591,5	625,7	627,6	764,7
Privé	584,7	622,9	878,0	994,9	1108,8	1119,0	1453,6	1764,3	1945,9	1892,0	2277,4	3244,3	2323,3	2513,3	2571,4	3660,9

Scénario pessimiste

BALANCE DES PAIEMENTS (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance commerciale						-311,7	-408,5	-456,0	-422,9	-250,2	-428,0	-598,4	-678,3	-757,9	-807,0	-851,2
Balance des Biens						-65,6	-199,5	-308,6	-260,4	-89,7	-195,4	-372,6	-432,1	-486,8	-513,9	-533,2
Exportation FOB						1680,3	1730,7	1857,6	1790,9	1720,5	2019,9	2002,2	2088,6	2258,2	2487,5	2790,0
Importation FOB						1745,9	1930,2	2166,2	2051,4	1810,2	2215,4	2374,9	2520,6	2744,9	3001,4	3323,2
Balance des services						-246,1	-209,0	-147,4	-162,4	-160,5	-232,6	-225,7	-246,2	-271,1	-293,1	-318,0
Crédit						209,9	193,8	264,6	309,6	293,1	283,7	363,8	379,5	410,3	451,9	506,9
Débit						-456,0	-402,8	-412,0	-472,1	-453,6	-516,3	-589,5	-625,7	-681,4	-745,0	-824,9
Revenus primaires						-22,4	-18,5	-30,6	-41,5	-69,7	-100,2	-123,0	-119,6	-127,9	-136,7	-145,6
Revenus secondaires						124,2	118,6	126,3	127,1	162,6	125,5	114,0	123,2	128,6	134,4	140,1
Transfert public						45,8	41,4	58,8	49,4	107,6	48,7	41,0	45,4	45,4	45,4	45,4
Transfert privé						78,4	77,2	67,5	77,6	55,0	76,9	73,0	77,8	83,2	89,0	94,8
Solde courant						-209,9	-308,3	-360,3	-337,3	-157,3	-402,7	-607,4	-674,7	-757,2	-809,4	-856,7
<i>hors dons</i>						-255,7	-349,7	-419,1	-386,7	-264,9	-451,4	-648,4	-720,0	-802,5	-854,7	-902,0
Compte de capital						81,6	113,9	109,1	116,3	100,5	143,8	119,4	123,4	128,2	133,3	138,4
Transfert en capital						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	54,6	54,6	54,6	54,6
Remise de dettes						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital						35,1	73,3	70,1	74,8	64,0	102,8	54,9	54,6	54,6	54,6	54,6
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM						46,6	40,7	39,0	41,5	36,5	43,9	64,5	68,8	73,5	78,6	83,7
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits						-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier						38,5	-72,1	-444,7	-262,6	-361,8	-853,6	-497,7	-542,2	-604,6	-595,2	-605,7
Investissement direct						-67,8	-98,1	-102,4	-112,0	-87,6	-168,1	-204,8	-230,0	-270,7	-210,0	-195,5
Investissements de portefeuille						-50,8	-54,5	54,0	-125,0	-76,4	-503,9	-172,3	-183,7	-196,5	-238,2	-253,7
Dérivés financiers						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements						157,1	80,5	-396,3	-25,6	-197,7	-181,6	-120,5	-128,5	-137,4	-146,9	-156,5
Erreurs et omissions nettes						2,4	4,0	3,3	3,9	2,0	2,9	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0
Solde Global						-164,5	-118,3	196,9	45,6	306,9	597,7	9,7	-6,2	-24,4	-80,9	-112,6

Scénario pessimiste

SITUATION MONÉTAIRE (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
MONNAIE AU SENS LARGE ET SES COMPOSANTES																
Circulation fiduciaire	376,8	405,0	504,0	630,0	605,9	526,4	527,0	513,7	562,9	707,2	758,0	862,0	919,1	958,1	1024,5	1062,9
Billets et monnaies mis en circulation	427,2	461,5	562,1	698,6	664,7	580,9	575,2	568,9	622,8	771,4	834,7	924,4	985,6	1027,4	1098,7	1139,8
Encaisses des banques (à déduire)	37,5	50,2	50,1	63,9	54,3	48,1	41,7	48,7	53,4	57,8	70,2	55,9	59,6	62,1	66,4	68,9
Encaisses des Trésors (à déduire)	12,8	6,4	8,0	4,7	4,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,9	7,2	7,7	8,0
Dépôts transférables	476,6	464,0	566,1	622,6	677,4	705,8	738,3	827,6	888,9	1051,0	1404,3	1666,4	1776,8	1900,0	2031,7	2163,6
BCEAO	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Banques	468,0	458,8	557,1	613,8	666,5	694,7	727,4	816,6	878,1	1039,8	1393,3	1655,4	1765,1	1887,4	2018,3	2149,4
CCP et CNE	8,3	4,9	8,6	8,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	11,2	12,0	12,8	13,6
Masse monétaire (M1)	853,4	869,0	1070,1	1252,6	1283,3	1232,2	1265,3	1341,3	1451,8	1758,1	2162,3	2528,3	2695,9	2858,1	3056,2	3226,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (M2)	463,8	546,4	590,6	712,9	802,8	857,6	846,3	871,6	894,2	993,8	1048,2	1099,9	1172,8	1278,9	1367,5	1484,5
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Autres Institutions de Dépôt (AID)	463,8	546,4	590,6	712,9	802,6	857,4	846,1	871,4	894,0	993,5	1048,0	1099,7	1172,6	1278,6	1367,3	1484,3
Masse monétaire (M2)	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	3868,7	4136,9	4423,7	4711,0
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE																
Actifs Extérieurs Nets	794,3	877,8	1014,9	1192,9	1273,0	1108,5	990,2	1187,1	1232,7	1539,7	2137,2	2146,9	2140,7	2116,3	2035,5	1922,9
BCEAO	345,2	240,4	213,1	258,8	303,3	40,1	203,6	426,0	314,0	260,3	144,1	-171,6	-182,9	-195,6	-209,2	-222,8
Banques	449,1	637,4	801,8	934,2	969,7	1068,4	786,7	761,1	918,7	1279,5	1993,1	2318,4	2323,7	2311,9	2244,6	2145,6
Créances intérieures	789,7	826,4	940,6	1087,5	1119,5	1336,3	1520,3	1543,9	1443,3	1714,4	1706,2	2119,7	2326,5	2565,4	2814,1	3151,2
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-120,6	-168,2	-164,8	-128,2	-131,2	30,5	189,3	-40,0	-207,1	52,3	-71,2	3,4	69,9	152,3	233,9	403,2
BCEAO	-70,8	-37,6	13,8	2,7	-43,4	13,9	-69,3	-226,1	-167,8	7,9	87,5	53,3	1099,0	2394,5	3676,0	6338,7
Banques	-49,8	-130,7	-178,6	-131,0	-87,7	16,6	258,6	186,1	-39,3	44,4	-158,7	-49,9	-1029,1	-2242,2	-3442,1	-5935,5
Créances sur l'économie	910,4	994,7	1105,4	1215,7	1250,6	1305,8	1331,0	1584,0	1650,5	1662,1	1777,4	2116,3	2256,6	2413,0	2580,3	2747,9
BCEAO	6,2	6,5	6,6	6,9	6,3	6,1	4,4	4,0	4,0	4,0	3,5	3,1	3,3	3,5	3,7	4,0
Banques	904,2	988,2	1098,8	1208,9	1244,3	1299,7	1326,6	1580,0	1646,4	1658,1	1773,9	2113,3	2253,3	2409,6	2576,6	2743,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	218,3	220,2	235,6	260,5	302,6	280,1	350,4	346,3	392,8	460,8	548,7	625,4	666,8	713,0	762,5	812,0
Actions et autres participations dans les ID	160,9	164,2	175,4	202,6	224,2	210,5	261,1	239,6	273,7	337,0	390,5	450,8	480,7	514,0	549,7	585,4
BCEAO	0,2	0,2	2,7	3,6	7,1	13,1	15,7	12,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Banques	160,7	164,0	172,7	199,0	217,1	197,4	245,4	227,5	273,7	336,8	390,3	450,6	480,5	513,8	549,4	585,1
Engagements non monétaires des ID	57,4	55,9	60,2	57,9	78,4	69,6	89,3	106,7	119,1	123,8	158,1	174,5	186,1	199,0	212,8	226,6
Dépôts exclus de M2	34,5	35,2	37,6	37,4	47,5	37,6	42,2	66,8	59,2	71,2	79,6	124,7	132,9	142,1	152,0	161,9
Emprunts	19,2	16,2	19,8	19,3	30,0	31,5	47,0	39,9	59,8	52,6	78,6	49,9	53,2	56,8	60,8	64,7
Titres autres qu'actions exclus de M2	3,7	4,5	2,9	1,2	0,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments nets	48,5	68,6	59,2	54,4	3,7	74,9	48,5	171,7	-62,7	41,5	84,3	13,0	46,2	47,8	35,7	43,2
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-8,3	-4,9	-8,6	-8,5	-10,5	-10,5	-10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contreparties de M2	1317,2	1415,4	1660,8	1965,5	2086,1	2089,8	2111,6	2213,0	2346,0	2751,9	3210,5	3628,3	3868,7	4136,9	4423,7	4711,0

Scénario pessimiste

INDICATEURS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Variations (en %)																
Taux de croissance du P.I.B. au prix de 2015 selon le SCN 2008	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	4,8	4,8	4,8	4,4
Recettes budgétaires totales	0,4	19,3	10,1	-1,8	5,0	-9,0	26,6	8,9	5,8	5,0	13,5	15,7	-5,4	9,2	9,0	9,0
Dépenses totales et Prêt nets	7,5	8,1	16,7	-3,7	35,5	-12,6	21,3	-0,9	-6,0	40,1	13,3	10,3	-2,0	8,0	6,1	9,3
Exportations de biens et services (BCEAO)							3,0	7,3	-3,6	-3,9	17,4	-0,9	4,3	8,1	10,2	12,2
Importations de biens et services (BCEAO)							10,6	12,2	-5,3	-11,8	22,4	7,2	6,1	8,9	9,3	10,7
Ratios en % du P.I.B																
EPARGNE - INVESTISSEMENT																
Taux d'investissement	16,5	15,3	18,9	19,3	20,7	20,3	24,0	26,4	25,6	25,6	28,9	36,5	25,2	25,4	24,2	31,4
Public	4,9	4,3	4,7	4,1	4,3	4,3	4,3	4,1	2,6	4,6	5,6	6,6	5,1	5,1	4,7	5,4
Privé	11,6	11,0	14,2	15,2	16,5	16,0	19,7	22,3	23,1	21,0	23,2	29,9	20,1	20,3	19,4	26,0
Epargne Intérieure Brute	10,4	8,9	12,0	10,8	14,1	15,8	18,4	20,6	20,6	22,9	24,5	31,0	19,3	19,2	18,1	25,4
Publique	3,0	3,7	3,9	2,8	1,3	1,5	4,4	4,9	4,9	3,5	4,7	5,3	3,3	3,5	3,7	4,2
Privée	7,4	5,2	8,1	8,0	12,8	14,3	14,0	15,7	15,7	19,4	19,8	25,7	16,1	15,8	14,4	21,1
Epargne Nationale	11,6	10,1	13,5	12,6	14,8	17,3	19,8	21,8	21,6	23,9	24,7	30,9	19,4	19,2	18,1	25,3
Solde Epargne - Investissement	-4,8	-5,2	-5,4	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,8	-6,1	-6,1	-6,1
TOFE																
Recettes totales	12,0	12,7	12,9	11,9	12,2	10,6	12,8	13,0	12,9	12,7	13,2	13,8	12,3	12,5	12,8	13,1
Recettes fiscales	10,6	10,5	10,8	10,7	10,6	9,2	9,7	10,2	10,6	10,5	11,0	12,2	10,5	10,7	11,0	11,3
Recettes non fiscales	1,4	2,2	2,1	1,2	1,6	1,5	3,1	2,7	2,3	2,2	2,2	1,6	1,7	1,8	1,7	1,7
Dépenses totales	15,0	14,3	15,4	14,0	18,5	15,5	17,9	16,5	14,6	19,1	19,9	19,8	18,2	18,4	18,2	18,7
Masse salariale	5,0	4,9	4,9	4,8	5,1	5,1	4,6	4,5	4,4	4,6	4,2	4,0	4,8	4,9	5,0	4,7
Investissement public	4,5	3,8	4,7	3,8	5,6	4,3	6,7	5,6	3,9	6,9	8,2	8,8	6,5	6,4	6,0	6,9
Contribution budgétaire à l'investissement	2,1	2,3	2,2	1,7	3,2	2,5	4,2	3,5	2,7	4,0	5,3	5,5	3,3	3,5	3,3	4,3
Solde primaire (définition étroite)	-0,1	0,4	0,8	0,0	-3,1	-2,1	-1,1	0,2	1,1	-1,5	-1,5	-1,0	-1,1	-1,0	-0,5	-1,0
Solde primaire (définition large)	-2,7	-1,2	-2,2	-1,8	-5,7	-4,0	-3,6	-1,9	-0,1	-4,5	-4,4	-4,4	-4,2	-3,9	-3,3	-3,6
Déficit global (base ordonancement, dons compris)	-3,0	-1,6	-2,5	-2,1	-5,9	-4,4	-4,3	-2,9	-0,5	-4,7	-5,7	-5,5	-5,1	-5,1	-4,7	-4,9
SECTEUR EXTERIEUR																
Exportations de Biens et Services						27,0	26,1	26,8	24,9	22,4	23,5	21,8	21,3	21,6	22,2	23,4
Importations de Biens et Services						31,4	31,6	32,5	29,9	25,1	27,8	27,3	27,2	27,7	28,3	29,4
Balance de Biens et Services						-4,4	-5,5	-5,8	-5,0	-2,8	-4,4	-5,5	-5,9	-6,1	-6,1	-6,0
Taux d'ouverture						24,5	24,8	25,4	22,8	19,6	21,6	20,2	19,9	20,2	20,7	21,7
Balance courante (- = déficit)						-3,0	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7	-4,1	-5,6	-5,8	-6,1	-6,1	-6,1
Balance globale						-2,3	-1,6	2,5	0,5	3,4	6,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,6	-0,8
POUR MÉMOIRE																
Exportations Biens et Services						1890,2	1924,5	2122,2	2100,6	2013,6	2303,7	2366,0	2468,0	2668,4	2939,4	3296,9
Importations Biens et Services						2201,9	2333,0	2578,2	2523,5	2263,8	2731,7	2964,4	3146,3	3426,3	3746,4	4148,1
PIB (en milliards de fca)	5039,2	5688,3	6182,6	6559,3	6732,8	7005,2	7375,3	7922,0	8432,2	9008,8	9809,7	10854,5	11573,8	12376,3	13234,1	14093,8

ANNEXE 4

Liste des sociétés et offices d'Etat

Cette annexe présente la liste complète des sociétés et offices d'Etat par institution de tutelle.

INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
I PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PR)	Office	Agence Nationale de promotion des Patrimoines et du développement du Tourisme (ANPT)	1
	Office	Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX)	2
	Office	Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	3
	Office	Autorité de Régulation de l'Energie (ARE)	4
	Office	Institut National de la Femme (INF)	5
	Office	Agence de Développement de Sèmè City (ADSC)	6
	Office	Agence de Construction des Infrastructures du Secteur de l'Education (ACISE)	7
	Office	Direction des Archives Nationales (DAN)	8
	office	Agence Nationale pour l'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR)	9
	office	Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP)	10
	office	Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET)	11
	office	Agence pour la Gestion de la Logistique des Officiels (AGLO)	12
II MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)	Office	Agence Nationale des Migrations et de la Diaspora (ANMD, <i>en cessation d'activité</i>)	13
	Office	Institut des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques (IRIES)	14
	Office	Commission Nationale Permanente de la Francophonie (CNPF)	15
III MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP)	Office	Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA)	16
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de la Vallée du Niger (ATDA/VN)	17
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Alibori Sud, du Borgou Nord, de Kouandé, de Kérou et de Pehunco (ATDA/ASBN-2KP)	18
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Atacora Ouest (ATDA /AO)	19
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Borgou Sud, de la Donga et des Collines (ATDA/BSDC)	20
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Zou et du Couffo (ATDA/Zc)	21
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Plateau (ATDA Plateau)	22
	Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Ouémé, de l'Atlantique et du Mono (ATDA/OAM)	23
	Office	Fonds National de Développement Agricole (FNDA)	24
	Office	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB)	25
	Office	Centre National des Produits Biologiques à usage Vétérinaire (CNPBV)	26
	Entreprise à caractère économique	Société Nationale de Mécanisation Agricole (SoNaMA)	27

IV	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS, CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MCVTDD)	Entreprise à caractère économique	Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT)	28
		Office	Laboratoire d'Etudes et de Surveillance Environnementales (LESE)	29
		Office	Agence pour la Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey (ARCHA)	30
		Office	Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE)	31
		Office	Agence de Réhabilitation de la Ville de Porto-Novo (ARVP)	32
		Office	Centre National pour la Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF)	33
		Office	Agence de Développement du Lac Ahémé et de ses Chéneaux (ADELAC)	34
		Office	Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC)	35
		Office	Institut Géographique National (IGN)	36
		Office	Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC)	37
		Office	Agence Nationale de la Météorologie (METEO BENIN)	38
		Office	Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT)	39
		Office	Bureau des Enquêtes et Accidents (BEA)	40
		Office	Centre National de Sécurité Routière (CNSR)	41
			Entreprise à caractère économique	Office National du Bois (ONAB)
	Entreprise à caractère économique	Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité urbaine (SGDS-GN)	43	
	Entreprise à caractère économique	Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP)	44	
	Entreprise à caractère économique	Port Autonome de Cotonou (PAC)	45	
	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP, <i>en liquidation</i>)	46	
	Entreprise à caractère économique	Société des Aéroports du Bénin (SAB)	47	
	Entreprise à caractère économique	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Bénin (SEGUB)	48	
V	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (MIC)	Office	Agence Nationale de la Propriété Industrielle (ANAPI, <i>en liquidation</i>)	49
		Office	Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises (BRMN, <i>en liquidation</i>)	50
		Office	Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM)	51

VI	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)	Office	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE)	52
		Office	Agence de Développement de l'Emploi des Jeunes (ADEJ, <i>en liquidation</i>)	53
		Office	Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME, <i>en liquidation</i>)	54
		office	Centre de Perfectionnement et d'Assistance en Gestion (CEPAG, <i>en liquidation</i>)	55
		Office	Fonds de Développement de l'Artisanat (FDA)	56
		Office	Centre de Promotion de l'Artisanat (CPA, <i>en liquidation</i>)	57
		Office	Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME)	58
VII	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)	Office	Centre de Formation pour l'Administration Locale (CeFAL)	59
		Entreprise à caractère économique	Société de Gestion des Marchés Autonomes (SOGEMA)	60
VIII	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	Office	Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD)	61
		Office	Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD)	62
		Office	Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)	63
		Entreprise à caractère économique	Loterie Nationale du Bénin (LNB)	64
		Entreprise à caractère économique	La Poste du Bénin S.A. (LPB SA)	65
		Entreprise à caractère économique	Banque Internationale d'Investissement et du Commerce (BIIC)	66
		Entreprise à caractère économique	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement des Micro Entreprises (PADME SA)	67
		Entreprise à caractère économique	Société des Patrimoines Immobiliers de l'Etat (SoPIE)	68
		Entreprise à caractère économique	Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT)	69
		Office	Agence des Services d'Information et du Numérique (ASIN)	70
Office	Caisse de Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB)	71		
IX	MINISTERE DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION (MND)	Entreprise à caractère économique	Bénin Télécom SerVices S. A. (BTS SA, <i>en liquidation</i>)	72
		Entreprise à caractère économique	Bénin Télécom Infrastructure S. A. (BTI SA, <i>en liquidation</i>)	73
		Entreprise à caractère économique	Société Béninoise des Infrastructures Numériques (SBIN)	74

	Office	Agence Nationale de la Sécurité et des Systèmes d'information (ANSSI)	75
	Entreprise à caractère économique	Libercom S. A. (LBC SA, <i>en liquidation</i>)	76
	Office	Office National d'Imprimerie et de Presse (ONIP)	77
	Office	Office de Radiodiffusion et de Télévision du Bénin (ORTB)	78
	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise des Infrastructures de Radiodiffusion (SBIR)	79
X	MINISTERE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES MINES (MEM)		
	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE)	80
	Office	Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise d'Energie Electrique (ABERME)	81
	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise de Production d'Energie (SBPE)	82
	Office	Agence de Contrôle des Installations Electriques Intérieures (CONTROLEC)	83
	Office	Office Béninois de Recherches Géologiques et Minières (OBRGM)	84
	Entreprise à caractère économique	Société Nationale des Hydrocarbures du Bénin (ex SOBEH) (SNHB)	85
	Entreprise à caractère économique	Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)	86
XI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)		
	Office	Agence Béninoise de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABVRIT)	87
	Office	Centre Béninois de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (CBRSI)	88
	Office	Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de l'Université d'Abomey-Calavi (COUS-UAC)	89
	Office	Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de l'Université de Parakou (COUS-UP)	90
	Office	Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (FNRSIT)	91
	Office	Institut Régional de Santé Publique (IRSP-CAQ)	92
	Office	Office du Baccalauréat (OB)	93
	Office	Université Nationale d'Agriculture de Porto-Novvo (UNA)	94
	Office	Université des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques d'Abomey (USTIM)	95
	Office	Université d'Abomey-Calavi (UAC)	96
	Office	Université de Parakou (UP)	97
XII	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MESTFP)		
	Office	Ecole de Formation du Personnel d'Encadrement de l'Education Nationale (EFPEEN)	98
	Office	Agence du Développement de l'Enseignement Technique (ADET)	99
	Office	Office National des Certifications Professionnelles, des Examens et Concours (ONCPEC)	100
	Office	Institut National d'Ingénierie de Formation et de Renforcement des Capacités des Formateurs (INIFRCF)	101
	Office	Fonds d'Aide à l'Alphabétisation et à la Promotion des Langues Nationales (FAAELN)	102

XIII	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE (MDCAG)	Office	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED)	103
		Office	Centre de Formation pour l'Administration Locale (CeFAL)	104
XIV	MINISTERE DE LA SANTE (MS)	Office	Agence des Infrastructures Sanitaires, de l'Équipement et de la Maintenance (AISEM)	105
		Office	Agence Nationale des Soins de Santé Primaires (ANSSP)	106
		Office	Centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de drépanocytose (CPMI-NFED)	107
		Office	Centre Hospitalier et Universitaire de Suru-Léré (Cotonou) (CHU-SL)	108
		Office	Centre Hospitalier et Universitaire d'Abomey-Calavi (CHU-AC)	109
		Office	Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU)	110
		Office	Agence Béninoise de Régulation Pharmaceutique (ABRP)	111
		Office	Agence Nationale de Contrôle de Qualité des Produits de Santé et de l'Eau (ANCQPSE)	112
		Office	Agence Nationale pour la Transfusion Sanguine (ANTS)	113
		Office	Agence Nationale de l'Assurance Maladie (ANAM, <i>en liquidation</i>)	114
		Office	Centre Hospitalier Départemental de l'Atacora (CHD-A)	115
		Office	Centre Hospitalier Départemental de la Donga (CHD-D)	116
		Office	Centre Hospitalier Universitaire Départemental du Borgou et de l'Alibori (CHUD B/A)	117
		Office	Centre Hospitalier Universitaire Départemental de l'Ouémé et du Plateau (CHUD O/P)	118
		Office	Centre Hospitalier Départemental du Zou et des Collines (CHD Z/C)	119
		Office	Centre Hospitalier Départemental du Mono et du Couffo (CHD M/C)	120
		Office	Centre National Hospitalier et Universitaire Hurbet Koutoukou Maga (CNHU-HKM)	121
		Office	Centre National Hospitalier et Universitaire de Pneumo-Phtisiologie (CNHU-PP)	122
		Office	Centre National Hospitalier et Universitaire de Psychiatrie de Cotonou (CNHU-P)	123
		Office	Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant Lagune de Cotonou (CHU-MEL)	124
Office	Centre Hospitalier Universitaire Hôpital d'Instruction des Armées de Parakou (HIA-CHU Parakou)	125		
Office	Hôpitaux de zones (HZ)	126		
	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise d'Approvisionnement des Produits de Santé (SoBAPS)	127	
XV	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS (MTCA)	Office	Bureau Béninois du Droit d'Auteur (BUBEDRA)	128
		Office	Fonds des Arts et de la Culture (FAC)	129
		Office	Festival International de Théâtre du Bénin (FITHEB, <i>en liquidation</i>)	130
		Office	Bibliothèque Nationale du Bénin (BNB)	131
		Office	Galerie Nationale du Bénin (GNB)	132
XVI	MINISTERE DU SPORT (MSp)	Office	Fonds National pour le Développement des Activités de Jeunesse, de Sport et de Loisirs (FNDAJSL)	133
		Office	Office de Gestion des Stades du Bénin (OGSB)	134
		Office	Office Béninois des Sports Scolaire et Universitaire (OBSSU)	135
		Office	Agence Nationale des Manifestations Officielles et des Evènements Culturels et Sportifs (ANESCMO)	136
		Office	Centre Multimédia ADO Jeune Bénin (CMAJB)	137

XVII	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (MTFP)	Office	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	138
		Office	Centre de Perfectionnement du Personnel des Entreprises CPPE (<i>en liquidation</i>)	139
		Office	Fonds National de Développement de la Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA)	140
XVIII	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICRO FINANCE (MASM)	Office	Fonds d'Aide à la Solidarité Nationale (FASN, <i>en liquidation</i>)	141
		Office	Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS)	142
		Office	Fonds National de la Microfinance (FNM)	143
		Office	Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (OFFE)	144
XIX	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MIS)	Office	Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC)	145
		Office	Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF)	146
XX	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (MJL)	Office	Ecole de Formation des Professions Judiciaires (EFPJ)	147
		Office	Centre de Documentation et d'Information Judiciaire (CDIJ)	148
		Office	Centre de Promotion de la Société Civile (CPSC, <i>en liquidation</i>)	149
		Office	Agence Pénitentiaire du Bénin (APB)	150
XXI	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)	Office	Hôpital d'Instruction des Armées de ParakouHIA-P	151